

SÉNAT

TABLES

DES QUESTIONS ÉCRITES ET ORALES

de l'année 1960



SÉNAT

TABLES

DES QUESTIONS ÉCRITES ET ORALES

de l'année 1960

SOMMAIRE

	Pages
I – Table analytique des questions écrites	3
II – Table nominative des questions écrites	57
III – Table analytique des questions orales	73
IV – Table nominative des questions orales	81

SÉNAT

TABLE ANALYTIQUE DES QUESTIONS ÉCRITES

de l'année 1960.

A

ABATTAGE D'ANIMAUX

N° 1190 M. Francis Le Basser :

Du maintien en vigueur des dispositions de l'arrêté du 2 juillet 1951 concernant les animaux abattus d'urgence pour cause de maladies ou d'accidents.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-11-1960, p. 1444.)

N° 1217 M. Francis Le Basser :

Dispositions envisagées pour que soient respectées les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 juillet 1951 concernant les viandes d'animaux « abattus d'urgence ».

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-12-1960, p. 2253-2254.)

N° 1243 M. Francis Le Basser :

De l'opportunité de rappeler aux autorités compétentes que les dispositions de l'arrêté du 2 juillet 1951, concernant les animaux abattus d'urgence pour cause de maladies ou d'accidents, doivent toujours être considérées comme valables.

(Agriculture. — J. O. Débats du 1^{er}-12-1960, p. 2161.)

ABATTAGE D'ARBRES. — Voir : *Circulation routière* (n° 381).

ABATTEMENTS DE ZONES. — Voir :

— *Allocations familiales* (n° 1030).

— *Zones de salaires* (n°s 984, 1001).

ACCIDENTS DE CIRCULATION

N° 487 M. Jean Bardol :

Cas particulier.

(Justice. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 18.)

Voir également :

— *Fonds de garantie automobile* (n° 1202).

— *Impôts* (n° 853).

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — Voir :

— *Collectivités locales* (n° 818).

— *Comités médicaux* (n° 866).

— *Impôts* (n° 853).

ACCORDS D'ASSOCIATION

N° 1166 M. Georges Dardel :

Nombre d'accords d'association ou d'intéressement signés depuis un an, et de travailleurs couverts par lesdits accords.

(Travail. — J. O. Débats du 26-10-1960, p. 1378-1379.)

ACCOUCHEMENT PSYCHO-PROPHYLACTIQUE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1250).

ADDUCTIONS D'EAU

N° 680 M. Pierre Patria :

De la possibilité de faire bénéficier de la subvention accordée, et sans formalités particulières, le dépassement du montant de la dépense subventionnable d'un projet d'adduction d'eau.

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 90.)

ADJOINTS ADMINISTRATIFS. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 665).

ADJOINTS TECHNIQUES DE LA SANTE PUBLIQUE. — Voir : *Algérie* (n° 1008).

ADJUDICATIONS DE BOIS. — Voir : *Impôts* (n° 893).

ADMINISTRATEURS CIVILS. — Voir : *Fonctionnaires* (n°s 698, 1013, 1185).

ADMINISTRATION DES FINANCES. — Voir : *Fonctionnaires* (n°s 802, 803, 809, 810, 874, 934, 1012, 1187, 1248).

ADMINISTRATION PENITENTIAIRE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1026).

AFFECTATION DES ELEVES DANS LES LYCEES. — Voir : *Enseignement* (n° 1182).

AFFECTATION SPECIALE. — Voir : *Armée* (n° 1082).

AFRIQUE OCCIDENTALE FRANÇAISE. — Voir : *Magistrats* (n° 727).

AGADIR. — Voir :

- Catastrophe d'Agadir (n° 780).
- Enseignement (n° 758).
- Organisation des Nations Unies (n° 717).

AGENTS COMMUNAUX. — Voir :

- Algérie (n° 540).
- Collectivités locales (n° 569, 634, 706, 707, 862, 913, 976, 1046, 1047, 1068, 1077, 1133).

AGENTS DE MAITRISE. — Voir : Armée (n° 590).**AGENTS SANITAIRES ADJOINTS. — Voir : Epizooties (n° 519).****AGREGES DE L'ENSEIGNEMENT. — Voir : Enseignement (n° 916).****AIDE AUX ETRANGERS****N° 1019 M. Louis Gros :**

Montant total des crédits mis, en 1959 et 1960, à la disposition des divers départements ministériels intéressés, au titre de l'aide et de l'assistance aux étrangers réfugiés en France.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1186.)

AIDE SOCIALE**N° 661 M. Maurice Coutrot :**

De la suite que le Gouvernement compte donner aux promesses faites, lors de la discussion du budget de la santé publique, de réformer la législation d'aide sociale, en ce qui concerne en particulier les allocations aux aveugles et aux grands infirmes.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 104.)

N° 740 M. Jean-Marie Louvel :

Bases sur lesquelles ont été fixés les pourcentages prévus au barème annexé au décret n° 55-687 du 21 mai 1955 relatif à la détermination de la part des collectivités locales dans les dépenses d'aide sociale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 6-5-1960, p. 156.)

N° 751 M. Victor Golvan :

De la suite que le Gouvernement entend donner aux promesses faites de réformer la législation de l'aide sociale, en particulier en ce qui concerne la majoration des allocations aux aveugles et grands infirmes.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 4-5-1960, p. 139.)

N° 860 M. Jean-Marie Louvel :

Au sujet des dispositions du barème moyen relatif à la part des collectivités locales dans les dépenses d'aide sociale, et en particulier des modifications apportées audit barème concernant le département du Calvados.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 22-6-1960, p. 452.)

N° 1063 M. Georges Rougeron :

De la possibilité pour une ressortissante française rapatriée de Tunisie, incurable et démunie de ressources, de bénéficier de la législation de l'aide sociale.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1192.)

Voir également : *Fonctionnaires* (n° 1038).

ALCOOL VINIQUE. — Voir : Viticulture (n° 476).**ALCOOLISME. — Voir : Lutte contre l'alcoolisme.****ALGERIE****N° 540 M. Sliman Belhabich :**

De la disparité existant entre les échelles indiciaires des rémunérations du personnel communal des grandes villes et des autres communes d'Algérie.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 56.)

N° 573 M. Georges Rougeron :

De l'existence, en Algérie, d'une organisation militaire ou pseudo-militaire dont la désignation s'énonce par les initiales D. O. P.

(Armées. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 58-59.)

N° 586 M. François de Nicolay :

Au sujet de la divulgation du rapport de la Croix-Rouge internationale sur les camps d'Algérie, et des résultats de l'enquête à laquelle le Gouvernement a fait procéder.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 281.)

N° 944 M. Louis Namy :

De la possibilité d'exonérer du « droit de dédouanement » les colis expédiés aux militaires du contingent en Algérie, et qui, faute d'avoir pu être remis à leurs destinataires, font retour à l'expéditeur.

(Postes et Télécommunications. — J. O. Débats du 12-7-1960, p. 833.)

N° 1008 M. Mohamed Gueroui :

Mesures à prendre en vue de remédier à la grave pénurie que l'on constate dans le corps des adjoints techniques de la santé publique en Algérie.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 14-10-1960, p. 1258.)

N° 1105 M. Jacques Vassor :

De la possibilité d'exempter de l'impôt sur leur solde les sous-officiers appelés servant en Algérie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-11-1960, p. 1445.)

N° 1154 M. Roger Marcellin :

Au sujet des conditions de transport en fourgon cellulaire à l'aérodrome de Maison-Blanche de jeunes Français expulsés d'Algérie.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 4-11-1960, p. 1444.)

Voir également :

- Armée (n° 605, 645, 653, 699, 113, 1131, 1153, 1220).
- Criminalité (n° 1067).
- Fonctionnaires (n° 683, 753, 1016).
- Habitations à loyer modéré (n° 739).
- Impôts (n° 449).
- Lait (n° 1000).
- Magistrats (n° 727).
- Maroc (n° 927).
- Propriétés rurales (n° 503).
- Sages-femmes (n° 997).

ALIMENTS DU BETAIL**N° 734 M. Martial Brousse :**

Montant du crédit supplémentaire résultant des gains prévus sur la vente du son et qui devait être affecté à subventionner les aliments du bétail.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 285.)

ALIMENTS DU BÉTAIL (suite).**N° 1265** M. Paul Pelleray :

Au sujet de la différence entre le prix du quintal d'orge payé au producteur et le prix du quintal d'orge rétrocédé aux fabricants d'aliments du bétail, et de la façon dont le Gouvernement entend concilier cet état de choses avec son intention de rationaliser les circuits commerciaux et les méthodes d'élevage.

(Agriculture. — J. O. Débats du 25-11-1960, p. 1946-1947.)

ALLERGIES. — Voir : *Maladies professionnelles* (n° 673).**ALLERGOLOGIE.** — Voir : *Sécurité sociale* (n° 786).**ALLOCATION CHOMAGE****N° 376** M. André Armengaud :

Du nombre de Français ayant quitté le Maroc et la Tunisie bénéficiaires de l'allocation chômage.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 7-8.)

Voir également :

— *Coopératives laitières* (n° 966).— *Habitations à loyer modéré* (n° 930).**ALLOCATION COMPENSATRICE.** — Voir :— *Aveugles de la Résistance* (n° 794).— *Mutilés de guerre* (n° 871).**ALLOCATIONS FAMILIALES****N° 876** M. Etienne Dailly :

Cas particulier d'un jeune français poursuivant ses études à l'étranger et pour lequel les allocations familiales ont été refusées à sa famille.

(Travail. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 772.)

N° 983 M. Etienne Dailly :

De la possibilité de payer, à l'avenir, les allocations familiales, non plus en fonction du lieu de résidence, mais en fonction du lieu de travail des ayants droit.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 939-940.)

N° 1030 M. Louis Jung :

De l'opportunité qu'il y aurait à procéder à un prochain relèvement des allocations familiales ainsi qu'à la suppression des abattements de zones qui leurs sont appliqués.

(Travail. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1195.)

N° 1120 M. Etienne Dailly :

Des incidences du nouveau taux forfaitaire des avantages en nature eu égard aux prestations familiales, auxquelles peuvent prétendre les parents des apprentis nourris et logés par leurs employeurs.

(Travail. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1218-19.)

N° 1142 M. Jacques Duclos :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer l'augmentation de 20 p. 100 de l'ensemble des prestations familiales et l'attribution des allocations familiales à partir du premier enfant.

(Travail. — J. O. Débats du 26-10-1960, p. 1378.)

N° 1192 M. André Fosset :

Au sujet de la modification éventuelle de l'article L 130 du code de la sécurité sociale, de telle sorte que ne soit plus opposée au bénéfice de l'exonération des cotisations, la condition de revenu maximum pour les travailleurs indépendants qui, ayant encore un enfant à charge, en ont précédemment élevé plusieurs autres sans avoir jamais bénéficié des allocations familiales.

(Travail. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1488.)

Voir également : *Sécurité sociale* (n° 785, 817).**ALLOCATION LOGEMENT****N° 493** M. Paul Wach :

Raisons pour lesquelles les gendarmes sont exclus du bénéfice de l'allocation logement.

(Armées. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 12.)

N° 509 M. Etienne Dailly :

De la possibilité d'accorder l'allocation logement à des personnes qui deviennent par donation-partage propriétaires de l'appartement dont elles étaient précédemment locataires.

(Travail. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 20.)

N° 604 M. Michel de Pontbriand :

Date à laquelle le Gouvernement compte enfin prendre une décision sur la question du droit à l'allocation logement des personnes qui, au 30 décembre 1958, percevaient l'allocation de salaire unique au taux de 20 p. 100 pour un enfant à charge de moins de cinq ans.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 103.)

N° 624 M. Etienne Dailly :

Des recours possibles contre une décision de rejet d'une demande d'allocation logement présentée par un requérant dans des conditions particulières.

(Travail. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 67.)

N° 923 M. Jean Lecanuet :

Au sujet de la fixation du prochain taux de l'allocation logement à intervenir à la suite de la hausse des loyers des immeubles H. L. M.

Construction. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 937-938.)

N° 1015 M. Georges Marie-Anne :

De l'utilité qu'il y aurait de faire adopter par le Parlement un projet de loi réglementant la législation des loyers dans les départements d'outre-mer, en vue de permettre à leurs habitants de percevoir l'allocation logement.

(Construction. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1212.)

Voir également : *Fonctionnaires* (n° 1073, 1236).**ALLOCATION DE MATERNITE****N° 831** M. Gaston Defferre :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit appliquée la circulaire n° 21 S. S. du 17 février 1959 concernant l'attribution de l'allocation de maternité à toutes les mères remplissant les conditions antérieurement en vigueur.

(Travail. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 287-288.)

ALLOCATIONS AUX MÈRES DE FAMILLE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 721).**ALLOCATIONS MILITAIRES.** — Voir : *Armée* (n° 662).**ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE.** — Voir : *Allocation logement* (n° 604).**ALLOCATION SPECIALE****N° 904** M. Bernard Chochoy :

Au sujet de la date de publication du règlement d'administration publique concernant l'allocation spéciale des implaçables.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 26-7-1960, p. 1158.)

ALLOCATION SPECIALE (suite).**N° 906** M. Bernard Chochoy :

De l'intérêt qu'il y aurait à relever le plafond des ressources permettant l'attribution de l'allocation spéciale.
(Travail. — J. O. Débats du 12-7-1960, p. 833.)

Voir également :

- Coopératives laitières (n° 966).
- Sécurité sociale (n° 715).

ALLOCATION SUPPLEMENTAIRE. — Voir : *Fonds national de solidarité* (n° 514, 549, 764, 863, 1324).

ALLOCATION TEMPORAIRE D'INVALIDITE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1186).

ALLOCATION VIEILLESSE**N° 635** M. Bernard Chochoy :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que des personnes âgées ne souffrent plus des longs délais apportés à l'examen de leur demande d'allocation vieillesse, en particulier dans le cas de compétence de plusieurs caisses.
(Travail. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 105.)

N° 1036 M. Paul Ribeyre :

Au sujet de la possibilité de relever le montant des différentes allocations vieillesse.
(Premier ministre. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1174.)

N° 1136 M. Robert Liot :

Dans le cas particulier d'un non-salarié, commerçant à titre principal et agriculteur à titre secondaire, de la possibilité pour lui de cumuler, d'une part l'allocation vieillesse servie par le régime commercial, et d'autre part l'allocation vieillesse agricole.
(Travail. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1219.)

N° 1328 M. Paul Ribeyre :

Au sujet du relèvement du plafond des ressources et du montant des différentes allocations vieillesse.
(Travail. — J. O. Débats du 16-12-1960, p. 2410.)
Voir également : *Caisse d'allocation vieillesse* (n° 1098).

ALLOCATION VIEILLESSE AGRICOLE**N° 536** M. Fernand Auberger :

Cas particulier d'un invalide de guerre pensionné à 100 p. 100 à qui l'allocation vieillesse agricole a été refusée.
(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 88.)

ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS. — Voir : *Fonds national de solidarité* (n° 764, 863, 1324).

AMENDEMENTS CALCAIRES**N° 897** M. René Tinant :

Critères qui ont servi à établir la liste des départements bénéficiaires de la subvention sur les amendements calcaires.
(Agriculture. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 711.)

AMENDES FISCALES. — Voir : *Impôts* (n° 855).

AMNISTIE FISCALE. — Voir : *Impôts* (n° 789).

AMORTISSEMENT DEGRESSIF**N° 979** Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité pour des entreprises commerciales utilisant des outillages identiques à ceux des entreprises industrielles, de bénéficier du système d'amortissement dégressif prévu par la loi du 28 décembre 1959.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 939.)

AMORTISSEMENTS FINANCIERS**N° 880** Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité d'appliquer aux concessionnaires ou sociétés fermières d'une personne privée les dispositions fiscales applicables aux amortissements financiers des concessionnaires des collectivités publiques.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 938.)

ANALYSES MEDICALES. — Voir : *Impôts* (n° 1302).

ANCIENS COMBATTANTS**N° 533** M. Fernand Auberger :

Au sujet du droit à la retraite des anciens combattants de nationalité marocaine et tunisienne ayant combattu pour la France en 1914-18 et 1939-45.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 11.)

N° 642 M. Jacques Duclos :

Au sujet de l'abrogation de l'ordonnance n° 58-1371 du 30 décembre 1958 supprimant la retraite des combattants à ceux d'entre eux qui ne sont pas pensionnés de guerre à 50 p. 100 au moins.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 16-11-1960, p. 1574.)

N° 681 M. Etienne Le Sasser-Boisauné :

Date à laquelle seront payés, en 1960 aux anciens combattants âgés de plus de 65 ans, les arrérages de leur retraite, et formalités qu'ils auront à remplir à cet effet auprès des comptables.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 90.)

N° 683 M. Louis Courroy :

Cas particulier d'un ancien militaire, évacué malgré lui d'une unité combattante sans y avoir suffisamment de jours de présence pour pouvoir postuler la carte de combattant.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 58.)

N° 872 M. Jacques Duclos :

Au sujet du rétablissement dans leur droit à la retraite, de tous les combattants qui en bénéficiaient avant le 7 janvier 1954.
(Anciens combattants. — J. O. Débats du 16-11-1960, p. 1574.)

N° 1309 Mme Marie-Hélène Cardot :

Du montant exact des dépenses définitivement arrêtées par la Cour des comptes aux divers chapitres du budget des pensions du ministère des anciens combattants concernant les exercices 1958 et 1959.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-12-1960, p. 2301-2302.)

Voir également :

- *Déportés politiques* (n° 766).
- *Fonctionnaires* (n° 768, 934).
- *Sécurité sociale* (n° 631).

APPAREILS PHOTOGRAPHIQUES**N° 1221** M. Edmond Barrachin :

Raisons pour lesquelles l'importation des appareils photographiques, cinématographiques et accessoires de fabrication japonaise est pratiquement interdite en France.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 2-12-1960, p. 2204.)

APPARTEMENTS MEUBLES

N° 446 M. Louis Courroy :

Natures et montant des taxes dont est passible un propriétaire louant un appartement meublé.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 14 et 15.)

Voir également : *Loyers* (n° 1165).

APPRENTIS. — Voir :

— *Allocations familiales* (n° 1120).

— *Sécurité sociale* (n° 785).

ARMEE

N° 416 M. Louis Martin :

De la possibilité de dispenser du service militaire les anciens ressortissants étrangers de plus de 30 ans ayant obtenu la nationalité française suite à une demande antérieure à l'ordonnance n° 58-1356 du 27 décembre 1958.

(Armées. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 11-12.)

N° 419 M. François de Nicolay :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remplacer dans le plus bref délai le matériel vétuste d'autos-mitrailleuses encore en service dans la région de Sétif.

(Armées. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 12.)

N° 567 M. Marcel Bertrand :

Au sujet de l'agrément par M. le ministre de l'éducation nationale des mesures envisagées en faveur des étudiants maintenus sous les drapeaux au-delà de la durée légale du service.

(Armées. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 58.)

N° 580 M. Jean Lecanuet :

Des règles juridiques et des critères sur lesquels doivent se baser les conseils de révision pour l'attribution des sursis pour études.

(Armées. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 12.)

N° 590 M. Camille Vallin :

Date à laquelle sera publié le nouveau statut des agents de maîtrise (non professionnels) titulaires du ministère des armées.

(Armées. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 59.)

N° 605 M. Guy de La Vasselais :

De la possibilité d'accorder deux permissions de détente aux militaires effectuant l'intégralité de leur service en Algérie.

(Armées. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 59.)

N° 608 M. Marcel Bertrand :

Des conditions d'application d'une décision portant à quarante ans l'âge limite fixé aux étrangers naturalisés pour remplir leurs obligations militaires.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 66.)

N° 645 M. Etienne Dailly :

Des mesures à prendre pour que des militaires en services en Algérie et auxquels un événement de famille confère brusquement la qualité de soutien de famille, soient rapatriés rapidement dans la métropole.

(Armées. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 90-91.)

N° 653 M. Maurice Lalloy :

De la possibilité, pour les militaires en service en Algérie, de demander à bénéficier de leurs permissions à la période de certains travaux agricoles.

Armées. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 91.)

ARMEE (suite).

N° 662 M. Maurice Coutrot :

De l'utilité qu'il y aurait à modifier les conditions dans lesquelles sont attribuées les allocations militaires.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 104.)

N° 669 M. Emile Vanrullen :

De l'opportunité qu'il y aurait à appliquer rétroactivement le décret n° 59-1192 du 13 octobre 1959 portant création d'un fonds de prévoyance militaire.

(Armées. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 91.)

N° 699 M. Bernard Chochoy :

De la possibilité d'accorder une seconde permission aux militaires du contingent servant en Algérie.

(Armées. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 91.)

N° 702 M. Emile Dubois :

Cas particuliers des militaires ayant deux enfants à charge, mais de lits différents.

(Armées. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 91-92.)

N° 716 M. Georges Cogniot :

Au sujet des nombreuses anomalies et injustices qu'entraîne la résiliation des sursis d'incorporation en faveur des étudiants, et de l'opportunité qu'il y aurait d'abroger l'instruction ministérielle du 11 août 1959.

(Armées. — J. O. Débats du 4-5-1960, p. 138-139.)

N° 777 M. Edgar Tailhades :

Raisons pour lesquelles les officiers de réserve sont généralement convoqués au mois d'août pour effectuer leurs périodes, alors que cette époque correspond le plus fréquemment à celle des congés payés.

(Armées. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 283.)

N° 808 M. Charles Naveau :

De la situation des veuves des retraités militaires proportionnels en ce qui concerne leurs droits à pension de réversion.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-6-1960, p. 420.)

N° 914 M. Paul Piales :

Des conditions d'admission des sursitaires aux écoles d'officiers de réserve.

(Armées. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1179.)

N° 918 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire figurer sur la notice individuelle de recensement remplie par les jeunes appelés la référence du diplôme d'Etat de la protection civile et du diplôme de secouriste.

(Armées. — J. O. Débats du 26-7-1960, p. 1158.)

N° 956 M. Georges Cogniot :

Conditions dans lesquelles certains régiments de la région de Tarbes ont pu être autorisés à participer à l'organisation du pèlerinage militaire de Lourdes.

(Armées. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1179.)

N° 977 M. Georges Marie-Anne :

Cas particulier des engagés volontaires dans les F. F. L., anciens sous-officiers retraités proportionnels pour limite d'âge, et qui désireraient bénéficier du statut prévu par le décret du 26 février 1897.

(Armées. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1179-1180.)

N° 981 M. Georges Marie-Anne :

De la possibilité d'accorder le bénéfice du transport gratuit par mer et par fer aux parents, résidant dans les départements d'outre-mer, et rendant visite aux sépultures de leurs fils « Morts pour la France ».

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1210.)

ARMEE (suite).

- N° 1007** M. Charles Sinsout :
Cas particulier d'un jeune appelé qui désirerait bénéficier d'un sursis d'incorporation.
(Armées. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1210-1211.)
- N° 1009** M. Louis Courroy :
Au sujet de la décision ministérielle fixant au 31 décembre 1956 la date limite à la délégation de solde versée aux ayants droit des militaires décédés lors des opérations dites de la Méditerranée orientale.
(Armées. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1180.)
- N° 1010** M. Marcel Champeix :
Dispositions à prendre en vue de rétablir en faveur des normaliens poursuivant leurs études le bénéfice du sursis dans le cadre de la limite d'âge prévue par l'ordonnance du 23 mars 1960.
(Armées. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1211.)
- N° 1018** M. Jean Ganeval :
De la possibilité de faire entrer en ligne de compte, pour l'application de l'article 7 de la loi du 31 mars 1928, les « permissions libérables » et les « congés d'armistice » accordés aux militaires de l'armée d'armistice liés par contrat et renvoyés dans leurs foyers dès le 28 novembre 1942.
(Armées. — J. O. Débats du 7-10-1960, p. 1227.)
- N° 1079** M. Jacques Henriot :
Mesures à prendre pour que les jeunes gens appartenant au service de santé et appelés à faire leur service militaire cessent de se trouver défavorisés financièrement et moralement par rapport à leurs camarades des grandes écoles ou d'autres disciplines universitaires.
(Armées. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1211.)
- N° 1082** M. Pierre Métayer :
De la possibilité pour les surveillants généraux titulaires des lycées et collèges d'être classés dans l'affectation spéciale.
(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1182.)
- N° 1089** M. Pierre Garet :
Dispositions à prendre pour tenir compte de situations exceptionnelles et faire une application plus libérale de l'article 7 de la loi n° 48-1185 du 22 juillet 1948, relatif aux permissions agricoles.
(Armées. — J. O. Débats du 7-10-1960, p. 1227-1228.)
- N° 1110** M. Marcel Boulangé :
Cas particulier d'une veuve de militaire à qui la direction de la dette publique refuse de payer sa pension.
(Armées. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1211.)
- N° 1113** M. Paul Guillaumot :
De la possibilité d'accorder une permission agricole aux jeunes cultivateurs des contingents qui effectuent actuellement leur service en Algérie.
(Armées. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1180.)
- N° 1123** M. Georges Marie-Anne :
De la durée exacte du service légal complémentaire dans le cas particulier d'un inscrit maritime.
(Armées. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1211.)
- N° 1128** M. Paul Pelleray :
Proportion dans laquelle l'armée est alimentée en produits de provenance métropolitaine en ce qui concerne notamment les matières grasses, la farine et la viande.
(Armées. — J. O. Débats du 14-10-1958, p. 1259.)
- N° 1131** M. Roger Marcellin :
Au sujet des déclarations faites par le commandant en chef en Algérie, et son porte-parole, à la suite de l'exécution de deux jeunes militaires français.
(Armées. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1211-1212.)

ARMEE (suite).

- N° 1143** M. Francis Le Basser :
Pourcentage approximatif, pour chacune des trois armes, de jeunes médecins aspirants de réserve nommés officiers avant leur libération.
(Armées. — J. O. Débats du 26-10-1960, p. 1377-1378.)
- N° 1153** M. Gabriel Montpied :
De la possibilité d'accorder la gratuité totale du transport pour les soldats combattants d'Algérie venant en métropole passer leur permission de détente.
(Armées. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1486.)
- N° 1164** M. Roger Lagrange :
De l'opportunité qu'il y aurait à modifier dans un sens plus humanitaire les dispositions de l'ordonnance du 23 mars 1960 concernant les sursis d'incorporation, afin de tenir compte de certains cas sociaux exceptionnels.
(Armées. — J. O. Débats du 17-12-1960, p. 2440.)
- N° 1178** M. Charles Naveau :
Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour supprimer les mesures injustes actuellement en vigueur en matière d'attribution de permissions agricoles aux militaires du contingent.
(Armées. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2031.)
- N° 1220** M. Roger du Halgouët :
De la possibilité de réduire le temps de service en Algérie de certaines catégories de jeunes soldats.
(Armées. — J. O. Débats du 16-11-1960, p. 1574-1575.)
- N° 1224** Mme Suzanne Crémieux :
De la possibilité d'assouplir le régime des sursis d'incorporation en faveur des jeunes gens âgés de vingt ans et candidats à la seconde partie du baccalauréat.
(Armées. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1486.)
- N° 1257** M. Guy de La Vasselais :
Pourcentage des sursis auxquels il a été mis fin, pour les années 1958, 1959, 1960, en raison des études insuffisantes auxquelles se livraient leurs bénéficiaires.
(Armées. — J. O. Débats du 24-11-1960, p. 1889.)
- N° 1283** M. Guy de La Vasselais :
De l'équité qu'il y aurait à homologuer des propositions de citations et d'attributions de croix de guerre, qui n'ont pu aboutir pour des raisons diverses dont les bénéficiaires ne sont pas responsables.
(Armées. — J. O. Débats du 17-12-1960, p. 2440.)
- N° 1397** M. Pierre Garet :
De l'intérêt qu'il y aurait à surseoir provisoirement et pour la durée de la présente année scolaire à l'incorporation des jeunes gens sortis de l'école normale en 1960.
(Armées. — J. O. Débats du 17-12-1960, p. 2440.)
- Voir également :
— Algérie (n° 573, 1105).
— Habitations à loyer modéré (n° 739).
- ARPENTAGE.** — Voir : Cadastre (n° 735).
- ARTISANS.** — Voir :
— Impôts (n° 639).
— Sécurité sociale (n° 785).
- ARTISTES.** — Voir : Sécurité sociale (n° 646, 692, 693, 842).
- ASSISTANTES SOCIALES.** — Voir : Fonctionnaires (n° 480, 901).

ASSOCIATION DIOCESAINE DE LYON

N° 838 M. Camille Vallin :

Au sujet de la garantie accordée par le conseil général du Rhône pour un emprunt contracté par l'Association diocésaine de Lyon, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire respecter les dispositions de la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat.

(Intérieur. — J. O. Débats du 29-6-1960, p. 597.)

ASSURANCE MALADIE

N° 1103 M. Jules Pinsard :

Mesures à prendre en vue d'aboutir à une harmonisation des conditions dans lesquelles les prestations en nature de l'assurance maladie sont attribuées aux diverses catégories de retraités.

(Travail. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1218.)

ASSURANCE OBLIGATOIRE

N° 828 M. Adolphe Dutoit :

Au sujet de l'exonération de l'assurance obligatoire en faveur des invalides, infirmes et grands infirmes utilisant des véhicules à moteur spéciaux pour leurs déplacements.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 15-6-1960, p. 375.)

ASSURANCES SOCIALES AGRICOLES

N° 840 M. Guy de La Vasselais :

Cas particulier de cultivateurs dont les cotisations d'assurances sociales agricoles se sont trouvées majorées par suite de recours à une main-d'œuvre supplémentaire pour pallier le départ sous les drapeaux de leur fils.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-6-1960, p. 302.)

N° 972 M. Georges Rougeron :

De la possibilité, pour un gérant minoritaire de société à responsabilité limitée relevant du régime agricole, de bénéficier de l'affiliation à l'assurance sociale agricole obligatoire.

(Agriculture. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 711.)

ASSURANCE SUR LA VIE. — Voir : *Invalides de guerre* (n° 975).**ASSURANCE VOLONTAIRE.** — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1078).**ATTESTATION D'ASSURANCE.** — Voir : *Tracteurs agricoles* (n° 1140).**AUTO-MITRAILLEUSES.** — Voir : *Armée* (n° 419).**AUTOMOBILES**

N° 991 M. Auguste Billiémas :

Conditions et caractéristiques que doit remplir une berline 2 CV Citroën décapotable pour bénéficier de la qualification juridique de voiture « commerciale ».

(Industrie. — J. O. Débats du 26-7-1960, p. 1159.)

AVANTAGES FISCAUX. — Voir : *Impôts* (n° 896, 1090).**AVEUGLES CIVILS.** — Voir :— *Aide sociale* (n° 661, 751).— *Postes et télécommunications* (n° 621).— *Radiodiffusion-télévision française* (n° 829).**AVEUGLES DE LA RESISTANCE**

N° 794 M. Etienne Dailly :

Raisons pour lesquelles n'a pas encore été appliquée la loi n° 58-328 du 28 mars 1958 qui prévoyait, en faveur des aveugles de la Résistance, une allocation compensatrice pour l'aide constante d'une tierce personne.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 283.)

AVIONS A REACTION

N° 884 M. Louis Courroy :

Conséquences graves qui résultent du survol à très faible altitude par des avions à réaction de certaines agglomérations vosgiennes.

(Armées. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 712.)

N° 1282 M. Jacques Boisrond :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme aux inconvénients divers et nombreux qui résultent des vols en piqué effectués par les avions à réaction.

(Armées. — J. O. Débats du 14-12-1960, p. 2359.)

AVIS A TIERS DETENTEUR. — Voir : *Impôts* (n° 993).**AVOCATS**

N° 1159 M. Roger Marcellin :

Mesures que compte prendre le Gouvernement à l'encontre de ceux des avocats qui, sous le couvert de la défense, amoindrissent par leurs propos injurieux l'autorité et le prestige de la France.

(Armées. — J. O. Débats du 26-10-1960, p. 1378.)

B**BACCALAUREAT.** — Voir : *Enseignement* (n° 1191).**BANANES.** — Voir : *Préférence de pavillon* (n° 547, 909).**BARRAGE DE CHANTECOQ**

N° 539 M. Maurice Lalloy :

Délai dans lequel sera engagée la procédure locale de mise à l'enquête de la réalisation du barrage-réservoir de Chantecoq.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 67.)

N° 685 M. Maurice Lalloy :

Des dispositions à prendre en vue de l'ouverture rapide de l'enquête d'utilité publique des travaux concernant le barrage de Chantecoq.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 107.)

BAUX COMMERCIAUX

N° 1146 M. Charles Fruh :

De l'existence d'une convention entre la France et le Liban permettant d'assimiler aux Français les nationaux de ce pays en matière de baux commerciaux et de droits civils.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 19-10-1960, p. 1290.)

BAUX RURAUX

N° 947 M. Etienne Dailly :

De la possibilité pour un bailleur, dans un cas particulier où sont réalisés les motifs de non-renouvellement du bail, de faire procéder à la notification de la résiliation par acte extra-judiciaire.

(Justice. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 940.)

BAUX RURAUX (suite).**N° 1032** M. Michel de Pontbriand :*Du droit à indemnité et du droit de réintégration dans le fonds, dans un cas particulier de reprise d'une ferme en vertu de l'article 845 du code rural.*

(Justice. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1192-1193.)

Voir également : *Tribunaux paritaires* (n° 861).**BENEFICE DE CESSION.** — Voir : *Impôts* (n° 793).**BENEFICES COMMERCIAUX.** — Voir : *Impôts* (n° 939).**BENEFICE IMPOSABLE.** — Voir : *Impôts* (n° 737, 804).**BERGEN-BELSEN****N° 926** M. Georges Rougeron :*De la situation de l'ancien camp de concentration de Bergen-Belsen.*

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 712.)

BEURRES**N° 600** M. Guy de La Vasselais :*Des conséquences graves qui résultent des importations massives de beurre faites sans consultation officielle des organisations professionnelles et interprofessionnelles.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 96.)

N° 1135 M. Charles Naveau :*Raisons pour lesquelles le montant des « moins-values » de la campagne de stockage de beurre 1959-1960 n'a pas encore été réglé aux stockeurs cinq mois après l'expiration des contrats.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1210.)

BIENS RURAUX**N° 792** M. Robert Liot :*Raisons pour lesquelles les dispositions de l'article 12 de l'ordonnance du 4 février 1959, concernant l'échange de biens ruraux, ne peuvent recevoir actuellement leur application.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-6-1960, p. 302.)

BLE**N° 532** M. Emile Hugues :*Au sujet des avantages divers et considérables qu'aurait accordés le Gouvernement à la meunerie dakaroise, et du préjudice ainsi causé aux producteurs et éleveurs français.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 62-63.)

N° 1141 M. René Tinant :*De la possibilité d'envisager, pour les blés récoltés par de nombreux exploitants des régions sinistrées par les pluies, la suppression du prélèvement hors quantum, et leur utilisation préférentielle pour la dénaturation.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 19-10-1960, p. 1290.)

N° 1145 M. Antoine Courrière :*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les producteurs de blé dur français puissent poursuivre cette production dans des conditions leur permettant de retirer un revenu décent.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-12-1960, p. 2301.)

BOIS. — Voir :— *Coupes de bois* (n° 495, 970).— *Impôts* (n° 648, 893).**BONIFICATIONS POUR ENFANTS.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 929).**BOUILLEURS DE CRU****N° 1003** M. Paul Ribeyre :*De la possibilité de prendre des mesures de bienveillance en faveur des personnes de bonne foi, titulaires de la carte d'économiquement faibles, et qui ont été frappés d'une amende pour revendication abusive du privilège des bouilleurs de cru.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1214.)

BOURSES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. — Voir : *Enseignement* (n° 1310).**BOVINS****N° 1104** M. Guy de La Vasselais :*Des diverses mesures à prendre en vue de prévenir l'écroulement des cours sur le marché des bovins.*

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1178.)

BREVET D'ENSEIGNEMENT INDUSTRIEL. — Voir : *Enseignement* (n° 1095).**BULLETIN DE PAYE****N° 613** M. Florian Bruyas :*Manière et conditions dans lesquelles doit être établi le bulletin de paye du personnel rémunéré au mois.*

(Travail. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 67.)

C**CADASTRE****N° 735** M. Michel de Pontbriand :*De la possibilité de mettre à la charge du service du cadastre le coût du document d'arpentage, dont les frais sont actuellement assumés par le propriétaire, vendeur d'une parcelle de terrain qui a fait l'objet de la revision cadastrale.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1960, p. 187.)

N° 814 M. Lucien Perdereau :*Des moyens à envisager pour permettre la mise à jour annuelle de tous les documents cadastraux et assurer ainsi parfaitement la conservation du cadastre.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-6-1960, p. 478.)

N° 875 M. Alex Roubert :*De la possibilité d'instituer une procédure simplifiée ne comportant qu'un seul acte et un seul plan dans les cas de mutations de parcelles de faible valeur.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 771.)

N° 988 M. Etienne Rabouin :*Nombre de communes dont les travaux de rénovation du cadastre sont en cours ou déjà terminés.*

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-11-1960, p. 1445.)

Voir également : *Remembrement* (n° 1035).**CAISSE D'ALLOCATION VIEILLESSE****N° 1098** M. André Colin :*Au sujet des pouvoirs exacts du conseil d'administration d'une caisse d'allocation vieillesse fonctionnant dans le cadre de la loi de 1949, en matière de validation « exceptionnelle » des années d'activité exercées au bénéfice d'un seul employeur et sous une forme comparable à une activité libérale.*

(Travail. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1218.)

CAISSE DES ARTS. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 646, 692, 693, 842).

CAISSE AUTONOME DE RECONSTRUCTION. — Voir : *Impôts* (n° 843).

CAISSE NATIONALE D'ÉPARGNE DU MAROC. — Voir : *Maroc* (n° 922).

CAISSES DE CREDIT AGRICOLE

N° 560 M. Claudius Delorme :

Au sujet des projets de fusion des caisses de crédit agricole ayant activité dans une même région.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 11.)

CAISSES DE SECOURS MINIERES

N° 757 M. Modeste Zussy :

Au sujet des sommes très importantes dues par les caisses de secours minières à des établissements hospitaliers, en particulier dans le département du Haut-Rhin, et des difficultés qui en résultent pour ces derniers.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-5-1960, p. 249.)

CALAMITES AGRICOLES. — Voir : *Impôts* (n° 522).

CALAMITES PUBLIQUES

N° 995 M. Ludovic Tron :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour parfaire le financement des travaux dont l'exécution est absolument indispensable à la vie des régions qui ont subi des dégâts considérables à la suite des inondations de juin 1957.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1190-1191.)

CAMP DE CONCENTRATION. — Voir : *Bergen-Belsen* (n° 926).

CAMPING. — Voir : *Impôts* (n° 950).

CANOTS HORS-BORD

N° 686 M. Etienne Dailly :

Mesures à prendre à l'encontre des conducteurs de canots hors-bord qui contreviennent constamment aux règlements en vigueur.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1196.)

CANTINES. — Voir : *Enseignement* (n° 502).

CARTE DE COMBATTANT. — Voir : *Anciens combattants* (n° 683).

CARTE SOCIALE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 715).

CASERNES DE GENDARMERIE. — Voir : *Collectivités locales* (n° 616).

CATASTROPHE D'AGADIR

N° 780 M. Bernard Lafay :

Au sujet des dispositions arrêtées par le Gouvernement en faveur des Français sinistrés à la suite de la catastrophe d'Agadir.

Affaires étrangères. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 281.)

Voir également :

— *Enseignement* (n° 758).

— *Organisation des Nations Unies* (n° 717).

CENSURE. — Voir :

— *Cinéma* (n° 538, 889).

— *Collectivités publiques* (n° 856).

CENTRALES THERMIQUES

N° 852 M. Claudius Delorme :

Des textes et des enquêtes autorisant les travaux de sondage actuellement effectués dans la région de Loire (Rhône) en vue de l'implantation d'une centrale thermique.

(Industrie. — J. O. Débats du 24-6-1960, p. 510.)

N° 1272 M. Camille Vallin :

Au sujet du projet de construction d'une centrale thermique sur le territoire des communes de Givors-Loire (Rhône).

(Industrie. — J. O. Débats du 7-12-1960, p. 2227.)

CENTRES D'APPRENTISSAGE. — Voir :

— *Enseignement technique* (n° 617, 678, 1232).

— *Fonctionnaires* (n° 890).

CENTRES DE FORMATION PROFESSIONNELLE. — Voir : *Travailleurs étrangers* (n° 1277).

CENTRES DE RECHERCHES NUCLEAIRES

N° 907 M. Léon David :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour apporter les solutions attendues aux différents problèmes d'ordre agricole que pose pour les cultivateurs de Saint-Paul-lez-Durance, la création du centre de recherches nucléaires de Cadarache.

(Agriculture. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1209.)

CEREALES

N° 1053 M. Marcel Brégégère :

Au sujet des intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'organisation de la collecte des céréales pour l'année 1960-1961.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1177.)

CESSATION DE PAIEMENT. — Voir : *Impôts* (n° 968, 969).

CESSIONS IMMOBILIERES. — Voir : *Cadastre* (n° 875).

CESSION PARTIELLE D'ENTREPRISE. — Voir : *Impôts* (n° 415).

CHAMBRES D'AGRICULTURE

N° 791 M. André Monteil :

Raisons pour lesquelles le décret du 4 avril 1960 n'accorde aux chambres d'agriculture pour 1960 que les mêmes ressources distribuées en 1959, risquant ainsi de freiner dans tous les départements, et en particulier dans celui du Finistère, les efforts entrepris par ces assemblées en matière d'action technique et économique.

(Agriculture. — J. O. du 8-6-1960, p. 282.)

N° 859 M. Martial Brousse :

Conséquences que le décret du 4 avril 1960, interdisant toute augmentation des ressources des chambres d'agriculture, peut entraîner au point de vue de l'accroissement de leur activité, notamment dans le domaine de la vulgarisation des progrès techniques.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 771.)

CHAMBRES DE COMMERCE

N° 1054 M. Etienne Dailly :

Mesures à prendre pour faire cesser les divergences d'interprétation résultant des dispositions du décret n° 59-94 du 3 janvier 1959 concernant les conditions dans lesquelles doivent être établies les listes électorales des tribunaux et des chambres de commerce.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1190.)

CHARBONS

N° 501 M. Jean Bertaud :

Des incidences d'une décision de la C. E. C. A. sur les importations de charbons en provenance des pays membres.

(Industrie. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 16.)

CHASSE

N° 1061 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux inconvénients qui résultent du délai insuffisant dont disposent les gardes particuliers pour adresser au procureur de la République les procès-verbaux de constat de délits et contraventions en matière de chasse.

(Justice. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1193.)

N° 1169 M. Robert Liot :

De la possibilité de déléguer aux préfets les pouvoirs du ministre de l'Agriculture en ce qui concerne la fixation de la date d'ouverture générale de la chasse dans les départements.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1485.)

N° 1215 M. Charles Naveau :

De la possibilité de laisser au préfet la faculté de fixer la date de l'ouverture de la chasse dans son département.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1486.)

N° 1234 M. Edgar Tailhades :

De la possibilité, pour les présidents de sociétés communales de chasseurs, d'obtenir au siège fédéral la communication de la comptabilité de la fédération.

(Agriculture. — J. O. Débats du 19-11-1960, p. 1710-1711.)

CHASSE A COURRE

N° 925 M. Georges Rougeron :

Mesures à envisager en vue de la suppression de la chasse à courre.

(Agriculture. — J. O. Débats du 12-7-1960, p. 833.)

CHATAIGNES

N° 424 M. Paul Ribeyre :

De l'opportunité, en vue de remédier à l'effondrement des prix des châtaignes et des marrons, de prendre d'urgence les mesures nécessaires en vue de limiter leurs importations.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 60.)

N° 517 M. Paul Ribeyre :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour protéger la châtaigneraie ardéchoise contre des importations massives de marrons et châtaignes.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 9.)

N° 622 M. Paul Ribeyre :

De l'opportunité de soumettre de nouveau au contingentement les importations de châtaignes et marrons.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 58.)

CHATAIGNES (suite).

N° 1209 M. Paul Ribeyre :

De l'opportunité qu'il y aurait, pour la sauvegarde des intérêts de nos producteurs nationaux, à limiter nos importations de châtaignes et marrons.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-12-1960, p. 2253.)

Voir également : Sécurité sociale (n° 1075).

CHATAIGNIERS

N° 521 M. Paul Ribeyre :

Au sujet des facilités d'importations envisagées en faveur de certains produits exotiques, et susceptibles de porter un grave préjudice à l'industrie française des extraits tannants de châtaignier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 284-285.)

N° 1256 M. Paul Ribeyre :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des ouvriers de l'industrie française des extraits tannants de châtaigniers qui ont perdu leur emploi à la suite de la disparition progressive des usines travaillant à cette fabrication.

(Industrie. — J. O. Débats du 14-12-1960, p. 2360.)

CHATEAUX. — Voir : Impôts (n° 837).**CHAUFFE-EAU ELECTRIQUE**

N° 1108 M. Bernard Lafay :

Conditions dans lesquelles un ballon de chauffe-eau électrique peut être considéré comme « équipement exceptionnel ».

(Construction. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1180.)

CHEMINS RURAUX. — Voir : Collectivités locales (n° 771).**CHIRURGIENS.** — Voir : Hôpitaux et hospices (n° 1335).**CHUTE HYDROELECTRIQUE DE BEAUCHASTEL**

N° 545 M. Paul Ribeyre :

De la gravité des nombreux problèmes que pose la réalisation de la chute hydroélectrique de Beauchastel.

(Industrie. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 64.)

N° 545 M. Paul Ribeyre :

De la gravité des nombreux problèmes que pose la réalisation de la chute hydroélectrique de Beauchastel (2^e réponse).

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 89.)

N° 550 M. Paul Ribeyre :

Au sujet des ravages considérables occasionnés aux exploitations fruitières à la suite des différents travaux exécutés sur le cours de la rivière de l'Eyrieux en vue de la réalisation de la chute hydroélectrique de Beauchastel.

(Industrie. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 64.)

CINEMA

N° 538 M. Paul Piales :

Du caractère immoral et antiéducatif de certains films, et des mesures qu'il serait opportun de prendre pour remédier à cet état de choses.

(Information. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 100.)

N° 705 M^{me} Marie-Hélène Cardot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux exploitants cinématographiques en difficulté à la suite de la suppression du soutien financier de l'Etat.

(Affaires culturelles. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 88.)

CINEMA (suite).**N° 882** M. Pierre de Chevigny :

Au sujet des moyens qui seraient nécessaires pour provoquer une intervention efficace des pouvoirs publics en matière de projections cinématographiques.

(Information. — J. O. Débats du 20-7-1960, p. 1004-1005.)

N° 889 M. Yves Estève :

Au sujet de la situation délicate dans laquelle se trouvent de nombreux maires invités à interdire dans leurs communes la projection de certains films.

(Information. — J. O. Débats du 12-7-1960, p. 833.)

CIRCULATION ROUTIERE**N° 381** M. Edouard Bonnefous :

Au sujet de l'abattage des arbres dans l'intérêt de la circulation routière.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 106.)

N° 414 M. Jean Deguise :

Raisons pour lesquelles aucun travail d'aménagement n'a été entrepris sur la route nationale n° 32, au lieu-dit « Côte de Verberie » et des dangers que présente pour la situation routière l'état actuel de ce passage.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 20.)

N° 486 M. Maurice Coutrot :

De l'opportunité qu'il y aurait, dans l'intérêt de la circulation, à autoriser les grands blessés crâniens à porter l'insigne des trépanés.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 19.)

N° 526 M. Jacques Delalande :

De diverses mesures susceptibles de faciliter la circulation routière et d'harmoniser la réglementation française avec celle de la plupart des pays d'Europe occidentale.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 21.)

N° 555 M. Etienne Dailly :

Du danger que présente pour la circulation routière le mauvais réglage des phares des différentes catégories de véhicules.

(Intérieur. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 18.)

N° 556 M. Etienne Dailly :

De la gêne apportée à la circulation routière par l'usage d'ampoules blanches sur les véhicules, et du fait de l'éblouissement causé par le nombre et la puissance des divers feux lumineux.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 21-22.)

N° 570 M. Etienne Gay :

De l'obligation pour les collectivités locales d'observer les diverses prescriptions du code de la route concernant la signalisation routière.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 22.)

N° 729 M. Etienne Dailly :

De l'opportunité qu'il y aurait à modifier les articles R. 217 et R. 218 du code de la route en vue d'imposer aux piétons la circulation sur la partie gauche de la chaussée.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 107.)

N° 787 M. Georges Rougeron :

De l'intérêt qu'il y a d'enlever les panneaux de signalisation temporaire aussitôt qu'ont cessé les circonstances ayant motivé leur implantation.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 9-6-1960, p. 303.)

CIRCULATION ROUTIERE (suite).**N° 1179** M. Guy Petit :

De l'état défectueux du réseau routier dans le département des Basses-Pyrénées, et des dangers que présente cet état de choses pour la circulation sur les routes nationales n° 10 et 618.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 22-11-1960, p. 1779.)

CITROEN. — Voir : Automobiles (n° 991).**CLASSES TERMINALES.** — Voir : Enseignement (n° 921).**CLAUSES D'INDEXATION.** — Voir : Indexations (n° 524, 819, 1126, 1239, 1267).**CLERCS DE NOTAIRES.** — Voir : Sécurité sociale (n° 759).**CLINIQUES.** — Voir : Sécurité sociale (n° 1043).**COLIS AUX MILITAIRES.** — Voir : Algérie (n° 944).**COLLECTIVITES LOCALES****N° 497** M. Emile Dubois :

De l'opportunité de créer dans un bref délai la caisse d'assurance prévue à l'article 609 du code municipal, en faveur du personnel des petites et moyennes communes.

(Intérieur. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 17.)

N° 527 M. Auguste Pinton :

De l'interprétation de l'article 7 du décret n° 59-1201 du 19 octobre 1959 concernant les droits et obligations des représentants des collectivités locales aux conseils d'administration des sociétés privées dont ces collectivités ont acquis des actions.

(Intérieur. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 17-18.)

N° 569 M. Waldeck L'Huillier :

De la possibilité pour un maire de renommer, à un emploi de la commune, un ancien agent communal démissionnaire.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-2-1960, p. 43.)

N° 614 M. Etienne Dailly :

De la possibilité d'envisager l'attribution aux conseillers généraux de certaines indemnités et facilités, qui constitueraient en fait le légitime remboursement de frais réellement exposés au service de la collectivité.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 100-101.)

N° 616 M. Jean Geoffroy :

Des mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre aux collectivités locales de construire des casernes de gendarmerie.

(Armées. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 90.)

N° 628 M. Fernand Auberger :

Critère sur lequel est basée la distinction entre frais de mission et frais de tournée pour le remboursement des frais de déplacement des maires.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 101.)

N° 634 Mlle Irma Rapuzzi :

Cas particulier concernant la situation administrative d'un agent communal.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 101.)

N° 695 M. René Schwartz :

De l'application à partir du 1^{er} janvier 1960, dans les communes des départements du Rhin et de la Moselle, de l'instruction M. 1-1 sur la comptabilité publique.

(Intérieur. — J. O. Débats du 6-5-1960, p. 156.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).

N° 706 M. Francis Le Basser :

Dans le cas de longue maladie des fonctionnaires communaux et des avantages auxquels ils peuvent alors prétendre, conditions dans lesquelles sont réglées à la caisse des retraites les cotisations dues respectivement par la commune et l'agent malade.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 29-4-1960, p. 115.)

N° 707 M. Jean Bertaud :

De la nécessité dans laquelle se trouvent les collectivités locales de faire faire des heures supplémentaires à leur personnel et des problèmes financiers et de tutelle que pose cette question.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 102.)

N° 771 M. Eugène Romaine :

Des difficultés financières éprouvées par les collectivités locales des régions montagneuses pour la construction de leurs chemins ruraux.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-6-1960, p. 301-302.)

N° 778 M. Maurice Charpentier :

De la possibilité pour l'Etat, afin d'alléger les finances locales des petites communes, de prendre à son compte dans certaines conditions la totalité du remboursement des différents emprunts contractés par lesdites communes.

(Intérieur. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 286.)

N° 812 M. Pierre de Villoutreys :

De l'intérêt qu'il y aurait à poursuivre la publication et la tenue à jour de la documentation communale.

(Intérieur. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 286.)

N° 815 M. Lucien Perdereau :

De la possibilité pour l'Etat, afin d'alléger les finances locales des petites communes, de prendre à son compte dans certaines conditions la totalité du remboursement des différents emprunts contractés par lesdites communes.

(Intérieur. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 287.)

N° 818 M. Etienne Dailly :

De la possibilité, pour les communes employant moins de vingt salariés, et en ce qui concerne les cotisations dues au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles, d'établir une tarification tenant compte de la nature des emplois occupés.

(Travail. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 287.)

N° 856 M. Jean Bertaud :

Des droits dont peuvent se prévaloir les maires des communes de la Seine en ce qui concerne la défense de la moralité publique, et plus particulièrement en matière de contrôle des spectacles de cinéma ou de théâtre.

(Intérieur. — J. O. Débats du 24-6-1960, p. 510.)

N° 862 M. Jean Deguise :

Au sujet de la prise en compte des services militaires en faveur de certains agents du personnel municipal, et application à un cas particulier.

(Intérieur. — J. O. Débats du 15-6-1960, p. 375-376.)

N° 913 M. Louis Martin :

Au sujet de la situation de ceux des secrétaires de mairie recrutés sans concours, et qui subissent, de ce fait, un abattement de 10 p. 100 sur leur traitement.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-7-1960 p. 1159.)

N° 976 M. Edgar Tailhades :

Au sujet des conditions d'avancement de grade des agents communaux.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-7-1960, p. 1160.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).

N° 1046 M. Francis Le Basser :

Cas particulier d'un secrétaire de mairie à temps incomplet, eu égard aux dispositions du décret du 24 février 1960 concernant la remise en ordre des traitements des fonctionnaires.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1191.)

N° 1047 M. Francis Le Basser :

De la possibilité pour les conseils municipaux d'accorder une indemnité de première mise aux agents communaux autorisés à utiliser un véhicule à moteur pour les besoins du service.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1191.)

N° 1068 M. Georges Rougeron :

Congé ou autorisation d'absence susceptible d'être accordée à un agent communal préparant les examens de l'école nationale d'administration municipale.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1192.)

N° 1077 M. Louis Courroy :

De l'action possible d'un maire à l'encontre d'un fonctionnaire communal dans le cas particulier où celui-ci produit des certificats médicaux prescrivant un arrêt de travail, en contradiction avec les conclusions des médecins assermentés de l'administration.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1192.)

N° 1097 M. Léon Jozeau-Marigné :

Du droit pour un maire de laisser copier à des tiers la liste électorale de la commune et d'établir un fichier pour chaque habitant de sa commune.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1192.)

N° 1119 M. Roger Morève :

Moyens de déterminer le nombre de centimes effectivement affectés aux dépenses de voirie, dans le cas où une commune a adopté le nouveau système de calcul des impôts fonciers.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1216.)

N° 1124 M. André Méric :

De l'opportunité qu'il y aurait à abroger le décret du 27 février 1811 dont les dispositions interdisent pratiquement d'accorder des avances aux communes pour leur permettre de procéder à l'achat d'un terrain destiné à une construction scolaire.

(Intérieur. — J. O. Débats du 28-10-1960, p. 1411.)

N° 1133 M. Jean de Bagneux :

Cas particulier d'un agent communal qui, en raison d'une situation exceptionnelle dans laquelle il s'est trouvé, désirerait obtenir d'une commune le versement en espèces des congés qu'il n'a pu prendre en nature.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1216.)

N° 1194 M. Etienne Dailly :

Des obligations résultant pour une commune de l'existence d'un périmètre d'agglomération légal ou de fait, et de la délivrance de permis de construire concernant des parcelles situées à l'intérieur de ce périmètre et non encore reliées aux réseaux de voirie, d'eau et d'électricité.

(Construction. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1487.)

N° 1213 M. Lucien Perdereau :

De l'intérêt qu'il y aurait pour les budgets communaux à revenir sur le caractère rétroactif de la circulaire n° 42 du 17 février 1960 qui supprime la participation de l'Etat aux dépenses engagées par les communes pour les services d'incendie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 10-11-1960, p. 1526.)

COLLECTIVITES LOCALES (suite).**N° 1246** M. André Maroselli :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que l'inspecteur départemental des services d'incendie soit admis à siéger, ès qualité, à la commission centrale de sécurité.

(Intérieur. — J. O. Débats du 22-11-1960, p. 1778.)

N° 1251 M. Guy Petit :

De la possibilité pour tout habitant ou contribuable d'une commune de prendre des photocopies des procès-verbaux des délibérations d'un conseil municipal.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2033.)

N° 1261 M. Jules Pinsard :

Du droit pour un conseiller municipal administrateur d'une société immobilière de participer à une réunion du conseil municipal lorsque celui-ci traite de constructions H. L. M. dans lesquelles ladite société est intéressée.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2033.)

N° 1276 M. Fernand Auberger :

Conséquences résultant du fait que le conseil général rejette le compte administratif du préfet du département.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2033.)

N° 1305 M. Amédée Bouquerel :

De la répartition, par département, des subventions accordées en 1958, 1959 et 1960 pour l'acquisition de matériel et d'équipements de lutte contre l'incendie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 10-12-1960, p. 2331-2332.)

Voir également :

- Aide sociale (n° 740, 860).
- Cadastre (n° 988).
- Cinéma (n° 889).
- Circulation routière (n° 570).
- Direction générale des impôts (n° 520).
- Electrification rurale (n° 428).
- Enseignement (n° 649).
- Fonctionnaires (n° 913, 915).
- Habitations à loyer modéré (n° 1262).
- Impôts (n° 583, 585, 748, 775, 892, 950, 1084, 1148, 1211, 1259).
- Marchés (n° 1195).
- Remembrement (n° 1035).
- Sécurité sociale (n° 817, 1138).

COLONIES DE VACANCES**N° 1005** M. Maurice Coutrot :

Au sujet de la parution tardive de l'arrêté interministériel du 10 juin 1960 fixant les rémunérations scolaires concernant les colonies de vacances.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1191.)

Voir également : Immeubles (n° 500).

COMBATTANTS VOLONTAIRES DE LA RESISTANCE**N° 912** M. Etienne Dailly :

De l'opportunité qu'il y aurait de ne pas opposer la forclusion à certaines demandes tendant à l'attribution du titre de « combattant volontaire de la Résistance », « déporté et interné de la Résistance », etc.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 22-6-1960, p. 451.)

COMITE D'ENTREPRISE. — Voir : Impôts (n° 500).**COMITE NATIONAL DE LA VIEILLESSE.** — Voir : Fonds national de solidarité (n° 523).**COMITES MEDICAUX****N° 846** M. Emile Durieux :

Au sujet de la situation juridique précise des médecins membres des comités médicaux.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 20-7-1960, p. 1004.)

N° 866 M. Marcel Boulangé :

Au sujet de la compétence des comités médicaux en matière d'accidents du travail survenant à des fonctionnaires.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 20-7-1960, p. 1004.)

COMMIS. — Voir : Fonctionnaires (n° 798, 826, 1012).**COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT CHERIFIEN.** — Voir : Fonctionnaires (n° 790).**COMMISSION ADMINISTRATIVE.** — Voir : Hôpitaux et hospices (n° 619, 1335, 1557).**COMMISSIONS REGIONALES.** — Voir : Sécurité sociale (n° 1270).**COMPAGNIES REPUBLICAINES DE SECURITE****N° 903** M. Roger Carcassonne :

Raisons pour lesquelles il semblerait opportun de classer dans un groupe supérieur les ouvriers-cuisiniers travaillant dans les C. R. S.

(Intérieur. — J. O. Débats du 9-7-1960, p. 822.)

COMPLEMENT DE REMUNERATION**N° 781** M. Bernard Lafay :

Au sujet de l'évaluation du complément de rémunération que constitue, pour un président directeur général, l'occupation d'un immeuble appartenant à la société qui l'emploie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 222.)

COMPTABILITE PUBLIQUE. — Voir : Collectivités locales (n° 695).**COMPTABLES AGREES.** — Voir : Experts comptables (n° 466).**COMPTE ADMINISTRATIF DU PREFET.** — Voir : Collectivités locales (n° 1276).**CONDUCTEURS DE CHANTIERS.** — Voir : Fonctionnaires (n° 654).**CONGE.** — Voir : Collectivités locales (n° 1068, 1133).**CONGES D'ARMISTICE.** — Voir : Armée (n° 1018).**CONGES DE LONGUE MALADIE.** — Voir : Ouvriers d'Etat (n° 770).**CONGES PAYES****N° 659** M. Adolphe Dutoit :

Conditions dans lesquelles est calculée l'indemnité de congé payé.

(Travail. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 105.)

CONGO. — Voir : Organisation des Nations Unies (n° 1099).

CONSEIL D'ETAT

N° 917 M. Etienne Dailly :

Du discrédit qui risque de rejaillir sur le Conseil d'Etat à la suite d'articles de presse concernant des avis émis par cette haute juridiction sur certains projets de lois que lui avait soumis le Gouvernement.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1485.)

CONSEIL DE PRUD'HOMME

N° 885 M. Jean Bertaud :

Du conseil de prud'homme compétent dans un cas particulier de litige entre un employeur et son employé, voyageur de commerce.

(Travail. — J. O. Débats du 1^{er}-7-1960, p. 666.)

CONSEILLERS GENERAUX. — Voir : *Collectivités locales* (n° 614).

CONSEILS DE REVISION. — Voir : *Armée* (n° 580).

CONSTITUTION

N° 1134 M. Etienne Dailly :

De l'intérêt qu'il y aurait à faire précéder chaque ordonnance prise en exécution de l'article 38 de la Constitution d'un exposé des motifs par lequel le Gouvernement expliciterait ses intentions.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1485.)

CONSTRUCTION

N° 468 M. Jean Deguise :

Du nombre des permis de construire accordés par département en 1957 et 1958.

(Construction. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 12-13.)

N° 801 M. Philippe d'Argenlieu :

De la possibilité d'étendre le bénéfice du fonds spécial de garantie pour l'aide à la construction aux invalides de guerre construisant avec l'aide du Sous-comptoir des entrepreneurs et du Crédit foncier.

(Construction. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 284.)

N° 1014 M. Georges Marie-Anne :

De l'opportunité qu'il y aurait de procéder au relèvement du plafond limite des prêts à la construction dans les départements d'outre-mer.

(Construction. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1212.)

Voir également :

— *Edifices religieux* (n° 738).

— *Fonctionnaires* (n° 736).

— *Loyers* (n° 697).

— *Urbanisme* (n° 743).

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES. — Voir :

— *Collectivités locales* (n° 1124).

— *Enseignement* (n° 490, 649, 658, 712, 713, 722, 1028, 1041, 1049, 1252).

CONTRATS D'ASSURANCE. — Voir : *Indexations* (n° 524).

CONTRATS DE LOCATION. — Voir : *Loyers* (n° 697).

CONTRIBUTION FONCIERE. — Voir : *Impôts* (n° 585, 1170).

CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Voir :

— *Fonctionnaires* (n° 535).

— *Impôts* (n° 145, 772).

CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — Voir :

— *Fonctionnaires* (n° 874).

— *Impôts* (n° 974).

CONTROLE DENTAIRE SCOLAIRE

N° 905 M. Bernard Chochoy :

De l'utilité qu'il y aurait à rétablir le contrôle dentaire scolaire, qui a été supprimé pour des raisons budgétaires, en particulier dans le département du Pas-de-Calais.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-7-1960, p. 913-914.)

CONTROLE DES SPECTACLES. — Voir : *Collectivités locales* (n° 856).

CONTROLEURS DES FINANCES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1187).

CONTROLEURS DE TRESORERIE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 488).

CONVENTIONS DIPLOMATIQUES. — Voir : *Propriété commerciale* (n° 1056, 1146).

COOPERATIVES AGRICOLES

N° 1171 M. Martial Brousse :

Conditions dans lesquelles sont répartis les fonds d'investissement destinés au financement de l'équipement des coopératives agricoles de céréales et d'approvisionnements.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1485.)

Voir également :

— *Indexations* (n° 1267).

— *Produits du sol* (n° 982).

COOPERATIVES LAITIÈRES

N° 966 M. Charles Naveau :

Au sujet de la situation exacte de certaines coopératives laitières au regard de la convention du 31 décembre 1958 créant un régime d'allocations spéciales de chômage aux travailleurs sans emploi de l'industrie et du commerce.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1176.)

COOPERATIVES DE PRODUCTION AGRICOLE

N° 932 M. Baptiste Dufeu :

Cas particulier d'un coopérateur possédant des parts sociales de fondateur dans une coopérative de production agricole, et dont lesdites parts ont été annulées sans qu'il lui en ait été remboursé.

(Agriculture. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 711.)

COPRAH

N° 1033 M. Gérard Coppenratte :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les prix du coprah de la Polynésie française et des territoires français d'Océanie ne soient pas inférieurs à ceux pratiqués pour l'achat du coprah des Philippines.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1187.)

CORPS PREFECTORAL. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 525, 667).

CORPS PROFESSORAL DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE. — Voir : *Enseignement* (n° 916).

COTE MOBILIERE. — Voir : *Impôts* (n° 1170).

COTE DE VERBERIE. — Voir : *Circulation routière* (n° 414).

COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE. — Voir :

- Impôts (n° 935).
- Sécurité sociale (n° 785, 817).

COUPES DE BOIS

N° 495 M. Jean Lecanuet :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour simplifier la procédure d'acquisition des coupes de bois par les exploitants forestiers.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 15-16.)

N° 970 M. Jean-Louis Fournier :

Raisons pour lesquelles le régime fiscal appliqué aux coupes de bois aménagées est inconciliable avec les nombreuses mesures prises en faveur de l'aménagement des bois et forêts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1186.)

CREANCES SUR CONTRIBUTIONS. — Voir : Impôts (n° 145, 910).

CREDIT MUNICIPAL. — Voir : Fonctionnaires (n° 832).

CRIMINALITE

N° 1067 M. Georges Rougeron :

De la relation pouvant exister entre le développement de la criminalité et les guerres d'Indochine, de Corée et d'Algérie.

(Justice. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1217.)

N° 1285 M. Georges Rougeron :

Au sujet des doctrines matérialistes auxquelles — selon les termes de la réponse à la question écrite n° 1067 — serait attribuée une part du développement de la criminalité et de la délinquance.

(Justice. — J. O. Débats du 7-12-1960, p. 2228.)

CROIX DE GUERRE. — Voir : Armée (n° 1283).

CROIX-ROUGE INTERNATIONALE. — Voir : Algérie (n° 586).

CUMUL D'EXPLOITATIONS. — Voir : Exploitations agricoles (n° 799, 1199).

CUMUL DE RETRAITES. — Voir : Sécurité sociale (n° 510, 721, 1348).

D

DEBIT DE BOISSONS. — Voir : Licence de débit de boissons (n° 869).

DECLARATION DE REVENUS. — Voir : Impôts (n° 627, 640, 666, 668, 855, 1189).

DEDUCTION DES COTISATIONS DE SECURITE SOCIALE. — Voir : Impôts (n° 935).

DEDUCTION DE DEPENSES DE RECONSTRUCTION. — Voir : Impôts (n° 945).

DELEGATION MINISTERIELLE. — Voir : Enseignement (n° 1017).

DELEGATION DE SOLDE. — Voir : Armée (n° 1009).

DELINQUANCE JUVENILE. — Voir : Criminalité (n° 1067, 1285).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voir :

- Allocation logement (n° 1015).
- Armée (n° 981).
- Construction (n° 1014).
- Fonctionnaires (n° 551, 756, 854, 1236).
- Préférence de pavillon (n° 547, 909).

DEPENS

N° 1275 M. Bernard Chochoy :

Du mode de calcul des dépens dans un cas particulier de citation devant le tribunal de police.

(Justice. — J. O. Débats du 25-11-1960, p. 1947.)

DEPENSES DE VOIRIE. — Voir : Collectivités locales (n° 1119).

DEPORTES POLITIQUES

N° 766 M. Camille Vallin :

Cas particulier de la veuve d'un déporté politique de la guerre de 1914-1918 qui ne parvient pas à se faire reconnaître cette qualité par la direction interdépartementale de Lille des anciens combattants.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 282.)

DEPORTES RESISTANTS. — Voir :

- Combattants volontaires de la Résistance (n° 912).
- Légion d'honneur (n° 779).

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

N° 520 M. Paul Ribeyre :

Au sujet du transfert des services financiers locaux auquel procède la direction générale des impôts, en raison de la réorganisation de l'ensemble de ses structures ; et de l'émotion et de l'inquiétude qu'éprouvent à ce sujet de nombreuses municipalités.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 62.)

Voir également : Fonctionnaires (n° 802, 810).

DISTRIBUTION DES PRIX. — Voir : Enseignement (n° 998).

DOCUMENT D'ARPENTAGE. — Voir : Cadastre (n° 735).

DOCUMENTATION COMMUNALE. — Voir : Collectivités locales (n° 812).

DOMAINE PUBLIC NATIONAL. — Voir : Impôts (n° 572).

DOMMAGES DE GUERRE

N° 492 M. Paul Wach :

Raisons pour lesquelles les règlements des sinistrés mobiliers, qui avaient été promis pour avant le 31 décembre 1958, n'ont pas encore été effectués.

(Construction. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 13.)

N° 626 M. Jacques Delalande :

De la possibilité, pour un étranger, d'être valablement mandataire d'un sinistré dans les termes de l'art. 62 de la loi du 28 octobre 1946 sur les dommages de guerre.

(Construction. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 59-60.)

N° 690 M. Jacques Duclos :

Conditions dans lesquelles s'effectue le règlement des dommages de guerre dus aux familles de la ville martyre d'Oradour-sur-Glane.

(Construction. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 92.)

DOMMAGES DE GUERRE (suite).**N° 746** M. Marcel Brégégère :

Cas particulier d'un sinistré qui a fait sa déclaration en temps utile et qui se voit cependant opposer la forclusion malgré les termes de la circulaire du 9 mai 1956.

(Construction. — J. O. Débats du 6-5-1960, p. 155-156.)

N° 795 M. Jacques Vassor :

De la légalité d'une décision définitive d'évaluation de dommages de guerre, intervenant onze ans après une décision évaluative provisoire.

(Construction. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 283.)

N° 1117 M. Jean-Eric Bousch :

Cas particuliers de certains Français domiciliés dans les départements du Rhin et de la Moselle, qui ont été sinistrés pendant la période d'occupation de 1940-1944 par suite d'incendies causés par les autorités d'occupation, et qui n'ont pas reçu d'indemnités suffisantes.

(Construction. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1212.)

N° 1293 Mme Marie-Hélène Cardot :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les veuves, orphelins et ascendants puissent en leur double qualité de victimes de guerre obtenir la liquidation immédiate de l'indemnité de dommages de guerre qui leur a été allouée.

(Construction. — J. O. Débats du 10-12-1960, p. 2330-2331.)

Voir également : Fonds national de solidarité (n° 549).

DOMMAGES PHYSIQUES. — Voir : Maroc (n° 741, 769, 797).**DONATION-PARTAGE.** — Voir :

— Allocation logement (n° 509).

— Impôts (n° 402, 625).

DONATIONS. — Voir : Impôts (n° 511, 625).**DOUBLES IMPOSITIONS.** — Voir : Impôts (n° 1022).**DROITS D'AUTEUR****N° 955** M. Pierre Garet :

Au sujet de la prétention émise par la Société des auteurs et compositeurs de musique d'exiger des redevances pour les diffusions auxquelles certains industriels procèdent dans leurs ateliers.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. —

J. O. Débats du 12-7-1960, p. 832-833.)

Voir : Impôts (n° 627).

DROITS CIVILS**N° 1146** M. Charles Fruh :

De l'existence d'une convention entre la France et le Liban permettant d'assimiler aux Français les nationaux de ce pays en matière de droits civils et de baux commerciaux.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 19-10-1960, p. 1290.)

DROITS COMPLEMENTAIRES. — Voir : Impôts (n° 700-701).**DROITS SUR DECISIONS JUDICIAIRES ET SENTENCES ARBITRALES.** — Voir : Impôts (n° 1093).**DROITS DE DEDOUANEMENT.** — Voir : Algérie (n° 944).**DROITS FIXES.** — Voir : Impôts (n° 1158).**DROITS DE MUTATION.** — Voir : Impôts (n° 417, 500, 511, 582, 643, 648, 689, 714, 822, 848, 1081).**DROIT DE PREEMPTION.** — Voir : Impôts (n° 543).**DROITS PROPORTIONNELS.** — Voir : Impôts (n° 853).**DROIT DE REQUISITION.** — Voir : Réquisition de paiement (n° 841).**DROITS DE SOULTE.** — Voir : Impôts (n° 625, 775).**DROITS DE SUCCESSION.** — Voir : Impôts (n° 789, 1081, 1183).**DROITS DE TIMBRE.** — Voir : Impôts (n° 1211).**DROIT D'USUFRUIT.** — Voir : Remembrement (n° 782).**DYNAMITERIE****N° 383** M. Etienne Dailly :

Des accidents graves susceptibles d'être provoqués par les franchissements du mur du son par suite de la présence d'une dynamiterie à Cugny-la-Genevraye.

(Armées. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 11.)

E**EAUX CLOSES.** — Voir : Pêche fluviale (n° 1130).**EAUX ET FORETS.** — Voir : Fonctionnaires (n° 434, 512, 546, 1094).**EAUX MINERALES****N° 652** M. Fernand Auburger :

De la possibilité pour une source d'eau minérale d'être canalisée pour être embouteillée sur le territoire d'une autre commune que celle où elle jaillit ; et des conditions à remplir, ainsi que des autorités compétentes pour prendre cette décision de transfert.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 104.)

ECHANGE D'APPARTEMENT. — Voir : Habitations à loyer modéré (n° 821).**ECOLE LAIQUE.** — Voir : Enseignement (n° 784, 891).**ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION.** — Voir : Fonctionnaires (n° 553, 1029).**ECOLES NORMALES D'INSTITUTEURS.** — Voir : Enseignement (n° 761).**ECONOMIQUEMENT FAIBLES.** — Voir :

— Sécurité sociale (n° 715).

— Bouilleurs de cru (n° 1003).

EDIFICES RELIGIEUX**N° 738** M. Marcel Lemaire :

Au sujet d'une circulaire adressée le 31 juillet 1959 aux directeurs départementaux de la construction, et relative à l'intervention de l'architecte-conseil dans les projets de reconstruction des édifices religieux sinistrés par faits de guerre.

(Construction. — J. O. Débats du 29-4-1960, p. 114.)

EGYPTE

N° 816 M. André Armengaud :

De l'incidence que peut avoir l'adoption de la convertibilité venant d'intervenir dans les rapports financiers entre la France et l'Égypte, sur l'accélération des transferts vers la France des comptes liquidés et débloqués des Français expulsés d'Égypte.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 29-6-1960, p. 596.)

N° 1096 M. André Armengaud :

De la justification du taux adopté en matière de transfert en France des sommes bloquées en Égypte provenant de la liquidation des biens français séquestrés à la suite des événements de Suez.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1188.)

ELECTRICITE DE FRANCE. — Voir : *Electrification rurale* (n° 428).

ELECTRIFICATION DES CHEMINS DE FER. — Voir : *Société nationale des chemins de fer* (n° 1314).

ELECTRIFICATION RURALE

N° 428 M. Maurice Lalloy :

De l'opportunité qu'il y aurait d'aménager les textes réglementaires actuellement en vigueur en vue de faire participer plus largement le budget d'Electricité de France aux travaux de renforcement des réseaux ruraux réalisés dans le cadre des programmes annuels d'électrification rurale.

(Industrie. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 64.)

N° 1055 M. Guy de La Vasselais :

Montant global des crédits investis en 1959, ou à investir en 1960, pour le développement des réseaux au titre de l'électrification rurale, en particulier dans le département d'Eure-et-Loir.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1177.)

EMISSIONS RADIOPHONIQUES. — Voir : *Radiodiffusion-Télévision française* (n° 498, 529, 595, 723).

EMPLOIS RESERVES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 756).

EMPRUNTS. — Voir : *Collectivités locales* (n° 778, 815).

ENGAGES VOLONTAIRES. — Voir : *Armée* (n° 977).

ENREGISTREMENT. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 535, 647, 826).

ENSEIGNEMENT

N° 490 M. Robert Gravier :

Raisons qui ont motivé l'agrandissement du cours post-scolaire ménager de Fraimbois (Meurthe-et-Moselle).

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-2-1960 p. 42.)

N° 502 M. Georges Rougeron :

Des divers problèmes que pose l'application des textes réglementaires concernant la surveillance des cantines.

(Education nationale. — J. O. Débats du 3-2-1960 p. 13-14.)

N° 507 M. Pierre Métayer :

Au sujet de certaines mesures récentes ayant apporté des modifications dans l'administration et la gestion de certains établissements d'enseignement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 93.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 565 M. Fernand Aubergier :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour limiter les conséquences qui résulteront pour les collectivités et les parents du changement de certains manuels scolaires, consécutif à la mise en service du nouveau franc.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-2-1960, p. 42.)

N° 630 M. André Fosset :

De l'anomalie grave que constitue le maintien, dans l'enclave même de l'annexe du lycée Hélène-Boucher, de certaines exploitations commerciales, et de la nécessité de poursuivre les aménagements indispensables au fonctionnement convenable de cet établissement.

(Education nationale. — J. O. Débats du 6-5-1960, p. 156.)

N° 641 M. Jean Bardol :

Au sujet de la situation des instituteurs délégués dans des établissements d'enseignement du second degré et de l'enseignement technique, et des mesures qu'il conviendrait de prendre pour l'améliorer, notamment en ce qui concerne la durée de leur service hebdomadaire.

(Education nationale. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 93-94.)

N° 649 M. Jean Geoffroy :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre aux collectivités locales de se procurer les crédits dont elles ont besoin pour leurs constructions scolaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 94.)

N° 658 M. Adolphe Dutoit :

Au sujet du projet de construction d'une nouvelle résidence universitaire à la cité hospitalière de Lille.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-5-1960, p. 203.)

N° 704 Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet de l'organisation d'une pétition pour l'abrogation des lois scolaires antilaisques, et de la pression morale qu'exerceraient à cet effet certains membres du personnel enseignant sur les parents d'élèves et la jeunesse.

(Education nationale. — J. O. Débats du 19-10-1960, p. 1290.)

N° 712 M. Adolphe Dutoit :

De l'urgence et de l'opportunité qu'il y aurait à revoir le programme des constructions scolaires en ce qui concerne le département du Nord.

(Education nationale. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 94.)

N° 713 M. Adolphe Dutoit :

Au sujet des intentions prêtées au Gouvernement d'utiliser des classes mobiles ou démontables pour les constructions scolaires du département du Nord.

(Education nationale. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 94.)

N° 722 M. Emile Dubois :

Au sujet de l'insuffisance des crédits pour les constructions scolaires du département du Nord, de ses incidences sur la qualité desdites constructions, et du risque que cet état de choses contribue à favoriser d'autres établissements scolaires au détriment de l'école nationale.

(Education nationale. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 94-95.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 754 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation de plus en plus critique des inspecteurs et inspectrices de l'enseignement primaire et des écoles maternelles.

(Education nationale. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 95.)

N° 758 M. Louis Gros :

Au sujet de la situation des membres du corps enseignant après la catastrophe d'Agadir.

(Education nationale. — J. O. Débats du 13-5-1960, p. 203.)

N° 761 M. Edouard Soldani :

Au sujet des remplacements que doivent effectuer hors de leur département d'origine les élèves-maîtres des écoles normales d'instituteurs.

(Education nationale. — J. O. Débats du 9-6-1960, p. 302.)

N° 765 M. Bernard Chochoy :

Des mesures envisagées par le Gouvernement pour remédier au déclassément que leurs conditions de travail et de rémunération font subir aux inspecteurs et inspectrices départementaux de l'enseignement primaire et des écoles maternelles.

(Education nationale. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 95.)

N° 784 M. Georges Rougeron :

Mesures qu'il conviendrait de prendre en vue d'assurer l'exercice effectif de la liberté de l'enseignement pour l'école nationale.

(Education nationale. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 284.)

N° 847 M. Pierre Patria :

Cas particulier d'une institutrice publique qui sollicite sa mise à la retraite.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1180-1181.)

N° 877 M. Léon-Jean Grégory :

Au sujet du déclassément dont sont victimes les inspecteurs de l'enseignement primaire et les inspecteurs départementaux de la jeunesse et des sports, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour y porter remède.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1-7-1960, p. 666.)

N° 886 M. Roger Carcassonne :

Au sujet des dispositions prises pour hâter la frappe de la médaille d'argent des instituteurs prévue par le décret n° 59-475 du 21 mars 1959, et sa remise aux intéressés.

(Education nationale. — J. O. Débats du 23-6-1960, p. 477.)

N° 891 M. François Patenôtre :

Instructions en vertu desquelles certains directeurs d'écoles ou de cours complémentaires auraient envoyé des circulaires à des secrétaires de mairie au sujet de la pétition pour l'école laïque.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-7-1960, p. 913.)

N° 916 M. Francis Le Basser :

Au sujet de la situation du corps professoral de l'enseignement secondaire, et en particulier du nombre d'agrégés en fonctions dans les établissements publics d'enseignement aux 1^{er} janvier 1939 et 1960.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-7-1960, p. 914.)

ENSEIGNEMENT (suite).

N° 921 M. Jean-Marie Louvel :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation regrettable résultant de la suppression dans l'académie de Caen d'un certain nombre de classes terminales.

(Education nationale. — J. O. Débats du 26-7-1960, p. 1158.)

N° 936 M. Georges Portmann :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la situation des inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire et les inspectrices départementales des écoles maternelles.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1212-1213.)

N° 949 M. Fernand Auberger :

Des divers textes législatifs ou réglementaires fixant les conditions de surveillance des élèves du premier degré.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1181.)

N° 986 M. Guy Petit :

De l'obligation pour les directeurs et directrices d'écoles publiques d'occuper le logement de fonction qui leur est attribué.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1181.)

N° 989 M. Emile Durieux :

Cas particulier d'une institutrice.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1181.)

N° 998 M. Jean Lecanuet :

Conditions dans lesquelles l'inspection académique de Rouen a refusé à un sénateur l'autorisation de présider la distribution des prix d'un lycée.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1182.)

N° 1017 M. Robert Liot :

Du mode de calcul de l'année de délégation ministérielle dans le cas particulier d'un adjoint d'enseignement titularisé le 15 septembre 1959 comme professeur certifié.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1182.)

N° 1027 M. Georges Boulanger :

Du nombre de classes ouvertes, dans le département du Pas-de-Calais et dans la France entière, pour l'enseignement court et l'enseignement long, en ce qui concerne spécialement le second degré.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1182.)

N° 1028 M. Georges Boulanger :

Raisons pour lesquelles les projets de constructions scolaires concernant certaines villes du département du Pas-de-Calais, n'ont pas encore été réalisés à ce jour.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1213.)

N° 1031 M. Louis Jung :

De l'aménagement souhaitable des horaires scolaires, en fonction notamment de la généralisation de la « semaine anglaise ».

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1213.)

N° 1041 M. Etienne Dailly :

Au sujet du protocole du 26 juin 1959 réglant l'intervention du service des ponts et chaussées pour la réalisation des constructions scolaires, universitaires et sportives.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1182.)

ENSEIGNEMENT (suite).**N° 1044 M. Emile Vanrullen :**

Au sujet de l'attitude du représentant du Gouvernement français lors de la réunion du conseil des ministres de la Communauté européenne économique à propos de la création d'une université européenne.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1208-1209.)

N° 1049 M. Georges Cogniot :

Mesures prévues pour assurer le respect des dispositions légales en matière d'agrément des projets de constructions scolaires et universitaires.

(Education nationale. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1213.)

N° 1065 M. Georges Rougeron :

De l'intérêt qu'il y aurait à soumettre tout projet de ramassage scolaire à l'avis du conseil départemental de l'enseignement primaire.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1182.)

N° 1066 M. Georges Rougeron :

Conditions dans lesquelles l'obésité peut constituer un empêchement réglementaire à l'accès à la fonction enseignante.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1182.)

N° 1072 Mme Suzanne Crémieux :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour tenir les promesses faites aux inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire et aux inspectrices des écoles maternelles, de leur donner un statut.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1187-1188.)

N° 1095 M. Emile Aubert :

De la possibilité pour les candidats au brevet d'enseignement industriel (B. E. I.) qui n'ont pas été reçus à l'examen de juin de bénéficier eux aussi d'une session de repêchage en septembre.

(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1182-1183.)

N° 1161 M. Georges Cogniot :

Conditions dans lesquelles une institutrice peut être nommée à titre de titulaire ou de stagiaire dans une école de garçons.

(Education nationale. — J. O. Débats du 24-11-1960, p. 1890.)

N° 1182 M. Jean Bertaud :

Au sujet des normes qui régissent les affectations des élèves dans les différents lycées de Paris et de la banlieue.

(Education nationale. — J. O. Débats du 23-11-1960, p. 1890.)

N° 1191 M. André Méric :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux conséquences injustes qui ont pu résulter pour certains candidats au baccalauréat, de l'interprétation différente faite par quelques jurys d'examen, du décret du 1^{er} août 1960.

(Education nationale. — J. O. Débats du 14-12-1960, p. 2359-2360.)

N° 1252 M. Georges Cogniot :

Raisons pour lesquelles les droits de l'Etat auraient été abandonnés sur un terrain sis rue de Lancry, à Paris, et qui avait été prévu pour l'implantation d'une annexe du lycée Turgot.

(Education nationale. — J. O. Débats du 2-12-1960, p. 2204.)

ENSEIGNEMENT (suite).**N° 1294 M. René Dubois :**

Cas particulier d'une institutrice française mariée à un sujet vietnamien et travaillant au Sud Viet-Nam dans un établissement officiel de liaison culturelle française.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 16-12-1960, p. 2409.)

N° 1310 M. Jacques Ménard :

Conditions dans lesquelles les crédits destinés aux bourses de l'enseignement supérieur sont mis à la disposition de chaque académie, et critères de cette répartition.

(Education nationale. — J. O. Débats du 24-11-1960, p. 1890.)

Voir également :

— Fonctionnaires (n° 647, 902, 903).

— Hôpitaux et hospices (n° 1208).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE**N° 617 M. Paul Piales :**

Raisons pour lesquelles un intendant de collège technique ne peut bénéficier, pour la gestion d'un centre d'apprentissage jumelé, des dispositions de la circulaire du 18 juillet 1952.

(Education nationale. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 93.)

N° 678 M. Victor Golvan :

Des mesures à prendre pour que les professeurs techniques des centres d'apprentissage puissent bénéficier des dispositions appliquées à leurs collègues en service dans les collèges techniques.

(Education nationale. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 220-221.)

N° 1231 M. Adolphe Dutoit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour débloquer rapidement les crédits nécessaires au paiement des frais de déplacement dus pour l'année scolaire 1958-1959 aux membres de l'enseignement technique de l'académie de Lille à l'occasion des concours et examens qu'ils ont fait subir.

(Education nationale. — J. O. Débats du 24-11-1960, p. 1890.)

N° 1232 M. Adolphe Dutoit :

Au sujet de la fermeture du centre d'apprentissage de Beauvoir-en-Cambrésis (Nord) et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer une formation professionnelle aux centaines de jeunes garçons frappés par cette décision.

(Education nationale. — J. O. Débats du 22-11-1960, p. 1778.)

Voir également : Fonctionnaires (n° 890).

EPIZOOTIES**N° 519 M. Paul Ribeyre :**

Date à laquelle seront accordés aux groupements départementaux les crédits supplémentaires destinés à la prophylaxie de la tuberculose bovine, et de l'opportunité de la création d'un corps d'agents sanitaires adjoints aux directeurs des services vétérinaires départementaux.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 10.)

ESSENCE DETAXEE**N° 412 M. Robert Soudant :**

Des abus qu'entraînent certains contrôles effectués au sujet de l'utilisation des bons d'essence détaxée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 14.)

ETABLISSEMENTS DANGEREUX

N° 1115 M. Raymond Guyot :

Mesures que compte prendre l'administration pour mettre fin au danger que constituerait un établissement situé dans le 3^e arrondissement de Paris et qui tombe sous le coup de la loi du 19 décembre 1917 sur les industries dangereuses, insalubres ou incommodes.

(Industrie. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1217.)

ETABLISSEMENTS HORTICOLES. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 711).**ETABLISSEMENTS HOSPITALIERS.** — Voir : *Caisses de secours minières* (n° 757).**ETAT CIVIL**

N° 805 M. Michel de Pontbriand :

De l'utilité de faire figurer sur les registres de l'état civil, dans l'acte de naissance des enfants, les dates et lieux de naissance des parents.

(Justice. — J. O. Débats du 19-5-1960, p. 250.)

ETATS DE LA COMMUNAUTE

N° 773 M. Edouard Bonnefous :

Des avantages dont bénéficient les Etats membres de la Communauté et qu'ils perdraient du fait de leur accession à l'indépendance.

(Secrétaire d'Etat aux relations avec les Etats de la Communauté. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 281.)

ETUDIANTS. — Voir :— *Armée* (n° 567, 580, 716, 914, 1010, 1079, 1224, 1397).— *Logement des étudiants* (n° 587).**EXONERATION SOUS CONDITION DE REMPLOI.** — Voir : *Impôts* (n° 655, 760, 878).**EXONERATION DE L'IMPOT SUR LE REVENU.** — Voir :— *Algérie* (n° 1105).— *Impôts* (n° 946, 1023, 1085).**EXPERTS COMPTABLES**

N° 466 M. Léon Messaud :

De la possibilité, pour les commissaires régionaux du Gouvernement, de saisir directement le procureur de la République des infractions aux conditions légales d'exercice des professions d'experts comptables et comptables agréés.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-6-1960, p. 477-478.)

EXPLOITATIONS AGRICOLES

N° 799 M. René Tinant :

De la mise en application, dans le département des Ardennes, de la réglementation relative aux cumuls et réunions d'exploitations agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-6-1960, p. 302.)

N° 1199 M. René Tinant :

De l'intérêt qu'il y aurait à apporter des précisions sur la réglementation des cumuls et réunions d'exploitations agricoles en ce qui concerne la reprise par un propriétaire bailleur.

(Agriculture. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1485-1486.)

EXPROPRIATION

N° 674 M. Marcel Lemaire :

De la possibilité, pour un propriétaire exproprié et à qui l'indemnité n'a pas encore été payée plus d'un an après la décision d'expropriation, de demander la révision de ladite indemnité par la commission arbitrale d'évaluation.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 102.)

N° 1286 M. Francis Le Basser :

Au sujet du prix de cession d'un immeuble dans le cas particulier d'une acquisition effectuée par une ville conformément à la procédure d'expropriation définie par l'ordonnance du 23 octobre 1958.

(Intérieur. — J. O. Débats du 1-12-1960, p. 2162.)

Voir également : *Impôts* (n° 415).**EXTRAITS TANNANTS DE CHATAIGNIER.** — Voir : *Châtaigniers* (n° 521, 1256).**F****FAILLITE.** — Voir : *Impôts* (n° 968, 969).**FARINE.** — Voir : *Armée* (n° 1128).**FEMMES FONCTIONNAIRES.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 929).**FERMAGE**

N° 883 M. Marcel Champeix :

Conditions dans lesquelles certains étrangers, installés en France, peuvent bénéficier des dispositions du statut du fermage.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1176.)

FERMETURE D'USINE

N° 453 M. Jacques Marette :

Au sujet de la situation tragique créée dans la commune de Laroque-d'Olmes (Ariège) à la suite de la fermeture des usines Ricalens.

(Industrie. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 16.)

FICHIERS. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1097).**FONCTIONNAIRES**

N° 434 M. Jean Nayrou :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la situation des personnels du corps des ingénieurs des eaux et forêts.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 9.)

N° 438 M. Edmond Barrachin :

De la possibilité d'étendre aux fonctionnaires retraités des régies financières, en vue de hâter la liquidation de leur pension, les mesures provisionnelles qui ont été prises en faveur de leurs collègues en activité.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 14.)

N° 480 M. Jean de Geoffre :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la situation défavorisée de certaines catégories d'assistantes sociales.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 15.)

FONCTIONNAIRES (suite).

- N° 488 M. Jacques Duclos :
Cas particulier d'un contrôleur principal de trésorerie mis à la retraite pour inaptitude physique.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 61.)
- N° 512 M. Arthur Lavy :
Mesures que compte prendre le Gouvernement pour réévaluer la prime accordée aux personnels techniques des eaux et forêts.
(Agriculture. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 56-57.)
- N° 525 M. Etienne Dailly :
Du nombre de préfets et sous-préfets touchés par l'ordonnance n° 58-1338 du 23 décembre 1958 et le décret n° 59-1141 du 1^{er} octobre 1959.
(Intérieur. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 17.)
- N° 534 M. André Fosset :
Du nombre de fonctionnaires et d'agents du ministère des postes et télécommunications détachés dans des services et organismes divers.
(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 18.)
- N° 535 M. Robert Bouvard :
Cas particuliers d'un inspecteur des contributions directes et d'un inspecteur de l'enregistrement promus inspecteurs de 3^e classe.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 63.)
- N° 542 M. Maurice Coutrot :
Conditions dans lesquelles ont pu être détachés auprès du ministère des affaires étrangères un certain nombre de fonctionnaires du corps administratif supérieur, précédemment en fonction au Maroc.
(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 67-68.)
- N° 544 M. Maurice Coutrot :
Date à laquelle ont été intégrés dans le corps administratif supérieur du secrétariat général à l'aviation civile un certain nombre de fonctionnaires des travaux publics du Maroc, et raisons pour lesquelles l'arrêt de classement dans ce corps n'a reçu aucune publication.
(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 68.)
- N° 546 M. Paul Ribeyre :
Au sujet de la date de publication du nouveau statut des agents techniques des eaux et forêts.
(Agriculture. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 10.)
- N° 551 M. Marcel Prelot :
De l'application aux fonctionnaires en mission à la Martinique et à la Guadeloupe du régime de rémunérations de leurs collègues en mission outre-mer.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 16.)
- N° 552 M. Maurice Coutrot :
Raisons pour lesquelles des inspecteurs retraités de l'administration des postes et télécommunications ne sont pas assimilés, au point de vue de leur pension de retraite, aux inspecteurs centraux en activité de service.
(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 18-19.)

FONCTIONNAIRES (suite).

- N° 553 M. Paul Pelleray :
Au sujet de la situation des anciens élèves de l'école nationale d'administration.
(Premier ministre. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 7.)
- N° 558 M. Charles Naveau :
De la situation réservée à certains personnels des services agricoles, et notamment aux ingénieurs desdits services.
(Agriculture. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 11.)
- N° 564 M. Auguste Pinton :
Des mesures envisagées par le Gouvernement pour que certains fonctionnaires des régies financières puissent recevoir une équitable compensation des préjudices subis par suite de la non-application de leur statut.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 95.)
- N° 591 M. Philippe d'Argenlieu :
Au sujet de la situation de certains fonctionnaires anciennement placés sous le contrôle français, maintenant ressortissants d'Etats étrangers (en particulier, les Guinéens) et des mesures envisagées pour leur venir en aide.
(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 88.)
- N° 596 M. Edouard Soldani :
Raisons pour lesquelles le bénéfice de l'indexation et de la majoration a été refusé pour les traitements des deux receveurs-conservateurs du département de la Réunion.
(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1960, p. 451.)
- N° 615 M. Gustave Philippon :
Raisons pour lesquelles n'a pas encore été publié le règlement d'administration publique prévu par l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 relative à la mise à la retraite anticipée des fonctionnaires civils de l'Etat.
(Premier ministre. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 56.)
- N° 647 M. Lucien Perdereau :
Cas particulier d'une dame employée à l'enregistrement et qui désirerait être mutée dans l'enseignement.
(Premier ministre. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 87.)
- N° 654 Mme Marie-Hélène Cardot :
Au sujet des modifications indiciaires et statutaires envisagées en faveur des conducteurs de chantiers des ponts et chaussées.
(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 106-107.)
- N° 665 M. André Fosset :
Des difficultés d'avancement dans le corps des adjoints administratifs, et des mesures qu'il conviendrait de prendre pour y porter remède.
(Premier ministre. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 87.)
- N° 667 M. Etienne Dailly :
De l'application possible des dispositions de l'ordonnance n° 58-1338 du 23 décembre 1958 à d'autres membres du corps préfectoral que ceux déjà admis à faire valoir leurs droits à la retraite, et des raisons pour lesquelles ladite ordonnance ne leur a pas encore été appliquée jusqu'à ce jour.
(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 101.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 677 M. André-François Monteil :

Raisons pour lesquelles les militaires de la gendarmerie n'ont pas bénéficié des mêmes augmentations de traitement que certains fonctionnaires de la sûreté nationale et de la préfecture de police.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1213.)

N° 683 M. Youssef Achour :

Au sujet de l'application du décret n° 58-320 du 26 mars 1958 relatif à la création d'un corps unique de médecins inspecteurs de la santé, et des conséquences fâcheuses qui résultent du retard apporté à l'intégration des inspecteurs généraux des services de la santé publique en Algérie dans le corps correspondant du ministère.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 104.)

N° 698 M. Raymond de Wazières :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour débloquent d'urgence l'avancement des administrateurs civils plafonnant actuellement au 7^e échelon de la 2^e classe.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 87.)

N° 718 M. André Monteil :

Des raisons pour lesquelles les personnels des services médicaux et généraux attendent toujours leur reclassement.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 13-5-1960, p. 203.)

N° 720 M. Jean de Lachomette :

De la méthode à suivre et des dispositions à prendre pour que, dans le cas de fusion de plusieurs services administratifs en un seul, soient assurés au sein de ce nouveau service le parallélisme et l'harmonisation des carrières des fonctionnaires provenant de ces services respectifs.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 29-4-1960, p. 113.)

N° 725 M. Etienne Dailly :

De la situation de certains personnels en civil de la sûreté nationale, et des mesures que le Gouvernement envisage pour y porter remède.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 102-103.)

N° 736 M. Charles Suran :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la situation des vérificateurs techniques du ministère de la construction.

(Construction. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 92.)

N° 753 M. Adolphe Chauvin :

Du nombre de dossiers de pensions de fonctionnaires blessés, ou de pensions de réversion de veuves de victimes du devoir, liquidés en vertu de l'ordonnance n° 59-66 du 7 janvier 1959 relative aux dommages subis en métropole par les personnels de police, et consécutifs aux événements d'Algérie.

(Intérieur. — J. O. Débats du 6-5-1960, p. 156.)

N° 756 M. Georges Guénil :

Au sujet des frais de transports restant à la charge de certains Français résidant dans les départements d'outre-mer, et nommés à des emplois réservés situés en métropole ou dans des territoires d'outre-mer autres que celui de leur domicile.

(Agriculture. — J. O. Débats du 29-4-1960, p. 113-114.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 768 M. Jean Noury :

Au sujet de la situation particulière de certains fonctionnaires des postes et télécommunications, retraités, anciens combattants, et bénéficiaires de la loi Dessein.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 4-5-1960, p. 139.)

N° 790 M. Louis Gros :

Au sujet de la situation actuelle des fonctionnaires français ayant rempli au Maroc les fonctions de commissaire du Gouvernement chérifien : du retard apporté à leur reclassement et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour y porter remède.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 20-5-1960, p. 259-260.)

N° 798 M. Joseph Raybaud :

Raisons pour lesquelles il n'a pas été fait application de la lettre-circulaire n° 433 F. P. en date du 6 mai 1959 adressée à tous les ministres pour les autoriser à reconsidérer la carrière des commis.

(Intérieur. — J. O. Débats du 14-10-1960, p. 1259.)

N° 802 M. Jacques Duclos :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour intégrer, à l'occasion de la création envisagée de nombreux emplois dans le cadre D de la direction générale des impôts, le personnel auxiliaire déjà en fonction dans ces services.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1960, p. 451.)

N° 803 M. Jacques Duclos :

Raisons pour lesquelles n'a pas encore été publié le décret qui devait permettre l'accession dans le cadre B de 951 agents du cadre C de l'administration des finances.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-10-1960, p. 1259.)

N° 807 M. Edmond Barrachin :

De la situation de certains fonctionnaires en service détaché eu égard à leur régime particulier de retraite.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 20-7-1960, p. 1003-1004.)

N° 809 M. Jean Nayrou :

Raisons pour lesquelles n'a pas encore été publié le décret qui devait permettre l'accession dans le cadre B de 951 agents du cadre C de l'administration des finances.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-10-1960, p. 1259.)

N° 810 M. Jean Nayrou :

Mesures que compte prendre le Gouvernement, à l'occasion de la création envisagée de nombreux emplois dans le cadre D de la direction générale des impôts, pour permettre la titularisation directe d'auxiliaires déjà en fonction dans ces services.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1960, p. 452.)

N° 826 M. Yves Hamon :

De l'indemnité compensatrice à laquelle pourrait prétendre un ancien secrétaire de mairie nommé ensuite commis d'enregistrement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1960, p. 452.)

N° 827 Mme Marie-Hélène Cardot :

Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la situation des fonctionnaires du service des instruments de mesure.

(Industrie. — J. O. Débats du 29-6-1960, p. 597.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 832 M. André Méric :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour accorder un statut national aux fonctionnaires du crédit municipal, ainsi que le bénéfice de toutes les mesures déjà intervenues en faveur des fonctionnaires de l'Etat des catégories C et D.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-12-1960, p. 2301.)

N° 854 M. Gaston Defferre :

Raisons pour lesquelles certains personnels relevant du ministre de la France d'outre-mer n'ont pas bénéficié des mêmes conditions et modalités d'intégration dans les corps métropolitains que les administrateurs de la France d'outre-mer.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 710.)

N° 874 M. Joseph Raybaud :

Cas particuliers de deux agents de la même administration des contributions indirectes, de même grade et de la même classe, et dont cependant les pensions ont été péréquées à des taux différents.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 22-6-1960, p. 452.)

N° 890 M. Etienne Dailly :

Raisons pour lesquelles les professeurs techniques de centres d'apprentissage mutés par suite d'avancement dans un poste de professeur technique adjoint ne bénéficient plus du remboursement de leurs frais de déplacement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-7-1960, p. 800.)

N° 901 M. Georges Cogniot :

Raisons pour lesquelles a été sérieusement aggravée l'inégalité entre la situation des assistantes sociales du service de santé scolaire et universitaire, et celle des adjointes.

(Education nationale. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 712.)

N° 902 M. Georges Cogniot :

Raisons qui ont motivé la suppression de 150 emplois au service de santé scolaire et universitaire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 938-939.)

N° 903 M. Georges Cogniot :

Au sujet de la date de publication des règlements d'administration publique concernant la loi du 9 avril 1955 concernant la titularisation de l'ensemble des personnels sociaux, et en particulier du personnel du service de santé scolaire et universitaire.

(Education nationale. — J. O. Débats du 1-7-1960, p. 666.)

N° 915 M. Francis Le Basser :

Textes en vertu desquels certains avantages de traitements sont accordés aux fonctionnaires de l'Etat détachés dans une collectivité locale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-7-1960, p. 1158.)

N° 928 M. Auguste Pinton :

De l'opportunité qu'il y aurait de majorer dans un proche avenir les taux d'indemnité pour frais de mission et de tournée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-7-1960, p. 1159.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 929 M. Auguste Pinton :

De la possibilité d'accorder des bonifications aux femmes fonctionnaires ayant adopté des enfants dès leur plus jeune âge.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 939.)

N° 934 M. Antoine Courrière :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que la situation des personnels du cadre C, et en particulier ceux du ministère des anciens combattants, soit enfin réglée.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1486.)

N° 952 M. Joseph Raybaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à l'augmentation continue de la disparité entre les traitements des fonctionnaires de l'Etat et ceux des personnels du secteur nationalisé.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-7-1960, p. 1159.)

N° 971 M. Georges Rougeron :

De la possibilité de permettre à certains agents non titulaires de l'Etat de présenter, après les délais précédemment impartis, leur demande de validation des services accomplis avant le 1^{er} janvier 1949.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1186.)

N° 987 Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet de la situation des fonctionnaires d'Indochine intégrés dans le corps des secrétaires administratifs.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1174.)

N° 1012 M. Victor Golvan :

Raisons pour lesquelles n'ont pas encore été suivis d'effets les arrêtés portant avancement d'échelon des fonctionnaires des catégories C et D, et en particulier des commis du service des enquêtes économiques.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1214.)

N° 1013 M. Bernard Lafay :

Au sujet de la fusion envisagée des seconde et première classe du corps des administrateurs civils.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1208.)

N° 1016 M. Etienne Dailly :

Au sujet de la situation des ayants cause des fonctionnaires des services actifs de police victimes d'attentats commis entre le 31 octobre 1954 et la date d'application de l'ordonnance n° 59-66 du 7 janvier 1959.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1179.)

N° 1026 M. André Fosset :

De la possibilité d'étendre aux surveillants auxiliaires de l'administration pénitentiaire l'institution générale de retraites des agents non-titulaires dont bénéficient les personnels auxiliaires de certaines administrations.

(Justice. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1192.)

N° 1029 M. Paul Pelleray :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la situation des anciens élèves de l'E. N. A., et en particulier pour rendre comparables les débouchés qui leur sont offerts dans les grands corps de l'Etat et les administrations centrales.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 14-10-1960, p. 1258-1259.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 1038 M. Emile Durieux :

De la situation et des perspectives de carrière des agents départementaux des services des lois d'aide sociale, à la suite du recrutement par le ministère de la santé publique d'un certain nombre de contrôleurs d'Etat appelés à remplir ces mêmes fonctions.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1193-1194.)

N° 1058 M. André Armengaud :

De la possibilité d'étendre aux auxiliaires non titularisés des postes diplomatiques et consulaires les dispositions du décret n° 431 du 15 avril 1958 concernant les agents contractuels des services de l'expansion économique à l'étranger.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1175.)

N° 1073 M. Roger Menu :

Des ressources à prendre en considération pour le calcul de l'allocation logement dans le cas où certains agents et fonctionnaires de l'Etat perçoivent des rappels de traitement afférents à plusieurs années.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1214-1215.)

N° 1076 M. Edgar Faure :

Au sujet de la situation de certains fonctionnaires des services agricoles — en particulier de ceux du service de l'inspection des lois sociales en agriculture — et des mesures envisagées pour y porter remède.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1177-1178.)

N° 1094 M. Jacques Duclos :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour donner satisfaction aux chefs de district des eaux et forêts qui revendiquent la parité des indices avec les rédacteurs des eaux et forêts.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1178.)

N° 1109 M. Michel de Pontbriand :

De la possibilité d'accorder aux agents des services extérieurs de l'O. N. I. C. la prime dite de « sujétion » que perçoivent déjà leurs collègues de l'administration centrale.

(Agriculture. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1209.)

N° 1125 M. Antoine Courrière :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour aligner les indices des soldes de la gendarmerie sur ceux de la police.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 4-11-1960, p. 1444.)

N° 1185 M. Gaston Defferre :

Conditions dans lesquelles seront constituées les commissions paritaires d'accueil en vue de l'intégration des administrateurs de la France d'outre-mer.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 25-11-1960, p. 1946.)

N° 1186 M. Camille Vallin :

Au sujet de la publication du règlement d'administration publique concernant l'attribution d'une « allocation temporaire d'invalidité » aux fonctionnaires atteints d'une invalidité d'au moins 10 p. 100 résultant d'un accident de service.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 10-11-1960, p. 1525.)

N° 1187 Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet de certaines revendications présentées par les agents appartenant au cadre B du ministère des postes et télécommunications.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 10-11-1960, p. 1526.)

FONCTIONNAIRES (suite).

N° 1187 Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité de faire bénéficier les agents du cadre B du ministère des finances (contrôleurs et contrôleurs principaux) des mêmes mesures déjà intervenues en faveur d'autres catégories.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2032.)

N° 1206 M. Jean Nayrou :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour revenir rapidement sur les conséquences regrettables qui découlent pour les personnels de police de l'ordonnance n° 60-885 du 18 août 1960.

(Intérieur. — J. O. Débats du 25-11-1960, p. 1947.)

N° 1236 M. Lucien Bernier :

De la possibilité d'étendre aux fonctionnaires servant dans les départements d'outre-mer le bénéfice de l'allocation logement que reçoivent les fonctionnaires servant en métropole.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2033.)

N° 1248 M. Jean Nayrou :

Raisons qui s'opposent à la parution des textes fixant les conditions de reclassement des fonctionnaires de la catégorie B.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-12-1960, p. 2301.)

N° 1254 M. Maurice Coutrot :

Conditions dans lesquelles doit être calculée la durée du stage auquel sont soumis les fonctionnaires avant leur titularisation.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 14-12-1960, p. 2359.)

N° 1312 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la situation des inspecteurs de police de la sûreté nationale.

(Intérieur. — J. O. Débats du 14-12-1960, p. 2360-2361.)

N° 1351 M. Michel de Pontbriand :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour améliorer la situation des fonctionnaires des services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre.

(Travail. — J. O. Débats du 15-12-1960, p. 2394.)

Voir également :

- Algérie (n° 1008).
- Collectivités locales (n°s 569, 634, 706, 707, 862, 913, 976, 1046, 1068, 1077, 1133).
- Comités médicaux (n° 866).
- Enseignement (n°s 936, 1072).
- Madagascar (n° 1106).
- Magistrats (n° 1144).
- Maroc (n°s 836, 1329).

FONDS DE COMMERCE

N° 1203 M. Jean Geoffroy :

Des recours possibles du vendeur d'un fonds de commerce, pour l'application des articles 12 et 15 de la loi du 29 juin 1935, dans le cas particulier où le gérant dudit fonds se refuse à laisser consulter les livres de comptabilité.

(Justice. — J. O. Débats du 16-11-1960, p. 1575.)

Voir également : Impôts (n° 910).

FONDS DE GARANTIE AUTOMOBILE**N° 1202** M. Joseph Raybaud :

Du refus opposé par le fonds de garantie automobile d'indemniser les ayants droit d'une victime, de nationalité étrangère, d'un accident de la circulation survenu sur le territoire français.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 1^{er}-12-1960, p. 2162.)

FONDS D'INVESTISSEMENTS. — Voir : *Coopératives agricoles* (n° 1171).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE**N° 514** M. Maurice Coutrot :

Cas particulier d'un ancien salarié, sans emploi, à qui a été refusé le bénéfice de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité.

(Travail. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 20.)

N° 523 M. Etienne Dailly :

Date à laquelle le Gouvernement compte réunir le comité national de la vieillesse de France qui n'a jamais siégé depuis sa création.

(Travail. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 20.)

N° 549 M. Robert Liot :

De la possibilité de faire entrer en ligne de compte, pour le calcul des maxima de ressources permettant l'octroi de l'allocation du fonds national de solidarité, la créance de dommages de guerre relative à un immeuble en cours de reconstruction.

(Travail. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 66.)

N° 764 M. Maurice Coutrot :

De la somme affectée au cours de l'année 1959 au paiement de l'allocation servie aux vieillards et infirmes par le fonds national de solidarité, et de celles revenant au Trésor par suite de l'augmentation des impôts et taxes créés pour le service de ladite allocation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 285-286.)

N° 863 M. Paul Pauly :

De l'intérêt qu'il y aurait à relever le plafond des ressources afin de permettre de percevoir leur allocation à certains vieux travailleurs salariés dont la main-d'œuvre d'appoint est nécessaire.

(Travail. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 288.)

N° 1324 M. Etienne Restat :

De l'opportunité qu'il y aurait à modifier le montant maximum de ressources prévu par la circulaire n° 28 S.S. du 25 février 1957 pour permettre aux vieux travailleurs de percevoir l'allocation supplémentaire.

(Travail. — J. O. Débats du 14-12-1960, p. 2361.)

FONDS NATIONAL DE VULGARISATION DU PROGRES AGRICOLE**N° 800** M. René Tinant :

Au sujet du mécontentement provoqué dans les milieux agricoles à la suite du versement au budget général d'un crédit de 10 millions de nouveaux francs destinés au fonds national de vulgarisation du progrès agricole.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 282.)

FONDS DE PREVOYANCE MILITAIRE. — Voir : *Armée* (n° 669).

FONDS RUSSES**N° 448** M. Guy de La Vasselais :

De l'opportunité que constitue la visite en France du chef du Gouvernement de l'U. R. S. S. pour conclure un accord en vue de l'indemnisation des petits porteurs de fonds russes.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 88.)

FONDS SPECIAL DE GARANTIE. — Voir : *Construction* (n° 801).

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT ROUTIER**N° 1179** M. Guy Petit :

Du montant total des crédits du fonds spécial d'investissement routier accordés en 1960, et à prévoir en 1961, en faveur de certains départements touristiques.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 22-11-1960, p. 1779.)

FORAGES PETROLIERS**N° 959** M. Etienne Dailly :

De la possibilité de faire procéder à un nouveau remembrement aux frais de l'entreprise qui a fait effectuer ou exploite un forage pétrolier, dans le cas où celui-ci a porté atteinte aux avantages résultant des précédentes opérations de remembrement.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1189.)

N° 960 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour inciter les entreprises de forage pétrolier à exécuter leurs travaux dans des taillis forestiers plutôt que dans des terres labourables.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1189.)

N° 961 M. Etienne Dailly :

Mesures à prendre en vue d'obliger les entreprises faisant procéder à des forages pétroliers à demander avant l'ouverture de chaque forage l'accord des services départementaux sur le point d'évacuation du contenu du borbier.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1189.)

N° 962 M. Etienne Dailly :

Mesures à prendre pour obliger les entreprises faisant procéder à des forages pétroliers pour remettre en état, à leurs frais et dans un bref délai, les chemins et ouvrages d'art endommagés par les travaux qu'elles effectuent.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1189-1190.)

N° 963 M. Etienne Dailly :

Mesures à prendre pour mettre fin aux graves inconvénients résultant de la stagnation dans les borbiers adjacents du liquide provenant des forages pétroliers.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1190.)

N° 965 M. Etienne Dailly :

Conditions dans lesquelles est versée la redevance due par les exploitants d'un forage pétrolier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1185.)

N° 967 M. Etienne Dailly :

Mesures à prendre pour que les puits alimentant en eau potable, soit des adductions d'eau communales, soit des particuliers, ne puissent être contaminés par des travaux consécutifs à des forages pétroliers.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1190.)

FORCE DE FRAPPE ATOMIQUE

N° 1263 M. Michel Kauffmann :

Au sujet des charges nouvelles qu'entraînera pour le budget du pays l'adoption du projet de « force de frappe atomique » et des répercussions que celui-ci peut avoir sur le plan d'assainissement financier en cours.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1487.)

FORET DE FONTAINEBLEAU

N° 528 M. Etienne Dailly :

Au sujet de l'état lamentable d'abandon dans lequel se trouvent les onze croix de la forêt de Fontainebleau, et des mesures qu'il conviendrait de prendre pour remédier à cet état de choses.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 10.)

FOYERS OUVRIERS. — Voir : *Allocations familiales* (n° 1142).

FRAIS DE DEPLACEMENT. — Voir :

- *Collectivités locales* (n° 628).
- *Enseignement technique* (n° 1231).
- *Fonctionnaires* (n° 890).

FRAIS DE MISSION. — Voir :

- *Collectivités locales* (n° 628).
- *Fonctionnaires* (n° 928).

FRAIS DE TOURNEE. — Voir :

- *Collectivités locales* (n° 628).
- *Fonctionnaires* (n° 928).

FRAIS DE TRANSPORT. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 756).

FRAUDES ELECTORALES

N° 1238 M. Waldeck L'Huilier :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire assurer une saine et rapide administration de la justice dans l'affaire des fraudes électorales qui se sont produites lors des élections municipales de Sarlat.

(Justice. — J. O. Débats du 1^{er}-12-1960, p. 2162.)

FREINAGE DES VEHICULES DE TRANSPORT

N° 865 M. Marcel Boulangé :

De l'utilité qu'il y aurait d'équiper de dispositifs ralentisseurs les véhicules lourds de transport de marchandises et de personnes.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 29-6-1960, p. 597.)

FROMAGES

N° 599 M. Philippe d'Argenlieu :

Des conséquences que peuvent avoir sur les fabrications françaises de fromages du type « Edam » les décisions gouvernementales relatives aux importations de fromages.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 57-58.)

N° 602 M. Guy de La Vasselais :

Des conséquences désastreuses résultant des importations dites « de choc » de fromage, et des dispositions à prendre dans l'avenir en ce domaine en vue d'éviter l'écroulement des cours français.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 96-97.)

FUEL-OILS

N° 1127 M. André Dulin :

Raisons pour lesquelles l'arrêté n° 24-437 publié au B. O. S. P. du 30 juin 1960 a interdit aux distributeurs de fuel-oils de pratiquer des prix inférieurs de plus de 5 p. 100 à ceux résultant des barèmes déposés.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1216.)

N° 1216 M. Francis Le Basser :

Au sujet de l'application aux collectivités de l'arrêté n° 24-437 du 29 juin 1960 qui limite à 5 p. 100 les rabais accordés par les distributeurs de fuel-oils.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 16-11-1960, p. 1575.)

N° 1218 M. Jean Bertaud :

De l'opportunité de revenir à la réglementation antérieure à l'arrêté n° 24437 qui interdit aux producteurs de fuel-oils de pratiquer des prix inférieurs de plus de 5 p. 100 à ceux résultant des barèmes déposés.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-11-1960, p. 1445,1446.)

G

GARDES PARTICULIERS. — Voir : *Chasse* (n° 1061).

GAZ DE LACQ

N° 663 M. Bernard Lafay :

Des divers problèmes d'ordre économique, tarifaire, sanitaire, etc., que pose l'utilisation du gaz de Lacq.

(Industrie. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 99.)

GENDARMES. — Voir :

- *Allocations logement* (n° 493).
- *Collectivités locales* (n° 616).
- *Fonctionnaires* (n° 677, 1125).

GIBIER

N° 1062 M. Etienne Dailly :

Mesures envisagées pour que le petit gibier ne soit victime de certains produits chimiques utilisés par les exploitants agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1177.)

GORGES DE L'ARDECHE. — Voir : *Tourisme* (n° 1307).

GRACE

N° 1167 M. Emile Aubert :

Au sujet de l'émotion qui s'est manifestée dans le département des Basses-Alpes à la suite de la grâce accordée à un condamné à mort, et en particulier de la publicité qui a été faite à cette occasion.

(Justice. — J. O. Débats du 1^{er}-12-1960, p. 2162.)

GRANDS BLESSES. — Voir : *Circulation routière* (n° 486).

GRANDS INFIRMES. — Voir :

- Aide sociale (n° 661, 751).
- Assurance obligatoire (n° 828).
- Radiodiffusion-télévision française (n° 829).

GREFFIERS**N° 474** Mme Marie-Hélène Cardot :

De la possibilité, pour les greffiers dont les charges ont été supprimées en raison de la réforme judiciaire, d'être taxés, pour leurs revenus professionnels afférents aux deux premiers mois de l'année 1959, comme tous les contribuables ayant exercé l'année entière.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 61.)

N° 623 M. Jean-Louis Fournier :

Au sujet de la situation financière de trente greffiers de paix âgés de plus de 60 ans et qui ont été mis en disponibilité sans retraite.

(Justice. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 65.)

N° 881 M. Marcel Molle :

Des greffiers compétents pour recevoir l'appel des jugements du tribunal de police.

(Justice. — J. O. Débats du 14-7-1960, p. 914.)

GROSSISTES**N° 796** M. Yvon Coudé du Foresto :

De la possibilité de modifier le code d'administration communale en vue de permettre aux maires de régler les heures d'ouverture des magasins de grossistes.

(Intérieur. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 286.)

Voir également : Sociétés coopératives (n° 1021).

GUADELOUPE. — Voir :

- Fonctionnaires (n° 551).
- Infirmiers (n° 924).
- Ouvriers des parcs et ateliers (n° 1235).
- Préférence de pavillon (n° 547, 909).
- Sécurité sociale (n° 864).

GUINEE**N° 531** M. Pierre Patria :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux colons français de Guinée.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 8-9.)

Voir : Fonctionnaires (n° 591).

GUYANE. — Voir :

- Infirmiers (n° 924).
- Sécurité sociale (n° 864).

H**HABITAT RURAL****N° 530** M. Edgar Tailhades :

Importance des crédits accordés à certains départements au titre de subventions pour l'amélioration de l'habitat rural.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 10.)

HABITATIONS A LOYER MODERE**N° 513** M. Robert Chevalier :

Conditions dans lesquelles les sociétés anonymes d'H. L. M. pourraient être autorisées à percevoir un loyer d'équilibre supérieur à celui résultant de l'arrêté du 8 août 1956.

(Construction. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 13.)

N° 566 M. Paul Pauly :

De la possibilité, pour les offices publics d'H. L. M., de faire effectuer des travaux de réparation ou de réfection sans accord préalable du locataire.

(Construction. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 13.)

N° 606 M. Louis Namy :

Du jugement rendu par le tribunal administratif de Versailles au sujet du second permis de construire afférent au groupe de logements H. L. M. « Sans Souci » à Versailles.

(Construction. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 59.)

N° 620 M. Louis Courroy :

Cas particulier d'une demande de logement H. L. M. faite depuis 26 ans, et restée encore sans réponse.

(Construction. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 59.)

N° 739 M. Léon Jozeau-Marigné :

De la possibilité d'atténuer, en faveur des militaires ayant servi en Algérie et libérés de leurs obligations, la réglementation en vigueur pour l'attribution des logements H. L. M.

(Construction. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 92.)

N° 821 M. Bernard Lafay :

Au sujet de l'abrogation du deuxième alinéa de l'art. 3 de l'arrêté du 2 novembre 1955 relatif à l'échange des appartements occupés par des locataires sinistrés dans les habitations à loyer modéré.

(Construction. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 284.)

N° 930 M. Fernand Auberger :

De la possibilité d'accorder des prêts aux organismes d'H. L. M. en vue de favoriser la construction, sur les fonds destinés à payer les allocations complémentaires de chômage.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 29-6-1960, p. 597.)

N° 1052 M. Waldeck L'Huillier :

Mesures à prendre pour permettre aux offices d'H. L. M. de remplir leur véritable mission, et non pas d'être obligés de reloger des locataires victimes de certaines ventes abusives d'appartements.

(Construction. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1212.)

N° 1172 M. Louis Namy :

Des suites judiciaires et du résultat des instances engagées contre les membres du conseil d'administration de la société d'H. L. M. « La Maison des Anciens Combattants ».

(Construction. — J. O. Débats du 22-11-1960, p. 1778.)

N° 1173 M. Louis Namy :

Cas particulier d'un différend opposant une société coopérative d'H. L. M. aux locataires-attributaires d'un groupe de logements du Chesnay (Seine-et-Oise).

(Construction. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1486-1487.)

HABITATIONS A LOYER MODERE (suite).

N° 1262 M. Jules Pinsard :

De la possibilité pour une municipalité d'exproprier des jardins ouvriers appartenant aux maisons d'habitation en vue de construire des H. L. M.

(Construction. — J. O. Débats du 22-11-1960, p. 1778.)

Voir également :

— Allocation logement (n° 923).

— Collectivités locales (n° 1261).

HASSI-MESSAOUD

N° 508 M. René Dubois :

Conditions dans lesquelles a été préparé le voyage d'une délégation de sénateurs devant se rendre à Hassi-Messaoud pour l'inauguration de l'oléoduc de Bougie.

(Industrie. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 16-17.)

HEURES SUPPLEMENTAIRES. — Voir : *Collectivités locales* (n° 707).

HONORAIRES

N° 637 M. Jacques Gadoin :

Du montant des honoraires dus à un ingénieur à qui un syndicat intercommunal a confié l'exécution de ses plans et travaux d'alimentation en eau potable.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 101.)

HONORAIRES MEDICAUX

N° 867 M. Marcel Boulangé :

Mesures dans laquelle la récente fixation des honoraires médicaux affectera le montant de la rémunération des médecins assermentés et spécialistes rémunérés à l'acte médical, et des médecins assermentés des administrations rémunérés forfaitairement.

(Ministre délégué auprès du Premier ministre. — J. O. Débats du 22-6-1960, p. 451.)

HOPITAUX ET HOSPICES

N° 619 M. Victor Golvan :

De l'application possible de l'article 16 du décret n° 58-1202 du 11 décembre 1958, relatif aux incompatibilités qui peuvent frapper les membres d'une commission administrative d'un hôpital ou hospice public, dans le cas particulier d'un maire d'une commune.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 103-104.)

N° 1208 M. Jacques Henriet :

Au sujet de la situation hospitalière des professeurs chargés de cours à titre permanent.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 16-12-1960, p. 2410.)

N° 1227 M. Amédée Bouquerel :

De la possibilité de modifier les règles actuelles de recrutement des internes des hôpitaux, en vue de remédier aux difficultés rencontrées sur ce point par les hôpitaux de 2^e catégorie.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 2-12-1960, p. 2204.)

HOPITAUX ET HOSPICES (suite).

N° 1335 M. Jacques Henriet :

Conditions dans lesquelles un médecin, chirurgien ou spécialiste peut obtenir copie d'une délibération d'une commission administrative contre laquelle il se croit autorisé à faire un recours.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 16-12-1960, p. 2410.)

N° 1557 M. Jacques Henriet :

De la possibilité, pour les médecins, chirurgiens spécialistes des hôpitaux et hospices, de prendre connaissance des délibérations des commissions administratives chargées de la gestion desdits établissements.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1487.)

Voir également :

— Infirmières (n° 1200).

— Sanatoria (n° 1069).

— Sécurité sociale (n° 1043).

HORAIRES SCOLAIRES. — Voir : *Enseignement* (n° 1031).

HOTEL MAJESTIC

N° 584 M. Fernand Verdeille :

Du montant des dépenses effectuées ou encore prévues pour l'installation de certains services administratifs dans les locaux de l'ancien Hôtel Majestic à Paris.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 56.)

HOUILLERES DES CEVENNES

N° 710 M. Jacques Duclos :

Des intentions du Gouvernement en ce qui concerne les perspectives d'activité des mines de Graissesac, le Bousquet-d'Orb et Camplong.

(Industrie. — J. O. Débats du 4-5-1960, p. 139.)

HOUILLERES DU NORD

N° 691 M. Adolphe Dutoit :

De la possibilité de payer aux ouvriers mineurs des houillères du Nord et du Pas-de-Calais les journées chômées des 7 et 28 mars 1959, et d'appliquer la semaine de quarante heures.

(Industrie. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 99.)

HUILE ANTIPOUSSIÈRE. — Voir : *Impôts* (n° 440).

HUISSIERS DE JUSTICE

N° 948 M. Etienne Dailly :

De la possibilité pour des huissiers de justice d'être commis d'office pour signifier les jugements contradictoires.

(Justice. — J. O. Débats du 12-7-1960, p. 833.)

HYGIENE SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE. — Voir :

— Fonctionnaires (n° 902, 903).

— Lait (n° 755).

HYPOTHEQUE CONVENTIONNELLE. — Voir : *Remembrement* (n° 1035).

I

IMMATRICULATION OBLIGATOIRE. — Voir : *Navigation fluviale* (n° 1129).

IMMEUBLES

N° 500 M. Ludovic Tron :

De la possibilité, pour des immeubles à usage de colonies de vacances, d'être considérés comme affectés à l'habitation, et à ce titre, de bénéficier des exonérations résultant de l'art. 1372 du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 16.)

IMMEUBLES REQUISITIONNES. — Voir : *Propriétaires* (n° 752).

IMMEUBLES RURAUX. — Voir : *Impôts* (n° 643, 714).

IMMONDICES

N° 788 M. Georges Rougeron :

Mesures à prendre en vue de faire disparaître les dépôts d'immondices qui se trouvent en bordures des routes nationales et aux abords des agglomérations.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1219.)

IMPLAÇABLES. — Voir : *Allocation spéciale* (n° 904).

IMPOSITIONS COMMUNALES. — Voir : *Impôts* (n° 772, 892).

IMPOT FONCIER. — Voir : *Impôts* (n° 482).

IMPOT SUR LES SOCIÉTÉS. — Voir :

— *Impôts* (n° 1107).

— *Primes spéciales d'équipement* (n° 1002).

IMPOTS

N° 145 M. Paul Pauly :

De l'utilité de modifier la réglementation actuelle concernant le recouvrement des petites créances sur contributions directes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 60.)

N° 186 M. Jean-Louis Tinaud :

Des difficultés qui se sont produites au sujet des stocks de riz existant au 1^{er} juillet 1955 à la suite de la suppression de la taxe à la valeur ajoutée sur les riz.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 95.)

N° 402 M. Robert Liot :

De l'application du principe de la non-distriction des charges, en cas de donation-partage, à la déduction du passif grevant les biens donnés et mis à la charge des bénéficiaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 14.)

N° 415 M. Etienne Restat :

Dans le cas d'une expropriation partielle d'une sablière au profit d'une personne morale publique, de la possibilité de frapper de la taxe sur le chiffre d'affaires l'indemnité allouée à l'exploitant.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 14.)

IMPOTS (suite).

N° 417 M. Victor Golvan :

Des textes qui permettent à l'administration des finances d'accorder le fractionnement du paiement des droits de mutation dus en cas d'acquisitions soumises au régime de droit commun.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 60.)

N° 440 M. Auguste Pinton :

De l'application de la taxe sur le chiffre d'affaires à la vente de « l'huile antipoussière ».

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 770.)

N° 449 M. Jean Noury :

De la possibilité de soumettre à la patente une entreprise dont le siège est en Algérie et disposant en France métropolitaine d'un dépôt important à partir duquel sont effectuées les livraisons.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 15.)

N° 451 M. Marc Pautet :

De la méthode employée par les agents des contributions pour évaluer l'impôt sur le chiffre d'affaires dû par les restaurateurs pour les vins vendus en bouteilles.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 15.)

N° 481 M. Marcel Legros :

De la possibilité de prévoir, pour les revenus fonciers provenant de petites propriétés ou de prêts hypothécaires, une imposition au taux réduit.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 15.)

N° 482 M. Marcel Legros :

De la possibilité de reculer jusqu'au 1^{er} février la date d'exigibilité des impôts fonciers des producteurs de vins à appellations contrôlées.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 61.)

N° 500 M. Ludovic Tron :

De la possibilité, pour un comité d'entreprise achetant un immeuble destiné au fonctionnement de ses services, ou à ses œuvres sociales, de bénéficier de droits de mutation à tarif réduit.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 16.)

N° 511 M. Jacques Delalande :

Cas particulier d'une donation d'une ferme faite par un père à l'un de ses enfants en avancement d'hoirie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 62.)

N° 522 M. Paul Ribeyre :

De l'utilité qu'il y aurait, en vue de venir en aide aux groupements de défense contre les calamités agricoles, de supprimer la taxe frappant les fusées paragrêle.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-2-1960, p. 42.)

N° 543 M. Maurice Coutrot :

De la situation d'un acquéreur qui aurait revendu le bien avant l'exercice du droit de préemption qui est prévu par le code général des impôts en faveur de l'administration de l'enregistrement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 63.)

IMPOTS (suite).

N° 572 M. Etienne Dailly :

Raisons pour lesquelles la direction générale des impôts a porté de 500 à 1.000 francs le minimum annuel de perception en matière de redevances pour occupations temporaires du domaine public national.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 63.)

N° 577 M. Abel-Durand :

De la possibilité de ne rechercher, pour le paiement de la T. V. A., que les seules ventes au détail à l'occasion desquelles l'entreprise élude un stade de distribution.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 63-64.)

N° 582 M. Paul-Jacques Kalb :

Des droits de mutation exigibles dans le cas particulier d'un achat d'appartement par un acte sous seing privé régularisé ultérieurement par un acte authentique.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 96.)

N° 583 M. Fernand Verdeille :

Raisons pour lesquelles, contrairement à ce qui avait eu lieu en 1958, ont été de nouveau en 1959 mises en recouvrement les taxes sur le chiffre d'affaires afférentes aux travaux et fournitures effectués par les ponts et chaussées en faveur des communes non dotées de services techniques.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 64.)

N° 585 M. Fernand Verdeille :

De la possibilité pour l'Etat de verser des allocations à certaines communes pour leur compenser la perte qu'elles subissent du fait de l'exonération de la contribution foncière sur les propriétés non bâties.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1960, p. 186.)

N° 598 M. Jules Pinsard :

De la possibilité de bénéficier du report de taxation dans le cas particulier de cession de son étude faite à titre onéreux par un officier ministériel à son gendre.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 96.)

N° 625 M. Paul Pauly :

Mode d'imputation du droit de soulte dans le cas particulier d'une donation entre vifs faite à titre de partage anticipé par des parents à leurs enfants.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 97.)

N° 627 M. Roger Carcassonne :

De la possibilité pour un écrivain, qui reçoit à valoir sur ses droits d'auteur une somme forfaitaire, ou bien de faire figurer dans sa déclaration de revenus l'intégralité de son forfait, ou bien de l'étaler sur plusieurs exercices.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27 avril 1960, p. 97.)

N° 629 M. René Tinant :

Cas particulier de l'acheteur d'une voiture automobile qui s'est vu infliger une surtaxe de 10 p. 100 du montant du prix de la vignette alors que le véhicule dont il s'agit n'était plus en circulation depuis une date antérieure à celle de mise en recouvrement de la vignette.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 97.)

IMPOTS (suite).

N° 636 M. Paul Mistral :

De la possibilité, pour les droits afférents aux valeurs exemptes de l'impôt, d'être déduits de l'ensemble des revenus mobiliers déclarés par un contribuable.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 221.)

N° 639 M. Henri Paumelle :

Cas particulier d'un imprimeur-éditeur, artisan fiscal, à qui l'inspecteur des contributions indirectes réclame le paiement de la taxe sur les prestations de services au taux de 8,50 p. 100 sur le montant des sommes découlant de la publicité parue dans le journal qu'il imprime.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 97-98.)

N° 640 M. André Fosset :

De la possibilité de reporter du 28 février au 31 mars la date de remise des déclarations de revenus.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 29-4-1960, p. 114.)

N° 643 M. Eugène Jamain :

De l'application, en matière d'acquisitions d'immeubles ruraux, du droit de mutation au taux réduit de 1,40 p. 100, dans le cas particulier où cet immeuble rural, appartenant déjà à l'acquéreur, lui a été attribué dans un procès-verbal de remembrement enregistré depuis moins de deux ans.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 98.)

N° 648 M. Lucien Perdereau :

Cas particulier de la revente dans le délai de trente ans d'une fraction de parcelle de bois dont l'acquisition a été faite sous le bénéfice du régime de faveur institué par la loi du 16 avril 1930 relative aux exploitations forestières.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1960, p. 186.)

N° 651 M. Ludovic Tron :

Cas des contribuables qui ont encaissé directement à l'étranger au cours de l'année 1959 des revenus de valeurs mobilières étrangères non abonnées.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1960, p. 186.)

N° 655 M. Louis Courroy :

De l'exonération des plus-values de cession dans le cas particulier d'un immeuble acquis en remploi des disponibilités dégagées par la cession du pas de porte où le fonds était exploité.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 98.)

N° 666 M. Philippe d'Argenlieu :

Etant donné la complexité des formules actuellement remises aux contribuables pour la déclaration de leurs revenus, de l'intérêt qu'il y aurait d'établir enfin des modèles d'imprimés d'un type simple, clair, et à la portée des contribuables honnêtes et moyens.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 29-4-1960, p. 114.)

N° 668 M. Etienne Dailly :

Des graves inconvénients que présente le mode actuel de distribution aux contribuables des imprimés nécessaires à leurs déclarations de revenus, et des mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour remédier à cet état de choses.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 29-4-1960, p. 114.)

IMPOTS (suite).

N° 672 M. Amédée Bouquerel :

Du droit, pour l'administration, d'appliquer la taxe proportionnelle sur le montant des indemnités perçues par les ouvriers du bâtiment, au titre « chômage-intempéries ».

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 98.)

N° 679 M. Edouard Le Bellegou :

Du revenu brut à prendre en considération pour la détermination du revenu net foncier dans le cas particulier d'immeubles neufs, ou parties d'immeubles neufs, dont le propriétaire se réserve la jouissance.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1960, p. 186-187.)

N° 689 M. Fernand Auberge :

De la possibilité pour l'administration de réclamer des droits de mutation à titre onéreux au tarif ordinaire applicable aux résolutions amiables de vente, dans le cas de cessions de terrains et de résolutions amiables réalisées dans des conditions particulières.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1960, p. 187.)

N° 700 M. Joseph Yvon :

Au sujet du recouvrement des droits complémentaires dans le cas d'acquisitions de logements effectuées avant le 1^{er} janvier 1957, et dans les conditions imposées par l'article 1371, 8^o, du code général des impôts.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 221.)

N° 701 M. Joseph Yvon :

De la possibilité d'étendre et d'appliquer à des acquéreurs de bonne foi, se trouvant dans certaines situations particulières, les conditions imposées par l'article 1371 octies du code général des impôts concernant la restitution des droits complémentaires en matière d'acquisitions de logements intervenues depuis le 1^{er} janvier 1957.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 221.)

N° 714 M. Jacques Gadoin :

De la possibilité d'appliquer l'article 1373 du code général des impôts à l'acquisition de la nue-propriété d'un immeuble rural dont la valeur en pleine propriété, ou en nue-propriété, est inférieure ou égale à 500 NF.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 221.)

N° 737 M. Marcel Lemaire :

De la possibilité pour un fermier devenu propriétaire de son exploitation, et en vue de la détermination de son bénéfice imposable, de déduire les intérêts des dettes contractées pour l'acquisition de ladite exploitation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 770.)

N° 748 M. Roger Menu :

De la possibilité d'exonérer les « maisons d'enfants » du versement de la taxe locale de 8,75 p. 100 qui leur incombe au titre de restaurateur.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 11-5-1960, p. 187.)

N° 760 M. François Schleiter :

De la possibilité de comprendre l'impôt sur la plus-value d'une officine de pharmacie dans le passif déductible de la succession du titulaire de cette officine.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 221.)

IMPOTS (suite).

N° 763 M. Robert Liot :

De la possibilité, pour un transporteur routier qui affecte son véhicule, en cours de semestre, à des transports en zone courte alors qu'il avait préalablement opté pour le paiement semestriel de la surtaxe, de demander à être rétroactivement imposé sur la base du tarif journalier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 222.)

N° 772 M. Francis Le Basser :

Au sujet du taux exact du prélèvement effectué au profit du Trésor sur le montant des impositions communales perçues en matière d'anciennes contributions directes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 286.)

N° 775 M. Robert Chevalier :

Des conditions de liquidation du droit de soulte dans un cas particulier de partage successoral.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-6-1960, p. 419.)

N° 789 M. Emile Aubert :

De la possibilité d'appliquer l'ordonnance n° 58-544 du 24 juin 1958, relative à l'amnistie fiscale, aux successions ouvertes postérieurement à cette date.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-6-1960, p. 419.)

N° 793 M. Marcel Bertrand :

De la possibilité d'exempter de l'impôt sur le bénéfice de cession les contribuables exerçant une profession non commerciale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-6-1960, p. 419.)

N° 804 M. Philippe d'Argenlieu :

Raisons pour lesquelles les pensions et rentes viagères non soumises au versement forfaitaire de 3 p. 100 sont exclues du bénéfice d'impôt de 5 p. 100 applicable aux traitements, salaires et pensions pour le calcul du revenu imposable.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-6-1960, p. 419-420.)

N° 822 M. Jean-Louis Tinaud :

De la possibilité, pour une opération de remembrement effectuée dans des conditions particulières, d'être dispensée du droit d'enregistrement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 770.)

N° 825 M. Yves Estève :

De la possibilité de reporter sur le plan national l'échéance du second tiers provisionnel du 15 mai au 15 juin 1960.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-6-1960, p. 478.)

N° 837 M. Jean de Bagneux :

Au sujet de l'application de l'art. 15 de la loi n° 54-817 du 14 août 1954 autorisant les propriétaires de châteaux classés monuments historiques de déduire de leur revenu global le déficit résultant pour ces monuments de l'excédent des charges sur le revenu brut.

(Secrétariat d'Etat au finances. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1188.)

N° 843 M. Ludovic Tron :

De la possibilité d'exonérer d'impôts les intérêts des titres de la Caisse autonome de la reconstruction.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-6-1960, p. 420.)

IMPOTS (suite).

N° 848 M. Claude Mont :

Conditions dans lesquelles doit être constatée l'incapacité de travail prévue à l'art. 774 du code général des impôts pour bénéficier de l'abattement consenti en matière de droits de mutation par décès.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 770.)

N° 849 M. Claude Mont :

Cas particulier d'une entreprise individuelle au sujet du paiement de la taxe de 3 p. 100 sur les réserves spéciales de réévaluation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1213.)

N° 850 M. Auguste Pinton :

De la possibilité, pour un fournisseur de gros matériel de travaux publics et une entreprise de location de matériel de travaux publics, de bénéficier du transfert de la taxe à la valeur ajoutée prévu à l'art. 7 du décret n° 58-1423 du 31 décembre 1958.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 770-771.)

N° 853 M. Jacques Delalande :

Conditions dans lesquelles sont perçus les droits proportionnels sur les accords, jugements, ou arrêts, dans les instances en matière d'accidents.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 771.)

N° 855 M. Bernard Lafay :

De la possibilité d'obtenir la remise de l'amende fiscale dans le cas particulier d'un contribuable qui, pour cause de maladie, n'a pu adresser en temps utile sa déclaration de revenus.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-6-1960, p. 478.)

N° 878 M. Georges Boulanger :

Cas particulier d'un exploitant individuel qui a réalisé une plus-value pour laquelle il a demandé le bénéfice de l'exonération sous condition de emploi, et qui désirerait effectuer le réinvestissement auquel il est tenu en incorporant dans son actif commercial des éléments qui faisaient précédemment partie de son patrimoine privé.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-7-1960, p. 800.)

N° 887 M. Henri Paumelle :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que soit acceptée une réduction de la patente lorsqu'il y a cessation d'exploitation d'un commerce en cours d'année.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 938.)

N° 888 M. Henri Paumelle :

Cas particulier d'un entrepreneur de transports de voyageurs et des transports par ambulance qui ne bénéficie pas, pour cette dernière activité du taux réduit de 2,75 p. 100 de la taxe sur le chiffre d'affaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-7-1960, p. 800.)

N° 892 M. Etienne Dailly :

Textes qui auraient permis d'instituer pour les impositions communales des prélèvements au profit du Trésor pour frais d'assiette et de recouvrement, ainsi que pour dégrèvement et admission en non-valeurs.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1183.)

IMPOTS (suite).

N° 893 M. Paul Wach :

Des collectivités ou personnes qualifiées pour prétendre au remboursement du trop perçu des taxes versées en matière d'adjudications des bois de l'Etat, des départements, communes ou établissements publics.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 938.)

N° 894 M. Paul Wach :

Au sujet du délai de prescription de l'action en restitution de la taxe différentielle sur les véhicules automobiles et de la taxe spéciale sur certaines voitures de tourisme, instituées par l'article 1^{er} de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-7-1960, p. 800.)

N° 896 M. Eugène Romaine :

Avantages fiscaux auxquels peuvent prétendre les bénéficiaires d'un contrat de location-vente d'une maison construite par un office public départemental d'H. L. M.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1183-1184.)

N° 910 M. Roger Carcassonne :

De l'étendue des droits d'un percepteur en matière d'opposition sur le prix de vente d'un fonds de commerce.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-10-1960, p. 1290-1291.)

N° 933 M. Paul Mistral :

Du droit pour un vendeur, dans le cas d'une vente ne portant pas la mention « toutes taxes comprises » de facturer à son client la taxe à la valeur ajoutée et la taxe locale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-7-1960, p. 800.)

N° 935 M. Roger Menu :

De la possibilité de revenir, en faveur de certaines catégories de contribuables, sur la décision qui interdit la déduction des cotisations de sécurité sociale des gens de maison, du revenu global de l'employeur.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1184.)

N° 938 M. Emile Claparède :

Cas particulier.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1184.)

N° 939 M. Claude Mont :

Dans le cas particulier d'un représentant de commerce salarié, ayant perçu également une certaine somme à titre de gratifications, raisons pour lesquelles l'administration des finances veut contester le caractère salarial de ladite gratification et l'imposer au titre des bénéfices non commerciaux.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-7-1960, p. 800.)

N° 942 M. Paul Chevalier :

Du mode de détermination de la plus-value imposable au titre de l'art 160 du code général des impôts dans le cas particulier d'une veuve qui, ayant succédé à son mari en qualité de gérante d'une société à responsabilité limitée, se propose de céder les parts de ladite société.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1213.)

IMPOTS (suite).

N° 943 M. Jean Lecanuet :

Délai dans lequel sera présenté au Parlement un projet de réforme fiscale tendant à assurer l'égalité de tous les commerçants devant l'impôt.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1184.)

N° 945 M. Maurice Lalloy :

Dans le cas particulier de reconstruction des bâtiments d'une ferme louée, en vue d'une exploitation agricole plus rationnelle, de la possibilité pour le propriétaire de ladite ferme de déduire de ses revenus bruts ces dépenses de reconstruction.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 939.)

N° 946 M. Paul Lévêque :

Au sujet de la date de publication des décrets prévus par l'art. 34 de la loi n° 54-404 du 10 avril 1954, et de l'art. 10 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1184-1185.)

N° 950 M. Fernand Aubergier :

Des bases d'imposition qui peuvent être retenues par les collectivités locales pour appliquer la taxe de ramassage des ordures ménagères aux propriétaires des terrains de camping.

(Intérieur. — J. O. Débats du 9-7-1960, p. 822.)

N° 954 M. Pierre Garet :

Au sujet de l'imposition d'une rente viagère dans le cas de cession d'une clientèle et des honoraires restant à recouvrer.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1185.)

N° 958 M. Etienne Rabouin :

Au sujet de la taxe de publicité foncière à percevoir et des salaires du conservateur, dans le cas particulier d'un acte établissant un règlement de copropriété et des conventions pour la construction en commun d'un immeuble édifié sur un terrain indivis.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1185.)

N° 964 M. Etienne Dailly :

Du montant de la redevance des mines, perçue par tonne de pétrole extraite, pour chacune des dix dernières années.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1214.)

N° 968 M. Gabriel Tellier :

Considérations qui ont motivé les instructions données récemment aux services du recouvrement de l'impôt de faire vendre systématiquement les biens des industriels et commerçants déclarés en état de cessation de paiement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1185.)

N° 969 M. Gabriel Tellier :

Raisons pour lesquelles certains services du recouvrement de l'impôt attendent que les contribuables soient en faillite ou en règlement judiciaire pour vendre leurs biens.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1185-1186.)

N° 973 M. Jean de Geoffre :

Raisons pour lesquelles les services de l'enregistrement réclament, pour une nouvelle période de bail, la taxe de location au propriétaire et non au locataire.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1186.)

IMPOTS (suite).

N° 974 M. Lucien Grand :

Dans le cas particulier des salons de coiffure installés par l'European Exchange System (E. E. S.) dans les camps américains stationnés en France, du droit pour l'administration des contributions indirectes de réclamer la taxe de 8,50 p. 100 sur le chiffre d'affaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 939.)

N° 990 M. Jean-Louis Tinaud :

De l'application de la taxe à la valeur ajoutée dans le cas particulier d'une entreprise désirant faire construire des locaux pour ses propres besoins.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-7-1960, p. 1159.)

N° 993 M. Marcel Lemaire :

Cas particulier dans lequel un contribuable peut demander la mainlevée de l'avis à tiers détenteur.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1186.)

N° 994 M. Ludovic Tron :

De la possibilité dans le cas particulier d'une société de fait de deux membres exploitant une maison de titres d'être imposée dans des conditions analogues que celles consenties aux contribuables imposés forfaitairement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1214.)

N° 1022 M. Etienne Dailly :

Au sujet des modifications qu'il y aurait lieu d'apporter aux conventions franco-américaines en ce qui concerne la question des doubles impositions.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1186-1187.)

N° 1023 M. Etienne Dailly :

De la possibilité, pour un trust américain, d'être exonéré de la retenue à la source, dans les conditions fixées par l'article 19-2 de la loi du 28 décembre 1959.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1188-1189.)

N° 1025 M. Léon Motais de Narbonne :

Au sujet des instructions données aux agents de l'administration des finances de surseoir à l'imposition des revenus bloqués à l'étranger.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1187.)

N° 1051 M. André Maroselli :

De la possibilité, pour une entreprise exploitant des carrières lui appartenant, de demander l'application de pourcentages distincts en matière de déductions financières de taxe sur la valeur ajoutée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1187.)

N° 1081 M. Charles Naveau :

De la possibilité, dans le cas particulier d'un frère divorcé héritier de sa sœur, de bénéficier de l'abattement prévu à l'article 774-11 du code général des impôts relatif au droit de mutation par décès.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1215.)

N° 1084 M. Jean Errécart :

Rendement total de la taxe de prestations de services pour les années 1957, 1958, 1959.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1217.)

IMPOTS (suite).

N° 1084 M. Jean Errécart :

Rendement total de la taxe locale pour les années 1957, 1958, 1959.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1217.)

N° 1085 M. André Colin :

Délai dans lequel seront publiés les décrets d'application de l'article 10 de la loi du 28 décembre 1959 concernant les exonérations fiscales en faveur des contribuables ayant recours à l'accession à la propriété.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1188.)

N° 1090 M. Hector Dubois :

Délai dans lequel paraîtront les textes d'application de l'article 48 de la loi n° 59-1472 relatif aux avantages fiscaux en faveur des sociétés ayant pour objet l'exploitation agricole.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1189.)

N° 1093 M. Jacques Delalande :

Au sujet des interprétations divergentes de certains receveurs d'enregistrement en ce qui concerne les débiteurs des droits exigibles sur les sentences arbitrales et les décisions judiciaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1188.)

N° 1107 M. Emile Hugues :

Raisons pour lesquelles l'administration poursuit actuellement les sociétés civiles immobilières en vue du paiement de l'impôt sur les sociétés dont elles étaient jusqu'alors dispensées.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1215-1216.)

N° 1114 M. Paul Mistral :

Du taux de taxation à adopter pour permettre de compenser les plus-values avec le déficit d'exploitation.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1216.)

N° 1148 M. Fernand Verdeille :

De la possibilité d'effectuer plus rapidement, pour les exercices budgétaires à venir, la régularisation des comptes de taxe locale revenant aux communes.

(Intérieur. — J. O. Débats du 14-10-1960, p. 1259.)

N° 1158 Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet de la perception du droit fixe de 10 NF sur un certificat de propriété nécessaire à la mutation d'un titre nominatif et contenant la rectification de l'immatriculé de ce titre.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 4-11-1960, p. 1445.)

N° 1170 M. Pierre Mathey :

De la possibilité d'exonérer du paiement de la cote mobilière et de la contribution foncière une personne âgée de plus de 75 ans, n'ayant d'autres ressources que la retraite des vieux travailleurs, mais qui vit à certains moments de l'année et par intermittence chez des parents.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 10-11-1960, p. 1525.)

N° 1183 M. Alex Roubert :

De la possibilité de modifier le paragraphe 2 de l'article 761 du code général des impôts en vue d'admettre, pour le calcul des droits de succession, la déduction de l'actif successoral des dettes contractées par le défunt au profit de ses héritiers.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 10-11-1960, p. 1525.)

IMPOTS (suite).

N° 1189 M. Louis Namy :

De la possibilité pour des exploitants agricoles imposés d'après le système du forfait, et en vue de la détermination de leurs revenus nets, de retrancher les intérêts des prêts consentis par les caisses de crédit agricole.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2032-2033.)

N° 1211 M. Jean Lecanuet :

De la possibilité d'exonérer du droit de timbre les marchés passés par les syndicats de communes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 10-11-1960, p. 1526.)

N° 1214 M. Charles Naveau :

De la possibilité, dans un cas particulier de société de fait, de bénéficier des dispositions de l'article 41 du code général des impôts visant à l'exonération des éventuelles plus-values de cession réalisées.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2033.)

N° 1249 M. André Maroselli :

De l'obligation, pour la fédération des producteurs de lait de la Haute-Saône, d'acquiescer des vignettes pour ses trois camions laboratoires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-12-1960, p. 2301.)

N° 1281 M. Jean Deguise :

De la possibilité pour une société qui rachète le mobilier scolaire garnissant les immeubles qu'elle a loués, d'imputer le prix de cette acquisition sur le compte des plus-values de réalisation qu'elle s'est engagée à réinvestir.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2033.)

N° 1290 M. Henri Prêtre :

De la possibilité de comprendre les « véhicules laboratoires » dans la catégorie des véhicules spéciaux susceptibles d'être exonérés du paiement de la vignette.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 9-12-1960, p. 2302.)

N° 1302 M. Jacques Vassor :

De la possibilité d'assujettir aux taxes sur le chiffre d'affaires les travaux d'analyses médicales effectués, dans le cas particulier d'un laboratoire exploité en indivision.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-12-1960, p. 2301.)

Voir également :

— Algérie (n° 1105).

— Immeubles (n° 500).

— Maroc (n° 899).

— Postes et télécommunications (n° 621).

— Prêts de réinstallation (n° 920).

— Primes spéciales d'équipement (n° 1002).

IMPRIMEUR-EDITEUR. — Voir : Impôts (n° 639).

INCAPACITE DE TRAVAIL. — Voir : Impôts (n° 848).

INCENDIES. — Voir : Collectivités locales (n° 1213, 1246, 1305).

INDEMNITE COMPENSATRICE. — Voir :

— Fonctionnaires (n° 826).

— Transports routiers de voyageurs (n° 632).

INDEMNITE D'EVICION

N° 610 M. Georges Portmann :

Dans le cas particulier de récupération d'un local commercial moyennant le paiement d'une indemnité d'éviction, possibilité pour celle-ci, d'être comprise dans les frais généraux de la société exploitant son commerce dans le local récupéré.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 938.)

INDEMNITE JOURNALIERE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1163, 1196).

INDEMNITE DE PREMIERE MISE. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1047).

INDEMNITE DE RESIDENCE. — Voir : *Retraités* (n° 957).

INDEXATIONS

N° 524 M. Michel de Pontbriand :

De l'interdiction, pour les contrats d'assurances, de prévoir des clauses d'indexations sur le salaire minimum garanti, ou sur le niveau général des prix et des salaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 16.)

N° 618 M. Robert Soudant :

De la contradiction existant entre, d'une part, le maintien des clauses de révision des prix industriels indexés sur les salaires, l'acier, etc., et d'autre part, le refus, par le Gouvernement, de consentir à l'indexation des prix agricoles.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 285.)

N° 819 M. Roger Morève :

De l'application des ordonnances des 30 décembre 1958 et 4 février 1959 concernant les clauses conventionnelles d'indexations de prix, dans le cas particulier de l'achat en décembre 1957 d'une officine de pharmacie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 222.)

N° 1126 M. Fernand Auberger :

Des incidences possibles des dispositions des ordonnances des 30 décembre 1958 et 4 février 1959 sur les clauses d'indexation contenues dans les contrats de rentes viagères antérieurs au 1^{er} janvier 1959 et relatifs à la vente d'immeubles.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 6-10-1960, p. 1216.)

N° 1239 M. Jean-Louis Vigier :

De la possibilité, pour une société civile immobilière consentant un bail à un commerçant, d'insérer dans ledit bail une clause d'indexation se référant au « salaire horaire d'un manoeuvre tous travaux du bâtiment, région parisienne ».

(Justice. — J. O. Débats du 22-11-1960, p. 1778.)

N° 1267 M. Yves Estève :

De la validité des clauses d'indexations dans le cas particulier d'un bail de locaux à usage d'habitation et commercial consenti par un particulier à une coopérative agricole de stockage de céréales.

(Justice. — J. O. Débats du 1^{er}-12-1960, p. 2162.)

Voir également :

— *Fonctionnaires* (n° 596).

— *Loyers* (n° 697).

INDOCHINE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 987).

INDUSTRIES DANGEREUSES. — Voir : *Etablissements dangereux* (n° 1115).

INFIRMES. — Voir :

— *Assurance obligatoire* (n° 828).

— *Radiodiffusion-télévision française* (n° 829).

INFIRMIERS

N° 924 M. Lucien Bernier :

Au sujet de la situation particulière des infirmiers et infirmières des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 29-6-1960, p. 597.)

INFIRMIERES

N° 1200 M. Jacques Gadoin :

De la possibilité pour les infirmières candidates aux emplois permanents des hôpitaux et hospices, de tenir compte du temps qu'elles ont passé dans leurs écoles, en vue du calcul de la limite d'âge.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 19-11-1960, p. 1711.)

INGENIEURS DES EAUX ET FORETS. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 434).

INGENIEURS DES SERVICES AGRICOLES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 558).

INONDATIONS. — Voir : *Calamités publiques* (n° 995).

INSCRIT MARITIME. — Voir : *Armée* (n° 1123).

INSIGNE DES TREPANES. — Voir : *Circulation routière* (n° 486).

INSPECTEURS DES CONTRIBUTIONS DIRECTES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 535).

INSPECTEURS DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE. — Voir : *Enseignement* (n° 754, 765, 877, 936, 1072).

INSPECTEURS DE LA REPRESSION DES FRAUDES. — Voir : *Vins* (n° 839).

INSPECTEURS DU TRAVAIL. — Voir : *Sociétés à succursales multiples* (n° 1011).

INSPECTRICES DES ECOLES MATERNELLES. — Voir : *Enseignement* (n° 754, 765, 877, 936, 1072).

INSTITUTEURS, INSTITUTRICES. — Voir : *Enseignement* (n° 641, 847, 886, 989, 1161, 1294).

INSTRUMENTS DE MESURE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 827).

INTENDANTS DE COLLEGE. — Voir : *Enseignement technique* (n° 617).

INTERESSEMENT DES TRAVAILLEURS. — Voir : *Accords d'association* (n° 1166).

INTERNES DES HOPITAUX. — Voir : *Hôpitaux et hospices* (n° 1227).

INTERVENTIONS D'AUTORITES ETRANGERES

N° 747 M. Jacques Duclos :

Au sujet de l'intervention d'une autorité étrangère à l'occasion de la visite d'une ville de France par un chef d'Etat étranger, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour empêcher le renouvellement d'interventions de cette nature.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 1^{er}-7-1960, p. 666.)

INVALIDES. — Voir : Assurance obligatoire (n° 828).

INVALIDES DE GUERRE

N° 975 M. Bernard Chochoy :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les invalides de guerre réformés à 100 p. 100, et désireux de construire un Logeco, soient admis à souscrire une assurance sur la vie.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1178-1179.)

N° 1156 M. Fernand Aubergier :

Mesures prévues pour faciliter les déplacements et transports des grands invalides de guerre.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 28-10-1960, p. 1410-1411.)

Voir également :

- Allocation vieillesse agricole (n° 536).
- Construction (n° 801).
- Mutilés de guerre (n° 871).

J

JARDINS OUVRIERS. — Voir : Habitations à loyer modéré (n° 1262).

JUGES DE PAIX. — Voir : Magistrats (n° 727, 749, 750).

JUS DE RAISIN

N° 1155 M. Gaston Pams :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour encourager la production à un prix rémunérateur des jus de raisin.

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-10-1960, p. 1377.)

L

LABORATOIRES D'ANALYSES. — Voir : Impôts (n° 1302).

LAICITE

N° 660 M. Maurice Coutrot :

Au sujet de la présence d'un représentant de l'enseignement officiel lors de l'inauguration d'un laboratoire d'une école privée de Lyon, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire respecter la laïcité de l'Etat.

(Education nationale. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 94.)

LAIT

N° 541 M. Léon Messaud :

De la situation professionnelle des ramasseurs de lait de la Haute-Garonne et de l'opportunité de leur accorder un statut précisant cette situation.

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 88-89.)

N° 603 M. Guy de La Vasselais :

Des dispositions qu'il conviendrait de prendre pour que, en raison du tonnage considérable de poudre de lait importé, le marché français ne risque pas d'être pratiquement bloqué.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 97.)

N° 676 M. Philippe d'Argenlieu :

Du droit, pour la Société Interlait, de limiter ses acquisitions de lait écrémé en poudre à 50 p. 100 des quantités offertes par les laiteries productrices.

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 89-90.)

N° 755 M. Maurice Lalloy :

Au sujet du nombre de rations de lait distribuées dans les écoles publiques de la ville de Paris au cours de chacune des années 1956 à 1959, et des résultats du contrôle de qualité effectué par les soins des médecins de l'hygiène scolaire.

(Education nationale. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 284.)

N° 1000 M. René Montaldo :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour s'opposer à l'anarchie actuelle du marché du lait en Algérie.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1208.)

LAVANDE

N° 516 M. Paul Ribeyre :

De l'opportunité de la publication rapide des textes concernant la défense de la production de la lavande.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 9.)

LEGION D'HONNEUR

N° 779 M. Bernard Lafay :

Au sujet des mesures restrictives envisagées dans les promotions de Légion d'honneur en faveur des déportés résistants.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 282-283.)

LENTILLES CORNEENNES. — Voir : Permis de conduire (n° 506).

LETRE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

N° 1204 M. Yves Estève :

Conditions dans lesquelles une lettre injurieuse pour M. le Président de la République a pu être adressée à tous les maires de Bretagne à l'occasion du voyage du chef de l'Etat dans les départements bretons.

(Information. — J. O. Débats du 28-10-1960, p. 1411.)

N° 1299 M. Yves Estève :

Conditions dans lesquelles une lettre injurieuse à l'égard du Président de la République a pu être envoyée à tous les maires de Bretagne à l'occasion du voyage du chef de l'Etat dans les départements bretons.

(Intérieur. — J. O. Débats du 7-12-1960, p. 2227.)

LIBAN. — Voir :

- Baux commerciaux (n° 1146).
- Droits civils (n° 1146).
- Propriété commerciale (n° 1056).

LIBERTE DE L'ENSEIGNEMENT. — Voir : Enseignement (n° 784).**LICENCE DE DEBIT DE BOISSONS****N° 869 M. Emile Dubois :**

De l'exploitation d'une seule licence de débit de boissons dans le cas particulier d'un ensemble foncier comportant deux ouvertures sur deux rues distinctes.

(Justice. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 712.)

LIQUIDATION DES BIENS FRANÇAIS. — Voir : Egypte (n° 816, 1096).**LISTE ELECTORALE. — Voir :** Collectivités locales (n° 1097).**LOCATAIRES SINISTRES. — Voir :** Habitations à loyer modéré (n° 821).**LOCATION-VENTE. — Voir :** Impôts (n° 896).**LOCAUX D'HABITATION****N° 1181 M. Jean Bertaud :**

Cas particulier d'un locataire d'un pavillon qui, à la suite de la vente de ce dernier par son propriétaire, demande la mise à sa disposition d'un local similaire, ou le versement d'une indemnité.

(Construction. — J. O. Débats du 19-11-1960, p. 1711.)

Voir également :

- Etudiants (n° 587).
- Indexations (n° 1267).

LOGECO. — Voir : Invalides de guerre (n° 975).**LOGEMENT DES ETUDIANTS****N° 587 M. Paul Mistral :**

De l'intérêt de modifier sur certains points la réglementation en vigueur afin d'accroître les possibilités de logement des étudiants chez l'habitant.

(Construction. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 59.)

LOGEMENT DE FONCTION. — Voir : Enseignement (n° 986).**LOYERS****N° 697 M. Julien Brunhes :**

De la possibilité, pour les propriétaires d'un groupe immobilier construit postérieurement à 1948, d'indexer leurs contrats de location sur le coût de la construction.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 99.)

N° 806 M. Edmond Barrachin :

De la possibilité, pour un propriétaire, de contester le droit au maintien dans les lieux d'un sous-locataire d'une partie d'un immeuble loué à un locataire principal en vue précisément, pour ce dernier, d'y organiser et gérer la sous-location des divers appartements composant cet immeuble.

(Justice. — J. O. Débats du 15-6-1960, p. 376.)

LOYERS (suite).**N° 1057 M. André Armengaud :**

Conditions dans lesquelles un locataire, obligé par ses obligations professionnelles à résider temporairement hors de France, peut sous-louer son appartement sans l'accord du bailleur.

(Construction. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1180.)

N° 1132 M. Auguste Pinton :

Du droit pour les propriétaires du sol de prétendre à la liberté totale du loyer de son terrain, dans le cas particulier d'une collectivité publique qui a consenti par bail emphytéotique la location d'un terrain, à charge pour le locataire d'y construire un immeuble.

(Justice. — J. O. Débats du 19-10-1960, p. 1291.)

N° 1165 M. François Schleiter :

Au sujet de la définition précise des « pièces principales » en matière de réglementation des prix de loyer des appartements meublés.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 14-12-1960, p. 2360.)

N° 1273 M. Hector Peschaud :

Conditions précises d'application de l'art. 3 du décret n° 58-1348 du 27 décembre 1958 relatif à la détermination du loyer et de la valeur locative dans les communes comprises dans les zones de salaires.

(Construction. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2031, 2032.)

Voir également : Habitations à loyer modéré (n° 513).

LUNETTES. — Voir : Sécurité sociale (n° 1092).**LUTTE CONTRE L'ALCOOLISME****N° 868 M. Emile Dubois :**

De la possibilité de comprendre le vin parmi les boissons alcooliques dont la publicité par tous moyens est interdite auprès des mineurs de vingt ans.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1218.)

LYCEES. — Voir : Enseignement (n° 630, 1182, 1252).**M****MADAGASCAR****N° 1106 M. Jacques Vassor :**

De la possibilité pour les fonctionnaires français en service à Madagascar d'être soumis, aux points de vue civil, pénal et fiscal, à la seule législation française.

(Secrétaire d'Etat aux relations avec la Communauté. — J. O. Débats du 7-12-1960, p. 2227.)

MAGISTRATS**N° 609 M. Pierre Garet :**

Du nombre, et des diverses répartitions, des magistrats dépendant effectivement de l'autorité du ministre de la justice à la date du 1^{er} janvier 1960.

(Justice. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 103.)

N° 727 M. Pierre Garet :

De l'opportunité de promulguer rapidement un décret permettant, pour les avancements de grade et d'échelon, la computation de la durée des services des juges contractuels en Algérie et en Afrique occidentale française.

(Justice. — J. O. Débats du 4-5-1960, p. 139.)

MAGISTRATS (suite).

N° 749 M. André Monteil :

Au sujet de la situation particulièrement défavorisée dans laquelle se trouvent un certain nombre de juges de paix à la suite de la réforme judiciaire.

(Justice. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 222.)

N° 750 M. André Monteil :

Au sujet des conditions de la promotion des juges de paix du second grade, prévue par l'article 50 de l'ordonnance n° 58-1277.

(Justice. — J. O. Débats du 13-5-1960, p. 203.)

N° 1137 M. André Maroselli :

Raisons pour lesquelles les magistrats français servant outre-mer ne perçoivent pas depuis mars 1959 le traitement des magistrats métropolitains.

(Justice. — J. O. Débats du 7-10-1960, p. 1228.)

N° 1144 M. André Maroselli :

Au sujet de la publication du règlement d'administration publique prévu à l'article 30, 1°, de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958, qui permettrait le recrutement de magistrats parmi certaines catégories de fonctionnaires.

(Justice. — J. O. Débats du 7-10-1960, p. 1228.)

MAIN-D'ŒUVRE ETRANGERE

N° 931 Mme Suzanne Crémieux :

Mesures à prendre en vue de faciliter le recrutement de la main-d'œuvre étrangère, en particulier dans la région du Haut-Gard.

(Travail. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1194.)

MAINTIEN DANS LES LIEUX. — Voir : Loyers (n° 806).**MAIRES. — Voir :**

- Cinéma (n° 889).
- Collectivités locales (n° 569, 628, 856, 1077, 1097).
- Grossistes (n° 796).
- Hôpitaux et hospices (n° 619).
- Pollution des eaux (n° 703).
- Réquisition de paiement (n° 841).

MAISON DES ANCIENS COMBATTANTS. — Voir : Habitations à loyer modéré (n° 1172).**MAISONS D'ENFANTS. — Voir : Impôts (n° 748).****MALADIES PROFESSIONNELLES**

N° 673 M. Bernard Lafay :

De l'opportunité qu'il y aurait à revenir sur le refus opposé à l'inscription aux tableaux des maladies professionnelles indemnisables, des allergies caractérisées dues à la chenille processionnaire du pin et autres lépidoptères.

(Travail. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 105.)

Voir également : Collectivités locales (n° 818).

MANDAT. — Voir : Postes et télécommunications (n° 1266).**MANIFESTATIONS ANTISEMITES**

N° 576 M. Raymond Guyot :

Au sujet de quelques manifestations antisémites et racistes qui ont eu lieu récemment, des mesures que le Gouvernement compte prendre pour y mettre fin, et des sanctions à appliquer à l'encontre de certains membres de la police qui se sont livrés à des brutalités.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 100.)

MANUELS SCOLAIRES. — Voir : Enseignement (n° 565).**MARCHES**

N° 1195 M. André Maroselli :

De la possibilité, pour un entrepreneur de travaux publics qui, en règlement judiciaire, a obtenu le concordat à 100 p. 100 du montant des créances, d'être autorisé à soumissionner à l'occasion des marchés passés au nom des départements ou des communes.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 10-11-1960, p. 1525.)

Voir également : Impôts (n° 1211).

MARGE DE PORTAGE

N° 1295 M. Michel de Pontbriand :

Du droit, pour les vendeurs de denrées alimentaires de percevoir une rémunération additive, dite « marge de portage » pour les livraisons spéciales faites au domicile particulier des consommateurs.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-12-1960, p. 2227.)

MARINE MARCHANDE. — Voir : Retraités (n° 957).**MAROC**

N° 741 M. André Armengaud :

Date à laquelle sera publié le règlement d'administration publique fixant les modalités d'application de la loi n° 59-964 du 31 juillet 1959 relative aux dommages physiques subis au Maroc par des personnes de nationalité française.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 90.)

N° 769 M. André Armengaud :

Au sujet de l'imperfection des solutions apportées par la loi n° 59-964 du 31 juillet 1959, relative à la réparation des préjudices subis au Maroc par des ressortissants français, et des mesures susceptibles d'être prises pour y porter remède.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 220.)

N° 776 M. Louis Gros :

Au sujet de la situation grave dans laquelle se trouvent les entreprises françaises de transport travaillant au Maroc et auxquelles l'agrément a été retiré.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 281.)

N° 797 M. André Armengaud :

Au sujet de la situation des Français victimes des troubles publics au Maroc, et des dispositions que compte prendre le Gouvernement en ce domaine.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 220.)

N° 820 M. Guy Petit :

Raisons pour lesquelles la mission française au Maroc s'oppose actuellement aux transferts « en capital » demandés par des citoyens français obligés, par suite des circonstances, de quitter le Maroc.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 286.)

N° 833 M. Louis Gros :

Au sujet des mesures nécessaires à prendre en vue de la réalisation pratique des droits légitimes des rentiers viagers du Maroc.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-6-1960, p. 420.)

MAROC (suite).

N° 835 M. Louis Gros :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer le paiement des pensions des retraités habitant le Maroc.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 770.)

N° 836 M. Louis Gros :

De l'opportunité qu'il y aurait d'adopter pour les fonctionnaires français retraités du Maroc la réglementation du code français des pensions.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-6-1960, p. 478.)

N° 899 M. Louis Gros :

Forme sous laquelle doit être faite la déclaration des revenus encaissés au Maroc en 1960, et régime de déclaration et d'imposition auquel sont soumis les arrérages d'une pension de retraite militaire d'ancienneté perçue en France.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-7-1960, p. 800.)

N° 922 M. Louis Gros :

Raisons qui ont motivé, à la suite de la cessation d'activité de la caisse nationale d'épargne du Maroc, la prise et le maintien de la mesure de blocage à 20 p. 100 des avoirs.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1184.)

N° 927 M. Georges Rougeron :

Cas particulier d'un jeune soldat, dont le frère a été tué en Algérie, et qui vient d'être affecté dans une unité stationnée au Maroc.

(Armées. — J. O. Débats du 14-7-1960, p. 913.)

N° 1329 M. Bernard Lafay :

Mesures envisagées par le Gouvernement pour porter remède à la pénible situation des fonctionnaires français retraités du Maroc.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 9-12-1960, p. 2302.)

Voir également :

- Allocation chômage (n° 376).
- Anciens combattants (n° 533).
- Catastrophe d'Agadir (n° 780).
- Fonctionnaires (n° 542, 544, 790).
- Prêts d'honneur (n° 376).
- Sécurité sociale (n° 376, 985).

MARRONS. — Voir :

- Châtaignes (n° 424, 517, 622, 1209).
- Sécurité sociale (n° 1075).

MARTINIQUE. — Voir :

- Fonctionnaires (n° 551).
- Infirmiers (n° 924).
- Préférence de pavillon (n° 547, 909).
- Sécurité sociale (n° 864).

MATIERES GRASSES. — Voir : Armée (n° 1128).**MEDAILLE D'ARGENT DES INSTITUTEURS.** — Voir : Enseignement (n° 886).**MEDECINS.** — Voir :

- Comités médicaux (n° 846).
- Fonctionnaires (n° 683).
- Honoraires médicaux (n° 867).
- Hôpitaux et hospices (n° 1335, 1557).

MEDECINS DU TRAVAIL

N° 562 M. Auguste Pinton :

Raisons pour lesquelles de nouvelles dispositions réglementaires, remplaçant de précédents arrêtés ministériels déclarés illégaux, n'ont pas encore été prises en vue d'assurer aux médecins du travail une garantie de salaire minimum.

(Travail. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 66.)

N° 563 M. Auguste Pinton :

Au sujet des difficultés rencontrées par les médecins du travail pour l'établissement du contrat prévu à l'art. 49 du code de déontologie médicale.

(Travail. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 66, 67.)

MESURES DE SECURITE

N° 684 M. Jean Lecanuet :

Au sujet de certaines mesures de sécurité, et en particulier d'internement, prises à l'occasion du voyage en France du président du gouvernement de l'U. R. S. S.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 102.)

N° 709 M. Etienne Dailly :

Au sujet des mesures de sécurité prises à l'égard de certaines personnes à l'occasion du voyage en France de M. le président du conseil de l'U. R. S. S. et du préjudice grave qui en est résulté pour beaucoup d'entre elles.

(Intérieur. — J. O. Débats du 13-5-1960, p. 203.)

N° 941 M. Etienne Dailly :

Au sujet des modalités selon lesquelles un certain nombre de travailleurs obtiendront réparation du préjudice qui leur a été causé du fait des mesures d'éloignement dont ils ont fait l'objet à l'occasion du voyage en France du chef du gouvernement de l'U. R. S. S.

(Travail. — J. O. Débats du 20-7-1960, p. 1005.)

MEUNERIE. — Voir : Blés (n° 532).**MINEURS DE RONCHAMP**

N° 992 M. André Maroselli :

Mesures à prendre en vue d'étendre le régime de retraite complémentaire : 1° aux anciens mineurs de Ronchamp ; 2° à tous les mineurs retraités ressortissant de la caisse autonome nationale.

(Travail. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1194.)

MINISTERE DE L'INTERIEUR. — Voir : Réforme administrative (n° 1050).**MONUMENTS HISTORIQUES**

N° 1101 M. Jacques de Maupeou :

Au sujet de l'augmentation, pour l'année 1961, des crédits nécessaires à la restauration des monuments historiques.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2032.)

Voir également : Impôts (n° 837).

MORALITE PUBLIQUE. — Voir : Collectivités locales (n° 856).

MUR DU SON

N° 383 M. Etienne Dailly :

Au sujet des dégâts occasionnés par les fréquents franchissements du mur du son effectués au-dessus du département de Seine-et-Marne par des avions à réaction.

(Armées. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 11.)

N° 484 M. Etienne Dailly :

Au sujet des textes réglementant les vols supersoniques et la procédure d'indemnisation des dommages qu'ils ont causés.

(Armées. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 12.)

MUSEE

N° 728 M. Jacques Duclos :

Au sujet du projet de constitution à Vichy d'un musée « Maréchal-Pétain ».

(Intérieur. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 222.)

MUSEE D'ART MODERNE

N° 694 M. Bernard Lafay :

Au sujet du mauvais état des bâtiments du musée d'art moderne et des mesures urgentes à prendre pour remédier à cet état de choses.

(Affaires culturelles. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 87-88.)

MUTATIONS DE PARCELLES. — Voir : Cadastre (n° 875).**MUTILES DE GUERRE**

N° 871 M. Jacques Duclos :

De la possibilité d'allouer aux mutilés de guerre une allocation destinée à compenser les frais d'assurance à leur charge pour les véhicules à moteur qu'ils utilisent en raison de leurs infirmités.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-7-1960, p. 800.)

N° 873 M. Jacques Duclos :

Au sujet de la suppression envisagée de la carte à double barre rouge établie en faveur des mutilés et pensionnés de guerre.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 937.)

N**NAVIGATION FLUVIALE**

N° 1129 M. Etienne Dailly :

De l'opportunité d'astreindre à une immatriculation obligatoire et apparente toutes les embarcations à propulsion mécanique.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 28-10-1960, p. 1411.)

NOTAIRES

N° 1112 M. Yves Estève :

Opportunité de la réalisation rapide de la redistribution géographique des offices de notaire et, d'autre part, de l'exercice d'une étude en association.

(Justice. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1217.)

NOTAIRES (suite).

N° 1311 M. Jacques Henriet :

De la possibilité d'étendre la compétence des notaires résidant à l'extrémité de leur arrondissement aux cantons voisins pour tous les actes de leur ministère.

(Justice. — J. O. Débats du 16-12-1960, p. 2409-2410.)

O**OBESITE.** — Voir : Enseignement (n° 1066).**OFFICES PUBLICS D'H. L. M.** — Voir :

— Habitations à loyer modéré (n° 566, 1052).

— Impôts (n° 896).

OFFICIERS DE RESERVE. — Voir : Armée (n° 777, 914, 1143).**OLEODUC DE BOUGIE.** — Voir : Hassi-Messaoud (n° 508).**ORADOUR-SUR-GLANE.** — Voir : Dommages de guerre (n° 690).**ORCHESTRE.** — Voir : Sécurité sociale (n° 817).**ORDONNANCES MEDICALES.** — Voir : Sécurité sociale (n° 1151).**ORDURES MENAGERES.** — Voir : Impôts (n° 950).**ORGANISATION MILITAIRE.** — Voir : Algérie (n° 573).**ORGANISATION DES NATIONS UNIES**

N° 717 M. Bernard Lafay :

De l'opportunité qu'il y aurait pour la France de proposer à l'O. N. U. l'étude de la création d'un organisme international de secours immédiats en vue de remédier aux graves conséquences résultant de certaines catastrophes comme celle d'Agadir.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 88.)

N° 1099 M. Bernard Lafay :

Au sujet de la composition des unités des forces de l'O. N. U. envoyées au Congo.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1209.)

ORGE. — Voir : Aliments du bétail (n° 1265).**OUVRIERS-CUISINIERS DES C. R. S.** — Voir : Compagnies républicaines de sécurité (n° 908).**OUVRIERS D'ETAT**

N° 770 M. Victor Golvan :

De la possibilité d'étendre à tous les ouvriers d'état, quel que soit le moment ou le lieu de leur congé de longue maladie, les dispositions du décret n° 57-965 du 26 août 1957 relatif à leurs droits à pension.

(Armées. — J. O. Débats du 11-5-1960, p. 185-186.)

OUVRIERS DES PARCS ET ATELIERS

N° 1235 M. Lucien Bernier :

Au sujet de l'effectif et de la situation des ouvriers des parcs et ateliers dans le département de la Guadeloupe.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2033-2034.)

P

PALAIS DE CHAILLOT

N° 579 M. Edouard Bonnefous :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour tenir les promesses faites à plusieurs reprises concernant l'évacuation et la destruction des bâtiments provisoires du Palais de Chaillot.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 56.)

PARI MUTUEL

N° 1226 M. Michel de Pontbriand :

Du montant total des jeux engagés au cours de l'année 1959 au pari mutuel, et de la répartition des prélèvements effectués.

(Agriculture. — J. O. Débats du 19-11-1960, p. 1710.)

PARTS DE MARAIS

N° 559 M. Emile Durieux :

Du problème et des difficultés que pose dans certaines communes du département du Pas-de-Calais la survivance du régime foncier dit des « parts de marais ».

(Justice. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 18.)

PARTS SOCIALES DE FONDATEUR. — Voir : *Coopérative de production agricole* (n° 932).

PARTS DE SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRES. — Voir : *Sociétés immobilières de construction* (n° 730).

PATENTES. — Voir : *Impôts* (n° 449, 887).

PAVILLONS. — Voir : *Locaux d'habitation* (n° 1181).

PAVOISEMENT

N° 762 M. Etienne Dailly :

Au sujet d'un viol de domicile dont s'est rendu coupable un membre de la police, en vue de s'emparer d'un drapeau déployé au balcon, et des textes qui, en la circonstance, régissent le pavoisement à des couleurs ou à des emblèmes étrangers.

(Intérieur. — J. O. Débats du 19-5-1960, p. 249, 250.)

PECHE FLUVIALE

N° 732 M. Paul Levêque :

Des pouvoirs respectifs des diverses autorités (préfets, commissions de pêche fluviale, ministre) en ce qui concerne l'utilisation par les pêcheurs de certains engins autres que les lignes (filets, nasses).

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-5-1960, p. 138.)

N° 937 M. Paul Levêque :

De l'opportunité qu'il y aurait à compléter le décret du 16 septembre 1958 relatif à la pêche fluviale en vue d'imposer également une limitation au nombre d'engins utilisés.

(Agriculture. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 711.)

N° 1048 M. Guy de La Vasselais :

Au sujet du projet d'utilisation des filets et engins dans les rivières du département d'Eure-et-Loir.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1176, 1177.)

PECHE FLUVIALE (suite).

N° 1130 M. Etienne Dailly :

Des contestations qui résultent du fait qu'il n'existe à l'heure actuelle aucune définition juridique rigoureuse du régime des « eaux closes ».

(Agriculture. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1210.)

PELERINAGE MILITAIRE A LOURDES. — Voir : *Armée* (n° 956).

PENSIONS MILITAIRES D'INVALIDITE

N° 783 M. Georges Rougeron :

Au sujet de l'instruction médicale d'une pension militaire d'invalidité, et des conditions dans lesquelles doit avoir lieu l'expertise du postulant devant la commission médicale départementale.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 283.)

PENSIONS DE RETRAITE. — Voir :

— *Fonctionnaires* (n° 438, 552).

— *Impôts* (n° 804).

— *Maroc* (n° 835).

PENSIONS DE REVERSION. — Voir :

— *Armée* (n° 808).

— *Fonctionnaires* (n° 753).

— *Sécurité sociale* (n° 721).

PERIMETRE D'AGGLOMERATION. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1194).

PERIMETRE DE REMEMBREMENT. — Voir : *Remembrement* (n° 724, 726).

PERMIS DE CONDUIRE

N° 506 M. Pierre Métayer :

De la possibilité pour un candidat au permis de conduire de se présenter avec des lentilles cornéennes.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 3-12-1960, p. 21.)

PERMIS DE CONSTRUIRE. — Voir :

— *Collectivités locales* (n° 1194).

— *Construction* (n° 468).

PERMISSIONS DES MILITAIRES. — Voir : *Armée* (n° 605, 653, 699, 1018, 1089, 1113, 1153, 1178).

PERSONNEL AUXILIAIRE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 802, 810, 1026, 1058).

PERSONNEL COMMUNAL. — Voir :

— *Algérie* (n° 540).

— *Collectivités locales* (n° 497, 569, 634, 706, 707, 862, 913, 976, 1047, 1068, 1077, 1133).

PERSONNEL DE LA POLICE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 677, 753, 1016, 1125, 1206).

PERSONNEL DES SERVICES MEDICAUX. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 718).

PERSONNEL SOCIAL. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 903).

PETITION LAIQUE. — Voir : *Enseignement* (n° 704, 891).

PETROLE. — Voir :

- Forages pétroliers (n° 959, 960, 961, 962, 963, 965, 967).
- Impôts (n° 964).

PHARES. — Voir : Circulation routière (n° 555).**PHARMACIE****N° 688 M. Bernard Lafay :**

Au sujet de la réorganisation du contrôle des spécialités pharmaceutiques prévue par l'ordonnance du 4 février 1959, et des mesures qu'il conviendrait de prendre pour mettre à la disposition du service compétent tous les moyens nécessaires en personnel et matériel.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 29-4-1960, p. 115-116.)

N° 1177 M. André Armengaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier aux causes des retards apportés pour la délivrance des visas nécessaires aux produits pharmaceutiques.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 7-12-1960, p. 2228.)

Voir également :

- Impôts (n° 760).
- Indexations (n° 819).

PIECES PRINCIPALES. — Voir : Loyers (n° 1165).**PISTES DE SKI. — Voir : Tourisme (n° 1040).****PLUS-VALUES****N° 597 M. Etienne Dailly :**

De la possibilité d'affecter le emploi anticipé de plus-values réalisées au cours d'exploitation aux versements de libération d'une souscription d'actions à une société immobilière conventionnée.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 96.)

Voir également : Impôts (n° 655, 760, 878, 942, 1114, 1214, 1281).

PNEUMATIQUES**N° 618 M. Robert Soudant :**

Des raisons pour lesquelles une troisième hausse des pneumatiques est autorisée depuis deux ans.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 285.)

POLLUTION DES EAUX**N° 703 M. Etienne Dailly :**

De l'intérêt qu'il y aurait à tenir les maires des communes et les présidents des sociétés de pêche informés des infractions à la législation en vigueur sur la pollution des eaux.

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 90.)

N° 733 M. Paul Levêque :

Au sujet des mesures envisagées pour préserver les populations urbaines et rurales des dangers que constitue la pollution des eaux d'alimentation.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 223.)

POLYNESIE FRANÇAISE. — Voir :

- Coprah (n° 1033).
- Retraités (n° 957).

POMMES DE TERRE**N° 1197 M. Marcel Lambert :**

Des possibilités offertes par les règlements en vigueur en vue de favoriser au maximum les exportations de pommes de terre.

(Agriculture. — J. O. Débats du 25-11-1960, p. 1946.)

PONTS ET CHAUSSEES. — Voir :

- Enseignement (n° 1041).
- Fonctionnaires (n° 654).
- Impôts (n° 583).

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**N° 571 M. Etienne Dailly :**

De l'impossibilité, pendant les heures de fermeture des bureaux de poste, d'appeler d'un lieu public les abonnés des centraux téléphoniques situés dans la région parisienne et rattachés à l'automatique.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 3-12-1960, p. 19.)

N° 575 M. Etienne Dailly :

Raisons pour lesquelles l'administration des postes et télécommunications n'a pas adopté, pour l'appel des communications téléphoniques interurbaines, la même numérotation des départements que celle adoptée par d'autres grands services.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 3-12-1960, p. 19.)

N° 621 M. Bernard Lafay :

De la possibilité d'étendre aux aveugles civils l'exonération de taxes consentie par l'administration des postes et télécommunications aux aveugles de guerre.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 65.)

N° 1266 M. Jacques Ménard :

Du droit pour l'administration des postes et télécommunications de refuser le paiement d'un mandat dans un cas particulier où le mandataire du titulaire du mandat est cependant pourvu d'une procuration authentique.

(Postes et télécommunications. — J. O. Débats du 19-11-1960, p. 1711.)

Voir également : Fonctionnaires (n° 534, 552, 768, 1187).

POUDRE DE LAIT. — Voir : Lait (n° 603, 676).**PREFERENCE DE PAVILLON****N° 547 M. Lucien Bernier :**

De la préférence de pavillon réservée aux navires français pour le transport de certaines marchandises originaires des départements d'outre-mer, et à destination de la métropole.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 21.)

N° 909 M. Lucien Bernier :

De la possibilité pour les navires étrangers affrétés par l'armement français pour le transport de bananes entre la Guadeloupe, la Martinique et la France, de bénéficier de la préférence de pavillon.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1196.)

PREFETS. — Voir :

- Chasse (n° 1169, 1215).
- Collectivités locales (n° 1276).
- Fonctionnaires (n° 525, 667).

PRELEVEMENT HORS QUANTUM. — Voir : Blé (n° 1141).**PRELEVEMENT DU TRESOR SUR IMPOSITIONS COMMUNALES. — Voir : Impôts (n° 772, 892).****PRESSE****N° 1122 M. Jacques Duclos :**

Au sujet du projet de loi en préparation tendant à modifier dans un certain sens la loi sur la presse.

(Justice. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1193.)

PRESTATIONS FAMILIALES. — Voir : Allocations familiales (n° 1120, 1142).**PRESTATIONS EN NATURE. — Voir : Assurance maladie (n° 1103).****PRESTATIONS SOCIALES AGRICOLES****N° 734 M. Martial Brousse :**

De la possibilité d'alléger les cotisations prévues par le budget annexe des prestations sociales agricoles.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 285.)

PRETS A LA CONSTRUCTION. — Voir :

- Construction (n° 1014).
- Habitations à loyer modéré (n° 930).
- Sociétés civiles immobilières (n° 1102).

PRETS D'HONNEUR**N° 376 M. André Armengaud :**

Du montant des prêts d'honneur accordés aux Français qui ont quitté le Maroc et la Tunisie, et nombre de bénéficiaires.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 7 et 8.)

PRETS DE REINSTALLATION**N° 920 M. André Armengaud :**

De la possibilité de majorer les prêts de réinstallation consentis aux Français rapatriés de nos anciens territoires d'outre-mer pour compenser en partie les sommes qu'ils versent au titre de la T. V. A.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1184.)

PRIME DE « SUJETION ». — Voir : Fonctionnaires (n° 1109).**PRIMES SPECIALES D'EQUIPEMENT****N° 1002 M. Paul Ribeyre :**

De la possibilité de soustraire les primes spéciales d'équipement à l'impôt sur les sociétés auquel elles sont soumises.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 4-11-1960, p. 1445.)

PRIMES SPECIALES D'EQUIPEMENT (suite).**N° 1041 M. Paul Ribeyre :**

Montant total des primes spéciales d'équipement accordées aux entreprises, et des investissements industriels encouragés sur fonds publics, dans les départements métropolitains qui, de 1954 à 1960, ont continué à se dépeupler.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-10-1960, p. 1228.)

PRISONS**N° 719 M. François Schleiter :**

Au sujet de la suppression de certaines prisons et des économies réelles et effectives qu'entraînera cette mesure.

(Justice. — J. O. Débats du 29-4-1960, p. 115.)

PRIX. — Voir : Indexations (n° 524, 618, 819).**PROCES-VERBAUX DE DELIBERATIONS. — Voir : Collectivités locales (n° 1251).****PRODUCTION ANIMALE****N° 870 M. Michel de Pontbriand :**

Raisons pour lesquelles ne figurent pas dans la statistique agricole annuelle de l'année 1955 les renseignements concernant la valeur par département de la production animale et des produits de basse-cour.

(Agriculture. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 710, 711.)

PRODUITS DE BASSE-COUR. — Voir : Production animale (n° 870).**PRODUITS CHIMIQUES. — Voir : Gibier (n° 1062).****PRODUITS PHARMACEUTIQUES. — Voir : Pharmacie (n° 688, 1177).****PRODUITS DU SOL****N° 982 M. André Cornu :**

Dispositions à prendre pour que le négoce privé des produits du sol ne soit pas écrasé par la concurrence des coopératives agricoles.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1176.)

PROFESSEURS CHARGES DE COURS. — Voir : Hôpitaux et hospices (n° 1208).**PROFESSEURS TECHNIQUES. — Voir :**

- Enseignement technique (n° 678).
- Fonctionnaires (n° 890).

PROPRIETAIRES**N° 752 M. Robert Chevalier :**

Au sujet de la situation des propriétaires d'immeubles réquisitionnés en application de la loi du 11 juillet 1938 et dont, pour la plupart, les indemnités auxquelles ils peuvent prétendre au titre de cette réquisition, ne sont pas adaptées à la valeur locative actuelle.

(Armée. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 283.)

PROPRIETE COMMERCIALE**N° 1056 M. Charles Fruh :**

De l'existence d'une convention entre la France et le Liban permettant d'assimiler aux Français les nationaux de ce pays en matière de propriété commerciale.

(Justice. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1193.)

PROPRIETE LITTERAIRE**N° 898** M. Jacques Gadoin :

Conditions dans lesquelles la société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique est fondée, en vertu de la loi du 11 mars 1957, à réclamer aux exploitants auxquels elle concède un contrat de représentation un forfait minimum fixé d'avance.

(Ministre chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1174, 1175.)

PROPRIETES RURALES**N° 503** M. Georges Rougeron :

Du nombre et de la superficie des propriétés rurales acquises depuis 1955 dans le département de l'Allier à l'aide de capitaux en provenance d'Algérie.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 9.)

PROTHESE DENTAIRE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1300).**PUBLICITE FONCIERE****N° 895** M. Robert Liot :

Des pièces d'identité nécessaires pour les formalités de publicité foncière.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 938.)

N° 1083 M. Léon Jozeau-Marigné :

Du droit pour un conservateur des hypothèques de rejeter la publication d'un acte portant vente d'une partie divisée d'un immeuble, motif pris du défaut de publication préalable ou simultanée d'un acte descriptif de division.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1215.)

N° 1245 M. Etienne Dailly :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin aux graves inconvénients que présente, pour les copropriétaires d'immeubles collectifs pré-financés, le fait de ne pas être mis en possession de titres de propriété par suite de l'inexistence des états descriptifs de division.

(Construction. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2031.)

Voir également : *Cadastré* (n° 735, 814).

R**RACHAT DE COTISATIONS.** — Voir : *Sécurité sociale* (n° 578).**RADIODIFFUSION - TELEVISION FRANÇAISE****N° 498** M. Emile Dubois :

Au sujet de l'émission, par la R. T. F., d'un film évoquant la guerre franco-allemande, le soir même de la visite officielle du chancelier Adenauer.

(Information. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 17.)

N° 504 M. Georges Rougeron :

De la réponse adressée par un collaborateur de la R. T. F. à un auditeur, et publiée par la presse.

(Information. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 17.)

N° 529 M. Jacques Duclos :

Au sujet d'une émission consacrée à la présentation d'un livre sur la guerre 1914-1918, et dont l'auteur avait été en 1946 condamné pour « intelligence avec l'ennemi ».

(Information. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 64-65.)

RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE (suite).**N° 595** M. Fernand Verdeille :

De la possibilité, pour les usagers de la R. T. F. du département du Tarn, de capter les émissions du relais du pic de Nore.

(Information. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 65.)

N° 656 M. Fernand Verdeille :

Des mesures à prendre en faveur de personnes de bonne foi, appartenant à certaines catégories sociales exonérées légalement du paiement de la taxe de radiodiffusion, et qui ayant reçu en don un appareil qu'elles n'ont pas déclaré, sont cependant menacées de poursuites et de confiscation de l'appareil.

(Information. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 100.)

N° 723 M. Emile Dubois :

Au sujet d'une émission radiophonique relative aux conditions de logement de certaines familles dans un immeuble vétuste de Montreuil-sur-Seine.

(Construction. — J. O. Débats du 19-5-1960, p. 249.)

N° 745 M. Jean Bertaud :

De la possibilité d'exonérer du paiement de la redevance radiophonique les possesseurs de postes de télévision qui sont gênés par la présence de blocs d'immeubles formant écran entre les appareils émetteurs et les appareils récepteurs.

(Information. — J. O. Débats du 19-5-1960, p. 249.)

N° 829 M. Adolphe Dutoit :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en vue de permettre aux aveugles, infirmes et grands infirmes d'être exonérés de la redevance radiophonique sur les postes non mobiles.

(Information. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 236.)

N° 1039 M. Paul Ribeyre :

Mesures à prendre en vue d'accélérer les travaux d'infrastructure permettant l'implantation de postes réémetteurs de télévision.

(Information. — J. O. Débats du 16-11-1960, p. 1575.)

RAMASSAGE SCOLAIRE. — Voir : *Enseignement* (n° 1065).**RECEVEURS - CONSERVATEURS.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 596).**REDEVANCE DES MINES.** — Voir : *Impôts* (n° 964).**REDEVANCE POUR OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.** — Voir : *Impôts* (n° 572).**REDEVANCE RADIOPHONIQUE.** — Voir : *Radiodiffusion - télévision française* (n° 656, 745, 829).**REFORME ADMINISTRATIVE****N° 1050** M. Jacques Duclos :

Mesures prises pour la mise en place de l'organisation nouvelle du ministère de l'intérieur, telle qu'elle est intervenue par le décret du 24 février 1960.

(Intérieur. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1217.)

REFORME FISCALE. — Voir : *Impôts* (n° 943).**REFORME JUDICIAIRE.** — Voir :

— *Greffiers* (n° 474).

— *Magistrats* (n° 749).

REFORME DE LA SECURITE SOCIALE. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 759).

REFUGIES HONGROIS

N° 911 M. Georges Cogniot :

Conditions dans lesquelles deux personnes se prétendant réfugiés hongrois ont pu être autorisées par l'inspecteur d'académie de Saône-et-Loire à vendre du matériel de bureau dans des établissements scolaires.
(Education nationale. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1181.)

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS

N° 537 M. Fernand Auberger :

De la possibilité d'accorder une carte de priorité sur les réseaux de la R. A. T. P. à un enfant infirme, titulaire de la carte d'invalidé à titre définitif, ainsi qu'à sa mère qui l'accompagne.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 65.)

N° 1116 M. André Fosset :

De l'opportunité d'une intervention très pressante de l'autorité de tutelle auprès de la Régie autonome des transports parisiens pour que celle-ci ne s'oppose plus aux demandes les plus justifiées de création de lignes.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 4-11-1960, p. 1446.)

REGIE MUNICIPALE D'ELECTRICITE

N° 951 M. Joseph Raybaud :

Textes en vertu desquels une régie municipale d'électricité peut fonctionner légalement sans compter depuis huit ans dans son sein de représentant désigné par le préfet.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-7-1960, p. 1160.)

REGIES FINANCIERES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 438, 564).

REGLEMENT JUDICIAIRE. — Voir : *Impôts* (n° 968, 969).

REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS. — Voir : *Collectivités locales* (n° 778, 815).

REMEMBREMENT

N° 592 M. Maurice Lalloy :

De l'opportunité qu'il y aurait à insérer dans l'article 812 du code rural une disposition affirmant le principe d'une répartition, entre le bailleur d'une propriété foncière et son locataire, des charges résultant des opérations de remembrement.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-5-1960, p. 138.)

N° 724 M. Maurice Lalloy :

Mesures à prendre pour remédier aux inconvénients résultant du fait que les immeubles susceptibles d'être considérés comme terrains à bâtir, sont exclus du périmètre de remembrement agricole.

(Agriculture. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1209.)

N° 726 M. Maurice Lalloy :

Dispositions qu'il y aurait lieu de prendre pour que, lors des opérations de réorganisation foncière et de remembrement, les indications les plus précises soient données sur les propriétaires réels des immeubles compris dans le périmètre à remembrer.

(Agriculture. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 281-282.)

REMEMBREMENT (suite).

N° 782 M. Louis Courroy :

De l'imputabilité des frais de remembrement lorsque les immeubles qui en sont l'objet sont soumis à un droit d'usufruit.

(Agriculture. — J. O. Débats du 29-6-1960, p. 596.)

N° 940 M. Guy de La Vasselais :

De l'étendue des droits d'un géomètre en ce qui concerne la communication de certaines pièces concernant des opérations de remembrement.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1176.)

N° 1035 M. Jean Geoffroy :

De la situation des communes qui ont fait l'objet d'un remembrement rural antérieurement à l'entrée en vigueur du cadastre rénové alors que les résultats du remembrement ont été cependant incorporés audit cadastre. — Et cas particulier d'une hypothèque conventionnelle.

(Justice. — J. O. Débats du 14-10-1960, p. 1259-1260.)

Voir également :

— *Forages pétroliers* (n° 959).

— *Impôts* (n° 643, 822).

REMRQUES. — Voir : *Tracteurs agricoles* (n° 437, 644, 1140).

REMPLOI. — Voir :

— *Impôts* (n° 655, 878).

— *Plus-values* (n° 597).

RENTES SUR L'ETAT

N° 496 Mlle Irma Rapuzzi :

Du droit, pour le trésorier principal de la ville de Marseille, d'exiger la production d'une procuration notariée pour l'aliénation des titres de rentes sur l'Etat appartenant à la ville.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 62.)

RENTES VIAGERES. — Voir :

— *Impôts* (n° 804, 954).

— *Indexations* (n° 1126).

RENTIERS VIAGERS. — Voir :

— *Maroc* (n° 833).

— *Indexations* (n° 1126).

REPORT DE TAXATION. — Voir : *Impôts* (n° 598).

REPRESENTANTS DE COMMERCE. — Voir : *Voyageurs, représentants, placiers* (n° 548, 696, 824).

REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE

N° 1064 M. Georges Rougeron :

Au sujet de l'apparente protection dont bénéficient en République fédérale allemande nombre d'anciens fonctionnaires du régime hitlérien.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 10-11-1960, p. 1525.)

Voir également : *Viandes* (n° 664).

REQUISITION DE PAIEMENT

N° 841 M. Francis Le Basser :

De la possibilité, pour les maires, d'utiliser le droit de réquisition de paiement lorsque le receveur municipal refuse de payer un mandat communal.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 770.)

RESEAU ROUTIER. — Voir : *Circulation routière* (n° 1179).

RESERVES SPECIALES DE REEVALUATION. — Voir : *Impôts* (n° 849).

RESIDENCE UNIVERSITAIRE. — Voir : *Enseignement* (n° 658).

RESISTANCE. — Voir :

— *Aveugles de la Résistance* (n° 794).

— *Combattants volontaires de la Résistance* (n° 912).

RETENUE A LA SOURCE. — Voir : *Impôts* (n° 1023).

RETRAITE ANTICIPEE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 615).

RETRAITE DU COMBATTANT. — Voir : *Anciens combattants* (n° 533, 642, 681, 872).

RETRAITE COMPLEMENTAIRE. — Voir : *Mineurs de Ronchamp* (n° 992).

RETRAITES

N° 443 M. Léon Grégory :

Au sujet de la situation angoissante des retraités civils et militaires et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir le rapport constant « traitement-pensions ».

(Premier ministre. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 220.)

N° 952 M. Joseph Raybaud :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer aux retraités une revalorisation équitable de leurs pensions, et en particulier pour rétablir le rapport constant « traitement-pensions ».

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-7-1960, p. 1159.)

N° 957 M. Gérald Coppenrath :

Mesures à prendre pour que les retraités de la marine marchande, en Polynésie française, puissent bénéficier de la même indemnité de résidence prévue par le décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952 attribuée aux retraités relevant de la caisse des retraites de la F. O. M. en résidence dans les territoires relevant du ministère de la F. O. M.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1196.)

N° 1037 M. André Armengaud :

Au sujet de l'inquiétude des retraités civils et militaires et des veuves concernant le projet de réforme du code des pensions actuellement soumis à l'examen du Gouvernement.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1214.)

Voir également :

— *Assurance-maladie* (n° 1103).

— *Maroc* (n° 835, 899, 1329).

RETRAITES MILITAIRES PROPORTIONNELS. — Voir : *Armée* (n° 808).

LA REUNION. — Voir :

— *Fonctionnaires* (n° 596).

— *Infirmiers* (n° 924).

— *Sécurité sociale* (n° 864).

REVENUS BLOQUES A L'ETRANGER. — Voir : *Impôts* (n° 1025).

REVENUS DEDUCTIBLES. — Voir : *Impôts* (n° 636, 837, 1189).

REVENUS FONCIERS. — Voir : *Impôts* (n° 481, 679).

RIZ. — Voir : *Impôts* (n° 186).

S

SABLIERE. — Voir :

— *Cession partielle d'entreprise* (n° 415).

— *Impôts* (n° 415).

SAGES-FEMMES

N° 997 M. Sliman Belhabich :

Mesures envisagées en vue de donner un statut au corps des sages-femmes médico-sociales d'Algérie.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 4-11-1960, p. 1444.)

SAHARA

N° 1088 M. Paul Ribeyre :

Au sujet des investissements importants effectués par le Gouvernement pour le développement de l'agriculture au Sahara.

(Premier ministre. — J. O. Débats du 22-11-1960, p. 1778.)

SALAIRE DIFFERE

N° 588 M. Charles Naveau :

Du mode de calcul de la créance de salaire différé prévue par le décret-loi du 29 juillet 1939.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 57.)

SALAIRE MINIMUM GARANTI. — Voir :

— *Indexations* (n° 524).

— *Médecins du travail* (n° 562).

SALAIRES

N° 494 M. André Fosset :

Au sujet des difficultés qui se sont manifestées au cours des réunions de la commission paritaire des transformateurs de papier, à l'occasion des discussions sur l'augmentation des salaires des ouvriers de cette industrie.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 61-62.)

Voir également : *Indexations* (n° 524, 618, 1239).

SALONS DE COIFFURE. — Voir : *Impôts* (n° 974).

SANATORIUMS

N° 1069 M. Georges Rougeron :

Au sujet des difficultés croissantes que rencontrent de nombreux sanatoriums publics du fait de la diminution du nombre des hospitalisations.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1218.)

SAPEURS-POMPIERS

N° 607 M. Amédée Bouquerel :

Des conditions requises pour être promu au grade de chef de bataillon des sapeurs-pompiers.

(Intérieur. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 65.)

N° 675 M. Marcel Lemaire :

Des conditions à remplir par un officier de sapeurs-pompiers pour obtenir l'honorariat.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 102.)

N° 1024 M. Jean Geoffroy :

Au sujet de l'interprétation de l'article 5 de l'arrêté du 1^{er} août 1951 relatif aux indemnités des corps municipaux et départementaux de sapeurs-pompiers.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1191.)

N° 1034 M. Marcel Molle :

Cas particulier d'un chef de corps de sapeurs-pompiers communaux volontaires, âgé de plus de 65 ans, et qui désirerait être maintenu en fonctions.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1191.)

N° 1060 M. Modeste Zussy :

De la possibilité pour un chef de bataillon inspecteur départemental des services d'incendie d'obtenir sa mutation en qualité de chef de bataillon commandant un corps de sapeurs-pompiers professionnels.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1192.)

N° 1305 M. Amédée Bouquerel :

De la subvention accordée en 1958, 1959, 1960, à la ville de Paris, pour le fonctionnement du régiment de sapeurs-pompiers.

(Intérieur. — J. O. Débats du 10-12-1960, p. 2331-2332.)

SECRETAIRES ADMINISTRATIFS. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 987).**SECRETAIRES DE MAIRIE.** — Voir :— *Collectivités locales* (n° 913, 1046).— *Fonctionnaires* (n° 826).**SECURITE SOCIALE**

N° 376 M. André Armengaud :

Nombre de Français, ayant quitté le Maroc et la Tunisie, bénéficiaires des prestations de sécurité sociale et d'assurances sociales.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 7-8.)

N° 510 M. Charles Suran :

De la possibilité, pour des personnes ayant d'abord versé des cotisations à la sécurité sociale à titre de salariés, ensuite au titre d'assurés volontaires, de cumuler les deux retraites.

(Travail. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 20.)

N° 578 M. Léopold Morel :

De l'opportunité de présenter un projet de loi tendant à proroger, à nouveau, le délai pendant lequel pourra encore être possible le rachat des cotisations des travailleurs exclus du régime général.

(Travail. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 67.)

SECURITE SOCIALE (suite).

N° 631 M. Etienne Dailly :

Difficultés que rencontrent parfois les bénéficiaires des soins gratuits lorsqu'ils sont à la fois victimes de guerre et assurés sociaux.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 58.)

N° 646 M. Bernard Lafay :

De l'opportunité d'étudier les possibilités de faire bénéficier les artistes de la sécurité sociale.

(Ministre chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 56.)

N° 687 M. Etienne Dailly :

Au sujet du projet de décret portant organisation d'un « service public » de sécurité sociale, et des incidences que pourrait avoir cette création sur l'autonomie de certaines caisses, et celle de leur gestion.

(Travail. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 105.)

N° 692 M. Bernard Lafay :

Au sujet de la création d'une caisse des arts permettant aux artistes de s'affilier à la sécurité sociale, et des raisons pour lesquelles le ministère du travail s'oppose à cette création.

(Travail. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 105-106.)

N° 693 M. Bernard Lafay :

Raisons pour lesquelles l'administration des finances s'oppose à la création d'une caisse des arts permettant aux artistes de s'affilier à la sécurité sociale.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 98.)

N° 711 M. Robert Chevalier :

Au sujet de l'application éventuelle aux salaires du personnel des établissements horticoles relevant du régime agricole de la sécurité sociale du décret n° 53-701 du 9 août 1953 relatif au versement obligatoire de la contribution de 1 p. 100 sur les salaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 285.)

N° 715 M. Bernard Chochoy :

De l'opportunité qu'il y aurait à envisager un relèvement du plafond des ressources permettant l'attribution : 1° de la carte sociale des économiquement faibles ; 2° de l'allocation spéciale.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 18-5-1960, p. 223.)

N° 721 M. Emile Dubois :

De l'impossibilité de cumuler l'allocation aux mères de famille avec une pension de réversion de la sécurité sociale, ou d'un régime particulier, alors que le plafond de ressources prévu par la loi n'est pas atteint ; — et des dispositions qu'il conviendrait de prendre en vue de remédier à cette anomalie.

(Travail. — J. O. Débats du 29-4-1960, p. 116.)

N° 759 M. Jean Bertaud :

Du projet de réforme de la sécurité sociale et de ses incidences éventuelles sur le régime spécial de retraites et d'assurance des clercs et employés de notaires.

(Travail. — J. O. Débats du 4-5-1960, p. 139.)

N° 785 M. Georges Rougeron :

De la possibilité de faire entrer en compte, pour le calcul des cotisations dues par l'employeur à la sécurité sociale et aux allocations familiales, les sommes versées par un artisan à un apprenti sous contrat.

(Travail. — J. O. Débats du 20-5-1960, p. 260.)

SECURITE SOCIALE (suite).

N° 786 M. Georges Rougeron :

De l'opportunité qu'il y aurait, sur le plan de la lutte contre la maladie et des intérêts de la sécurité sociale, de placer rapidement l'allergologie au nombre des spécialisations médicales reconnues.

(Travail. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 287.)

N° 817 M. Antoine Courrière :

Au sujet de la détermination de l'employeur responsable du versement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales dans le cas où des collectivités locales, à l'occasion de fêtes ou de cérémonies diverses, font appel à un chef d'orchestre et à plusieurs musiciens.

(Travail. — J. O. Débats du 20-5-1960, p. 260.)

N° 823 M. Gaston Pams :

Mesures à prendre pour réorganiser harmonieusement le régime des retraites, après que les travailleurs licenciés avant l'âge légal de la retraite, n'attendent pas cependant d'avoir atteint 65 ans pour percevoir celle de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1194.)

N° 842 M. Bernard Lafay :

Au sujet de la création de la caisse des arts, et de l'intérêt qu'il y aurait, à définir la « qualité d'artiste ».

(Ministère d'Etat, chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 15-6-1960, p. 375.)

N° 851 M. Marcel Boulangé :

Raisons pour lesquelles n'a pas été respecté l'art. 259 du code de sécurité sociale, dans un cas particulier d'une convention conclue entre la sécurité sociale et un syndicat de praticiens, chirurgiens-dentistes, etc.

(Travail. — J. O. Débats du 17-6-1960, p. 420.)

N° 864 M. Lucien Bernier :

De la nécessité de soumettre à l'avis préalable des conseils généraux des départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, et de la Réunion, le décret d'adaptation prévu par l'art. 8 du décret n° 60-453 du 12 mai 1960 relatif au contrôle médical du régime général de sécurité sociale.

(Ministère d'Etat. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 281.)

N° 978 M. Gabriel Montpied :

De la possibilité d'étendre les dispositions de l'article L. 289 du code de sécurité sociale aux assurés sociaux bénéficiaires de pensions militaires.

(Travail. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 940.)

N° 985 M. Louis Gros :

Des options offertes aux veuves et ayants droit de salariés français du Maroc décédés avant l'expiration du délai pendant lequel ils pouvaient solliciter leur accession volontaire au régime de la retraite vieillesse de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 940.)

N° 1043 M. Etienne Dailly :

Au sujet du remboursement par la sécurité sociale des prix de journées à des taux différentiels selon qu'il s'agit d'établissements hospitaliers publics, de cliniques agréées, ou de cliniques conventionnées.

(Travail. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1195.)

SECURITE SOCIALE (suite).

N° 1075 M. Marcel Molle :

De la possibilité pour les travailleurs saisonniers et à domicile employés aux travaux d'épluchage des châtaignes et marrons d'être considérés comme des salariés, et comme tels, assujettis au régime général de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1195-1196.)

N° 1078 M. Jacques Henriot :

Raisons pour lesquelles les membres du cadre auxiliaire dépendant du ministère des affaires étrangères ne peuvent bénéficier, comme leurs collègues du cadre auxiliaire de l'enseignement français à l'étranger, du même régime d'assurance volontaire pour le risque vieillesse.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1175-1176.)

N° 1092 M. Etienne Dailly :

Dénomination et adresse de l'organisme ou de l'établissement public ou privé susceptible de fournir des lunettes aux assurés sociaux aux prix figurant au barème appliqué par les caisses de sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1196.)

N° 1121 M. Abel-Durand :

Au sujet de la situation des Français, salariés ou non, ayant exercé leur activité dans des territoires d'outre-mer qui ont depuis lors accédé à l'indépendance, au regard des avantages divers garantis par la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1219.)

N° 1138 M. Jean Brajeux :

Cas particulier d'une femme de journée, employée par une commune rurale pour le nettoyage des locaux scolaires pendant les vacances, et à qui le remboursement d'un dossier maladie a été refusé motif pris du caractère saisonnier et discontinu de son travail.

(Travail. — J. O. Débats du 14-10-1960, p. 1260.)

N° 1151 M. Jean-Louis Fournier :

Conditions dans lesquelles les ordonnances médicales délivrées par les médecins pharmaciens sont remboursées aux malades par la sécurité sociale régime général, et par la sécurité sociale agricole.

(Travail. — J. O. Débats du 19-10-1960, p. 1291.)

N° 1163 M. Roger Lagrange :

De la possibilité d'ouvrir un nouveau délai d'attribution des indemnités journalières en faveur des assurés atteints d'une maladie non visée à l'article L. 293 du code de la sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1487-1488.)

N° 1196 M. Roger Lagrange :

De la possibilité de revaloriser automatiquement l'indemnité journalière de certains assurés en cas d'élévation du plafond servant d'assiette aux cotisations de sécurité sociale.

(Travail. — J. O. Débats du 9-11-1960, p. 1488.)

N° 1250 Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet du remboursement par les organismes de sécurité sociale des séances préparatoires à l'accouchement psycho-prophylactique.

(Travail. — J. O. Débats du 1^{er}-12-1960, p. 2162-2163.)

SECURITE SOCIALE (suite).

N° 1255 M. Gaston Pams :

Conditions dans lesquelles les caisses de sécurité sociale peuvent fixer les tarifs d'hospitalisation des assurés sociaux dans les établissements privés de cure et de prévention, ainsi que leurs tarifs de responsabilité à l'égard desdits établissements.

(Travail. — J. O. Débats du 24-11-1960, p. 1890-1891.)

N° 1270 M. Jacques Henriot :

De la possibilité, pour les membres des commissions régionales, de faire également partie des commissions nationales prévues par l'art. 9 du décret du 20 août 1946.

(Travail. — J. O. Débats du 14-12-1960, p. 2361.)

N° 1300 M. Marcel Bertrand :

De l'opportunité qu'il y aurait à rechercher des méthodes de contrôle plus efficaces et moins gênantes pour les assurés sociaux qui sollicitent le remboursement de leurs dépenses en matière de prothèse dentaire.

(Travail. — J. O. Débats du 8-12-1960, p. 2254.)

N° 1321 M. Marcel Molle :

Au sujet de la qualité de salarié, ou non, au regard de la sécurité sociale, d'un associé non-gérant d'une société à responsabilité limitée.

(Travail. — J. O. Débats du 7-12-1960, p. 2228.)

N° 1348 M. Guy Petit :

Cas particulier d'un retraité, titulaire de deux pensions militaire et civile, et qui désirerait avoir le choix de la caisse à laquelle il doit être inscrit pour le service des prestations sociales.

(Travail. — J. O. Débats du 15-12-1960, p. 2394.)

Voir également :

— Impôts (n° 935).

— Voyageurs, représentants, placiers (n° 824).

SEINE-ET-MARNE. — Voir : *Mur du son* (n° 383).**SERVICE DETACHE.** — Voir :— *Fonctionnaires* (n° 807, 915).— *Société nationale des chemins de fer français* (n° 110).**SERVICE D'HYGIENE SCOLAIRE.** — Voir :— *Fonctionnaires* (n° 902, 903).— *Sucre* (n° 755).**SERVICE DES INSTRUMENTS DE MESURE.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 827).**SERVICE MILITAIRE.** — Voir : *Armée* (n° 416, 1079, 1123, 1220).**SERVICES AGRICOLES.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 558, 1076).**SERVICES AUXILIAIRES.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 971).**SERVICES EXTERIEURS DU TRAVAIL ET DE LA MAIN-D'ŒUVRE.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1351).**SERVICES D'INCENDIE.** — Voir : *Collectivités locales* (n° 1213, 1246, 1305).**SERVICES MEDICAUX.** — Voir : *Fonctionnaires* (n° 718).**SERVICES VETERINAIRES.** — Voir : *Epizooties* (n° 519).**SIGNALISATION ROUTIERE.** — Voir : *Circulation routière* (n° 570, 787).**SINISTRES MOBILIERS.** — Voir : *Dommages de guerre* (n° 492).**SOCIETE ANONYME.** — Voir :— *Habitations à loyer modéré* (n° 513).— *Société coopérative* (n° 1021).**SOCIETE ANONYME IMMOBILIERE**

N° 980 M. Amédée Bouquerel :

Incidences fiscales qu'entraîne la transformation d'une société anonyme immobilière en société civile immobilière.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 939.)

SOCIETE DES AUTEURS ET COMPOSITEURS DE MUSIQUE. — Voir :— *Droits d'auteur* (n° 955).— *Propriété littéraire* (n° 898).**SOCIETE DES CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE**

N° 811 M. Bernard Lafay :

Des conséquences résultant du transfert en province des usines situées à Saint-Denis et relevant de la Société des chantiers de l'Atlantique.

(Industrie. — J. O. Débats du 24-6-1960, p. 510.)

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

N° 1100 M. Marcel Brégégère :

Dispositions à prendre pour assurer aux agents détachés de la S. N. C. F., ayant au moins dix années de détachement, le bénéfice des avantages accordés à leurs collègues des cadres coloniaux.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1220.)

N° 1314 M. Maurice Charpentier :

De la possibilité d'accélérer l'électrification de la ligne de chemin de fer Paris-Clermont-Nîmes, et particulièrement celle du tronçon Moret-les-Sablons-Montargis.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 15-12-1960, p. 2394.)

S. N. E. C. M. A.

N° 774 M. Roger Marcellin :

Au sujet de l'accord signé entre la Société française nationalisée S. N. E. C. M. A. et la maison américaine Pratt et Withney.

(Armées. — J. O. Débats du 14-7-1960, p. 913.)

SOCIETES CIVILES IMMOBILIERES

N° 1102 M. Bernard Chochoy :

Conditions dans lesquelles certaines sociétés civiles immobilières ont pu obtenir des prêts d'argent à faible intérêt auprès d'organismes collecteurs du 1 p. 100 patronal.

(Construction. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1180.)

Voir également :

— *Impôts* (n° 1107).— *Indexations* (n° 1239).— *Société anonyme immobilière* (n° 980).

SOCIETES DE CONSTRUCTION**N° 612** M. Etienne Dailly :

De l'application possible aux sociétés de construction régies par la loi du 28 juin 1938, de l'article 47 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 portant réforme du contentieux fiscal.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 19-5-1960, p. 249.)

N° 612 M. Etienne Dailly :

De l'application possible aux sociétés de construction régies par la loi du 28 juin 1958, de l'article 47 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959 portant réforme du contentieux fiscal (2° réponse).

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 7-7-1960, p. 772.)

SOCIETES COOPERATIVES**N° 1021** M. Yves Estève :

De la possibilité de constituer entre grossistes en vertu de l'article 1^{er} de la loi du 10 septembre 1947, une société coopérative en la forme de société anonyme à capital variable.

(Secrétariat d'Etat aux finances. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1217.)

SOCIETES DE FAIT. — Voir : *Impôts* (n° 938, 994, 1214).**SOCIETES IMMOBILIERES DE CONSTRUCTION****N° 730** M. Alain Poher :

De la possibilité d'étendre aux héritiers ou aux légataires du souscripteur de parts de sociétés immobilières de construction, le bénéfice du taux réduit prévu en faveur du souscripteur lorsque la cession des parts était effectuée par lui-même.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-6-1960, p. 419.)

SOCIETES D'INTERETS COLLECTIFS AGRICOLES**N° 561** M. Claudius Delorme :

Au sujet de la situation financière actuelle de la Société d'intérêts collectifs agricoles (S. I. C. A.) départementale d'habitat rural du Rhône.

(Agriculture. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 710.)

SOCIETES A RESPONSABILITE LIMITEE. — Voir :

- *Assurances sociales agricoles* (n° 972).
- *Impôts* (n° 942).
- *Sécurité sociale* (n° 1321).

SOCIETES A SUCCURSALES MULTIPLES**N° 1011** M. Roger Menu :

De la compétence des inspecteurs du travail en matière d'infractions à la législation du travail commises par des sociétés à succursales multiples à l'égard de leurs gérants non salariés.

(Travail. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1195.)

SOINS GRATUITS. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 631).**SON.** — Voir : *Aliments du bétail* (n° 734).**SOUS-LOCATIONS.** — Voir : *Loyers* (n° 806).**SOUTIENS DE FAMILLE.** — Voir : *Armée* (n° 645).**SPECIALITES PHARMACEUTIQUES.** — Voir : *Pharmacie* (n° 688, 1177).**SQUATTERS****N° 1180** M. Jean Bertaud :

Dispositions prises pour assurer l'exécution par les autorités compétentes des jugements prescrivant l'expulsion des squatters.

(Intérieur. — J. O. Débats du 26-10-1960, p. 1378.)

STAGE DES FONCTIONNAIRES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 1254).**SUCCESSIONS****N° 638** M. Jacques Delalande :

Des conditions dans lesquelles, en cas de succession, un enfant est fondé à obtenir l'attribution préférentielle d'une exploitation agricole.

(Justice. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 103.)

N° 671 M. Robert Chevalier :

Cas particulier d'une succession dans laquelle la veuve du défunt est à la fois attributaire de la moitié de la communauté, usufruitière de l'autre moitié, et donataire au surplus de l'usufruit de l'universalité de la succession.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 29-4-1960, p. 114-115.)

Voir également : *Impôts* (n° 789, 1183).

SUCRE**N° 755** M. Maurice Lalloy :

Au sujet du nombre de rations de sucre distribuées dans les écoles publiques de la ville de Paris au cours de chacune des années 1956 à 1959, et des résultats du contrôle de qualité effectué par les soins des médecins de l'hygiène scolaire.

(Education nationale. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 284.)

SUPPLEANT DE DEPUTE**N° 1059** M. André Maroselli :

Cas particulier du suppléant désigné d'un député qui reçoit des électeurs de ce dernier dans le canton même où il exerce ses fonctions d'inspecteur principal des contributions directes.

(Intérieur. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1191-1192.)

SURETE NATIONALE. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 677, 725, 1312).**SURSIS D'INCORPORATION.** — Voir : *Armée* (n° 580, 716, 1007, 1010, 1164, 1224, 1257, 1397).**SURVEILLANCE DES ELEVES.** — Voir : *Enseignement* (n° 949).**SURVEILLANTS GENERAUX DE LYCEES.** — Voir : *Armée* (n° 1082).**SYNDICAT DE CHIRURGIENS-DENTISTES.** — Voir : *Sécurité sociale* (n° 851).**SYNDICATS DE COMMUNES****N° 657** M. Jean Bertaud :

Au sujet des frais de déplacement des membres du comité, et des présidents et vice-présidents des syndicats de communes, et des conditions dans lesquelles ils peuvent être réglés.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 101.)

SYNDICATS DE COMMUNES (suite).

N° 731 M. Alain Poher :

Des divers problèmes d'application pratique que posent les modifications apportées par l'ordonnance n° 59-29 du 5 janvier 1959 à la législation relative aux syndicats de communes.

(Intérieur. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 103.)

Voir également :

— Honoraires (n° 637).

— Impôts (n° 1211).

T**TABLEAU**

N° 1071 M. Jacques Duclos :

Conditions dans lesquelles est intervenue la vente aux Etats-Unis d'un tableau de Georges de La Tour.

(Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1175.)

TARIFS D'HOSPITALISATION. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1255).**TAXE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES.** — Voir : *Impôts* (n° 415, 440, 451, 583, 888, 974, 1302).**TAXE DIFFERENTIELLE.** — Voir : *Impôts* (n° 894).**TAXE FORFAITAIRE.** — Voir : *Impôts* (n° 893).**TAXE SUR LES FUSEES PARAGRELE.** — Voir : *Impôts* (n° 522).**TAXE LOCALE.** — Voir : *Impôts* (n° 748, 933, 1084, 1148).**TAXE DE LOCATION.** — Voir : *Impôts* (n° 973).**TAXE SUR LES PRESTATIONS DE SERVICES.** — Voir : *Impôts* (n° 639, 1084).**TAXE PROPORTIONNELLE.** — Voir : *Impôts* (n° 651, 672).**TAXE DE PUBLICITE FONCIERE.** — Voir : *Impôts* (n° 958).**TAXE DE RADIODIFFUSION.** — Voir : *Radiodiffusion-télévision française* (n° 656, 745, 829).**TAXE DE RAMASSAGE DES ORDURES MENAGERES.** — Voir : *Impôts* (n° 950).**TAXE SUR LES TRANSPORTS DE MARCHANDISES.** — Voir : *Impôts* (n° 763).**TAXE A LA VALEUR AJOUTEE.** — Voir : *Impôts* (n° 186, 577, 850, 933, 990, 1051).**TERRAINS DE CAMPING.** — Voir : *Impôts* (n° 950).**TERRITOIRES D'OUTRE-MER.** — Voir :— *Fonctionnaires* (n° 854, 1185).— *Magistrats* (n° 1137).— *Prêts de réinstallation* (n° 920).— *Sécurité sociale* (n° 1121).**TIERS PROVISIONNEL.** — Voir : *Impôts* (n° 825).**TITRES NOMINATIFS.** — Voir : *Impôts* (n° 1158).**TOMATES**

N° 1080 M. René Blondelle :

Au sujet du préjudice causé aux producteurs nationaux de tomates, à la suite d'importations étrangères effectuées postérieurement à une date à laquelle les frontières auraient dû être normalement fermées à ces marchandises.

(Agriculture. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1178.)

TOURISME

N° 1040 M. Paul Ribeyre :

Des encouragements que l'Etat serait susceptible d'accorder au département de l'Ardèche en vue de l'aider à procéder à son aménagement touristique, et en particulier à y implanter des stations et des pistes de ski.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1219-1220.)

N° 1287 M. Fernand Auberger :

Raisons pour lesquelles « The Tourist's Almanach » n'a pas fait figurer le nom de la ville de Vichy dans ses informations concernant les diverses et nombreuses manifestations touristiques qui sont prévues pour l'année 1960.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 22-11-1960, p. 1779.)

N° 1307 M. Paul Ribeyre :

Au sujet de la réalisation du projet de route des gorges de l'Ardèche.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 10-12-1960, p. 2332.)

Voir également : *Fonds spécial d'investissement routier* (n° 1179).**TRACTEURS AGRICOLES**

N° 437 M. Paul Pelleray :

De l'obligation de revêtir les remorques attachées à des tracteurs agricoles d'une plaque portant le nom du propriétaire.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 20-21.)

N° 644 M. Guy de La Vasselais :

Au sujet de l'obligation imposée aux cultivateurs de solliciter l'agrément du service des mines pour le mise en circulation des remorques agricoles d'un certain poids.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 106.)

N° 1140 M. René Tinant :

De l'obligation, pour les conducteurs de tracteurs agricoles, avec ou sans remorque, d'avoir toujours sur eux, à l'occasion des divers transports qu'ils effectuent, tous les papiers exigés par la loi.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 26-10-1960, p. 1378.)

TRACTS

N° 1045 M. Camille Vallin :

Au sujet de l'expédition à des officiers de réserve de la région lyonnaise de certains tracts à caractère politique.

(Armées. — J. O. Débats du 16-11-1960, p. 1574.)

TRAITE FRANCO-EGYPTIEN

N° 999 M. Fernand Auberger :

Au sujet de la réalisation des diverses conditions d'application du traité franco-égyptien du 22 août 1958.

(Affaires étrangères. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1175.)

TRAITEMENTS DES FONCTIONNAIRES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 952).

TRANSFERT DE PROPRIETES. — Voir : *Cadastre* (n° 875).

TRANSFORMATEURS DE PAPIER. — Voir : *Salaires* (n° 494).

TRANSPORTS PAR AMBULANCE. — Voir : *Impôts* (n° 888).

TRANSPORTEURS ROUTIERS

N° 403 M. Maurice Coutrot :

Au sujet de la situation des petits transporteurs routiers et de l'intérêt qu'il y aurait de délivrer aux petites entreprises des autorisations de transport à grande distance sans limitation de nombre.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 106.)

N° 611 M. Georges Portmann :

Conditions dans lesquelles les transporteurs publics routiers, ayant bénéficié du décret n° 58-1427 du 31 décembre 1958 relatif à la coordination et à l'harmonisation des transports ferroviaires et routiers, peuvent céder leur fonds.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 288.)

N° 1193 M. Robert Liot :

Date à laquelle sera publié l'arrêté prévu par la circulaire n° 57 du 2 juillet 1959, qui permettra l'homologation et l'inscription aux registres des transporteurs publics des droits supplémentaires délivrés.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 25-11-1960, p. 1947.)

Voir également : *Maroc* (n° 776).

TRANSPORTS ROUTIERS DE VOYAGEURS

N° 632 M. Auguste Pinton :

De la possibilité d'inscrire au budget de 1961 l'indemnité compensatrice prévue à l'article 18 du décret n° 49-1473 du 14 novembre 1949, en faveur des exploitants des services de transports routiers de voyageurs.

(Travaux publics et transports. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 288.)

Voir également :

— *Impôts* (n° 888).

— *Maroc* (n° 776).

TRAVAIL SAISONNIER. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 1138).

TRAVAILLEURS ETRANGERS

N° 1277 Mme Marie-Hélène Cardot :

Au sujet de la situation des enfants des travailleurs étrangers établis en France.

(Travail. — J. O. Débats du 8-12-1960, p. 2254.)

TRAVAILLEURS INDEPENDANTS. — Voir : *Allocations familiales* (n° 1192).

TRAVAILLEURS LICENCIES. — Voir : *Sécurité sociale* (n° 823).

TRAVAUX PUBLICS. — Voir :

— *Impôts* (n° 850).

— *Marchés* (n° 1195).

TRIBUNAUX DE COMMERCE. — Voir : *Chambres de commerce* (n° 1054).

TRIBUNAUX PARITAIRES

N° 861 M. Camille Vallin :

De la nécessité de créer deux sections au tribunal paritaire de baux ruraux de Villefranche-sur-Saône.

(Justice. — J. O. Débats du 9-6-1960, p. 303.)

TRIBUNAUX DE PENSIONS

N° 830 M. Jean Bardol :

Au sujet de la suppression envisagée du tribunal des pensions de Boulogne-sur-Mer.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 29-6-1960, p. 596.)

TUBERCULOSE BOVINE. — Voir : *Epizooties* (n° 519).

TUNISIE. — Voir :

— *Aide sociale* (n° 1063).

— *Allocation chômage* (n° 376).

— *Anciens combattants* (n° 533).

— *Prêts d'honneur* (n° 376).

— *Sécurité sociale* (n° 376).

U

UNIVERSITE EUROPEENNE. — Voir : *Enseignement* (n° 1044).

URBANISME

N° 743 M. Guy de La Vasselais :

Des infractions aux règles élémentaires d'urbanisme que constituent certaines constructions légères, ou baraquements divers, installés aux abords de quelques agglomérations.

(Construction. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 92.)

V

VALEUR LOCATIVE. — Voir :

— *Loyers* (n° 1273).

— *Propriétaires* (n° 752).

VALEURS MOBILIERES. — Voir : *Impôts* (n° 651).

VALIDATION DE SERVICES. — Voir :

— *Caisse d'allocation vieillesse* (n° 1098).

— *Fonctionnaires* (n° 971).

VEHICULES-LABORATOIRES. — Voir : *Impôts* (n° 1290).

VEHICULES A MOTEUR. — Voir :

- *Assurance obligatoire* (n° 828).
- *Automobiles* (n° 991).
- *Collectivités locales* (n° 1047).
- *Freinage des véhicules de transport* (n° 865).
- *Impôts* (n° 894).
- *Mutilés de guerre* (n° 871).

VERIFICATEURS TECHNIQUES. — Voir : *Fonctionnaires* (n° 736).

VETERINAIRES

N° 568 M. Etienne Rabouin :

Nature et composition des frais mis à la charge du vétérinaire qui a fait l'objet d'une sanction disciplinaire de la part de la chambre régionale de l'ordre des vétérinaires.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 57.)

VEUVES DE GUERRE

N° 879 M. Adolphe Chauvin :

De la possibilité d'accorder aux veuves des fonctionnaires de police décédés victimes du devoir les avantages dont bénéficient les veuves de guerre.

(Anciens combattants. — J. O. Débats du 19-7-1960, p. 937.)

N° 1198 M. Robert Liot :

Conditions dans lesquelles ont été modifiées, dans le cadre de la loi du 28 décembre 1957 portant réforme fiscale, les dispositions relatives au rétablissement de la pension aux veuves de guerre redevenues veuves à la suite du décès de leur second mari.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-11-1960, p. 2033.)

VEUVES DE MILITAIRES. — Voir :

- *Armée* (n° 1110).
- *Fonctionnaires* (n° 753).

VEUVES DE RETRAITES. — Voir : *Armée* (n° 808).

VIANDES

N° 601 M. Philippe d'Argenlieu :

Cas particulier d'une firme étrangère installée en France et qui a pu obtenir d'y importer de la viande vendue ensuite à des prix de dumping.

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 89.)

N° 664 M. Jean Errécart :

Au sujet du refus par la République fédérale allemande d'admettre à l'avenir sur son territoire des viandes provenant de plusieurs abattoirs français.

(Agriculture. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 89.)

N° 1118 M. Jacques Vassor :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour apporter des solutions efficaces aux divers problèmes que pose actuellement le marché de la viande.

(Agriculture. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1209-1210.)

Voir également :

- *Abattage d'animaux* (n° 1190, 1217, 1243).
- *Armée* (n° 1128).

VIET-NAM. — Voir : *Enseignement* (n° 1294).

VIEUX TRAVAILLEURS SALARIES. — Voir : *Fonds national de solidarité* (n° 863, 1324).

VIGNETTES. — Voir : *Impôts* (n° 629, 894, 1249, 1290).

VINS

N° 505 M. Georges Rougeron :

De l'utilisation de certains produits toxiques pour le traitement de certains vins blancs, et des mesures qu'il conviendrait de prendre pour protéger, contre ces pratiques, la santé des consommateurs.

(Santé publique et population. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 19-20.)

N° 515 M. Paul Ribeyre :

Au sujet de la réduction par l'I. N. A. O. du rendement limite à l'hectare des vins d'appellation contrôlée de Saint-Péray.

(Agriculture. — J. O. Débats du 3-2-1960, p. 9.)

N° 813 M. Georges Guille :

Conditions que doivent remplir trois exploitations d'une même famille et d'un même village pour ne pas être considérées comme une seule exploitation en ce qui concerne la détermination des vins quantum et hors quantum.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 23-6-1960, p. 478.)

N° 839 M. Georges Guille :

Du nombre de prélèvements d'échantillons de vin de consommation courante effectués en 1959 par le corps des inspecteurs de la répression des fraudes ; d'infractions relevées, et de poursuites judiciaires.

(Agriculture. — J. O. Débats du 23-6-1960, p. 476-477.)

N° 900 M. Léon David :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en ce qui concerne la libération des vins hors quantum des viticulteurs sinistrés.

(Agriculture. — J. O. Débats du 6-7-1960, p. 711.)

N° 1155 M. Gaston Pams :

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire respecter les prix des vins qu'il a lui-même fixés pour la campagne 1960-1961.

(Agriculture. — J. O. Débats du 26-10-1960, p. 1377.)

Voir également : *Lutte contre l'alcoolisme* (n° 868).

VITICULTEURS

N° 476 M. Marcel Legros :

Raisons pour lesquelles les viticulteurs groupés en coopératives ne bénéficient pas de la même exonération d'alcool vinique que celle accordée aux viticulteurs isolés.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 61.)

N° 518 M. Paul Ribeyre :

Mesures que compte prendre le Gouvernement en vue d'améliorer la situation difficile des vigneronns du Vivarais.

(Agriculture. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 57.)

Voir également : *Impôts* (n° 482).

VOIRIE. — Voir : *Collectivités locales* (n° 1119).

VOLAILLES

N° 574 M. Victor Golvan :

Conditions dans lesquelles sont importées les volailles mortes en provenance des U. S. A.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 63.)

N° 682 M. Victor Golvan :

Raisons pour lesquelles la France est absente du marché extérieur de la volaille, alors que nos élevages avicoles périssent.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 98.)

VOYAGEURS DE COMMERCE. — Voir :

— *Conseils de prud'hommes* (n° 885).

— *Voyageurs, Représentants, Placiers* (n° 548, 696, 824).

VOYAGEURS, REPRESENTANTS, PLACIERS

N° 548 M. Paul Mistral :

Raisons pour lesquelles la réintégration des V. R. P. dans leur caisse de cadres n'a pas été faite.

(Travail. — J. O. Débats du 17-3-1960, p. 66.)

VOYAGEURS, REPRESENTANTS, PLACIERS (suite).

N° 696 M. Marcel Brégère :

Au sujet de l'option offerte aux employeurs des voyageurs et représentants de commerce de verser, soit 5 p. 100 sur la rémunération de leur personnel déduction faite des frais réels, soit 5 p. 100 sur le montant des salaires déduction faite de l'abattement prévu de 30 p. 100 pour frais professionnels.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 27-4-1960, p. 98-99.)

N° 824 M. Jean Lacaze :

De la possibilité d'accorder aux voyageurs, représentants, placiers, à la faveur de la réforme de la sécurité sociale, le moyen d'effectuer un rachat de points afin qu'ils puissent bénéficier d'une retraite décente.

(Travail. — J. O. Débats du 8-6-1960, p. 287.)

Voir également : *Impôts* (n° 939).

Z

ZONES DE SALAIRES

N° 984 M. Etienne Dailly :

De la charge supplémentaire qui résulterait pour l'Etat de la suppression des abattements des zones de salaires.

(Finances et affaires économiques. — J. O. Débats du 5-10-1960, p. 1214.)

N° 1001 M. Maurice Charpentier :

De la possibilité d'accélérer la suppression des zones de salaires.

(Travail. — J. O. Débats du 4-9-1960, p. 1194-1195.)

Voir également : *Loyers* (n° 1273).

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

de MM. les Sénateurs auteurs des questions écrites au cours de l'année 1960.

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
A				
ABEL-DURAND	577	Impôts	17- 3-60	63-64
	1121	Sécurité sociale	5-10-60	1219
Youssef ACHOUR	683	Fonctionnaires	27- 4-60	104
Philippe d'ARGENLIEU	599	Fromages	17- 3-60	57- 58
	591	Fonctionnaires	27- 4-60	88
	601	Viandes	27- 4-60	89
	676	Lait	27- 4-60	89-90
	666	Impôts	29- 4-60	114
	801	Construction	8- 6-60	284
	804	Impôts	17- 6-60	419-420
André ARMENGAUD	376	Allocation chômage. Prêts d'honneur. Sécurité sociale	3- 2-60	7- 8
	741	Maroc	27- 4-60	90
	797	Maroc	18- 5-60	220
	769	Maroc	18- 5-60	220
	816	Egypte	29- 6-60	596
	1058	Fonctionnaires	4- 9-60	1175
	1057	Loyers	4- 9-60	1180
	920	Prêt de réinstallation	4- 9-60	1184
	1096	Egypte	4- 9-60	1188
	1037	Retraités	5-10-60	1214
	1177	Pharmacie	7-12-60	2228
	Fernand AUBERGER	533	Anciens combattants	3- 2-60
565		Enseignement	4- 2-60	42
537		Régie autonome des transports parisiens.....	17- 3-60	65
536		Allocation vieillesse agricole	27- 4-60	88
628		Collectivités locales	27- 4-60	101
652		Eaux minérales	27- 4-60	104
689		Impôts	11- 5-60	187
930		Habitations à loyer modéré	29- 6-60	597
950		Impôts	9- 7-60	822
999		Traité franco-égyptien	4- 9-60	1175
949		Enseignement	4- 9-60	1181
1126	Indexations	5-10-60	1216	

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Fernand AUBERGER (<i>suite</i>)	1156	Invalides de guerre	28-10-60	1410-1411
	1287	Tourisme	22-11-60	1779
	1276	Collectivités locales	27-11-60	2033
Emile AUBERT	789	Impôts	17- 6-60	419
	1095	Enseignement	4- 9-60	1182-1183
	1167	Grâce	1-12-60	2162
B				
Jean de BAGNEUX	837	Impôts	4- 9-60	1188
	1133	Collectivités locales	5-10-60	1216
Jean BARDOL	487	Accidents de circulation	3- 2-60	18
	641	Enseignement	27- 4-60	93- 94
	830	Tribunaux de pensions	29- 6-60	596
Edmond BARRACHIN	438	Fonctionnaires	3- 2-60	14
	806	Loyers	15- 6-60	376
	807	Fonctionnaires	20- 7-60	1003-1004
	1221	Appareils photographiques	2-12-60	2204
Sliman BELHABICH	540	Algérie	17- 3-60	56
	997	Sages-femmes	4-11-60	1444
Lucien BERNIER	547	Préférence de pavillon	3- 2-60	21
	864	Sécurité sociale	8- 6-60	281
	924	Infirmiers	29- 6-60	597
	909	Préférence de pavillon	4- 9-60	1196
	1236	Fonctionnaires	27-11-60	2033
	1235	Ouvriers des parcs et ateliers	27-11-60	2033-2034
Jean BERTAUD	501	Charbons	3- 2-60	16
	657	Syndicats de communes	27- 4-60	101
	707	Collectivités locales	27- 4-60	102
	759	Sécurité sociale	4- 5-60	139
	745	Radiodiffusion-Télévision française	19- 5-60	249
	856	Collectivités locales	24- 6-60	510
	885	Conseils de prud'hommes	1- 7-60	666
	1180	Squatters	26-10-60	1378
	1218	Fuel-oils	4-11-60	1445-1446
	1181	Locaux d'habitation	19-11-60	1711
	1182	Enseignement	23-11-60	1890
Marcel BERTRAND	567	Armée	17- 3-60	58
	608	Armée	17- 3-60	66
	793	Impôts	17- 6-60	419
	1300	Sécurité sociale	8-12-60	2254
Auguste BILLIEMAZ	991	Automobiles	26- 7-60	1159
René BLONDELLE	1080	Tomates	4- 9-60	1178
Jacques BOISROND	1282	Avions à réaction	14-12-60	2359
Edouard BONNEFOUS	579	Palais de Chaillot	17- 3-60	56
	381	Circulation routière	27- 4-60	106
	773	Etats de la Communauté	8- 6-60	281
Marcel BOULANGE	851	Sécurité sociale	17- 6-60	420
	867	Honoraires médicaux	22- 6-60	451
	865	Freinage des véhicules de transport	29- 6-60	597
	866	Comités médicaux	20- 7-60	1004
	1110	Armée	5-10-60	1211

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Georges BOULANGER	878	Impôts	8- 7-60	800
	1027	Enseignement	4- 9-60	1182
	1028	Enseignement	5-10-60	1213
Amédée BOUQUEREL	607	Sapeurs-pompiers	17- 3-60	65
	672	Impôts	27- 4-60	98
	980	Société anonyme immobilière	19- 7-60	939
	1227	Hôpitaux et hospices	2-12-60	2204
	1305	Collectivités locales. Sapeurs-pompiers	10-12-60	2331-2332
Jean-Eric BOUSCH	1117	Domages de guerre	5-10-60	1212
Robert BOUVARD	535	Fonctionnaires	17- 3-60	63
Jean BRAJEUX	1138	Sécurité sociale	14-10-60	1260
Marcel BREGEGERE	696	Voyageurs. Représentants. Placiers	27- 4-60	98- 99
	746	Domages de guerre	6- 5-60	155-156
	1053	Céréales	4- 9-60	1177
	1100	Société nationale des chemins de fer français...	5-10-60	1220
Martial BROUSSE	734	Aliments du bétail. Prestations sociales agricoles.	8- 6-60	285
	859	Chambres d'agriculture	7- 7-60	771
	1171	Coopératives agricoles	9-11-60	1485
Julien BRUNHES	697	Loyers	27- 4-60	99
Florian BRUYAS	613	Bulletin de paye	17- 3-60	67
C				
Roger CARCASSONNE	627	Impôts	27- 4-60	97
	886	Enseignement	23- 6-60	477
	908	Compagnies républicaines de sécurité	9- 7-60	822
	910	Impôts	19-10-60	1290-1291
Mme CARDOT (Marie-Hélène)...	474	Greffiers	17- 3-60	61
	705	Cinéma	27- 4-60	88
	654	Fonctionnaires	27- 4-60	106-107
	827	Fonctionnaires	29- 6-60	597
	880	Amortissements financiers	19- 7-60	938
	979	Amortissement dégressif	19- 7-60	939
	987	Fonctionnaires	4- 9-60	1174
	704	Enseignement	19-10-60	1290
	1158	Impôts	4-11-60	1445
	1187	Fonctionnaires	10-11-60	1526
	1187	Fonctionnaires	27-11-60	2032
	1250	Sécurité sociale	1-12-60	2162-2163
	1277	Travailleurs étrangers	8-12-60	2254
	1309	Anciens combattants	9-12-60	2301-2302
1293	Domages de guerre	10-12-60	2330-2331	
Marcel CHAMPEIX	883	Fermage	4- 9-60	1176
	1010	Armée	5-10-60	1211
Maurice CHARPENTIER	778	Collectivités locales	8- 6-60	286
	1001	Zones de salaires	4- 9-60	1194-1195
	1314	Société nationale des chemins de fer français...	15-12-60	2394
Adolphe CHAUVIN	753	Fonctionnaires	6- 5-60	156
	879	Veuves de guerre	19- 7-60	937
Robert CHEVALIER	513	Habitations à loyer modéré	3- 2-60	13
	671	Successions	29- 4-60	114-115
	752	Propriétaires	8- 6-60	283
	711	Sécurité sociale	8- 6-60	285
	775	Impôts	17- 6-60	419

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Paul CHEVALLIER	942	Impôts	5-10-60	1213
Pierre de CHEVIGNY	882	Cinéma	20- 7-60	1004-1005
Bernard CHOCHOY	699	Armée	27- 4-60	91
	765	Enseignement	27- 4-60	95
	635	Allocations-vieillesse	27- 4-60	105
	715	Sécurité sociale	18- 5-60	223
	906	Allocations spéciales	12- 7-60	833
	905	Contrôle dentaire	14- 7-60	913-914
	904	Allocations spéciales	26- 7-60	1158
	975	Invalides de guerre	4- 9-60	1178-1179
	1102	Sociétés civiles immobilières	4- 9-60	1180
	1275	Dépens	25-11-60	1947
Emile CLAPAREDE	938	Impôts	4- 9-60	1184
Georges COGNIOT	716	Armée	4- 5-60	138-139
	903	Fonctionnaires	1- 7-60	666
	901	Fonctionnaires	6- 7-60	712
	902	Fonctionnaires	19- 7-60	938-939
	956	Armée	4- 9-60	1179
	911	Réfugiés hongrois	4- 9-60	1181
	1049	Enseignement	5-10-60	1213
	1161	Enseignement	24-11-60	1890
	1252	Enseignement	2-12-60	2204
André COLIN	1085	Impôts	4- 9-60	1188
	1098	Caisses d'allocation vieillesse	5-10-60	1218
Gérard COPPENRATH	1033	Coprah	4- 9-60	1187
	957	Retraités	4- 9-60	1196
André CORNU	982	Produits du sol.	4- 9-60	1176
Yvon COUDE DU FORESTO.....	796	Grossistes	8- 6-60	286
Antoine COURRIERE	817	Sécurité sociale	20- 5-60	260
	1125	Fonctionnaires	4-11-60	1444
	934	Fonctionnaires	9-11-60	1486
	1145	Blés	9-12-60	2301
Louis COURROY	446	Appartement meublé	3- 2-60	14 - 15
	683	Anciens combattants	17- 3-60	58
	620	Habitations à loyer modéré.....	17- 3-60	59
	655	Impôts	27- 4-60	98
	782	Remembrement	29- 6-60	596
	884	Avions à réaction.....	6- 7-60	712
	1009	Armée	4- 9-60	1180
	1077	Collectivités locales	4- 9-60	1192
Maurice COUTROT	552	Fonctionnaires	3- 2-60	18 - 19
	486	Circulation routière	3- 2-60	19
	514	Fonds national de solidarité.....	3- 2-60	20
	543	Impôts	17- 3-60	63
	542	Fonctionnaires	17- 3-60	67 - 68
	544	Fonctionnaires	17- 3-60	68
	660	Laïcité	27- 4-60	94
	661	Aide sociale	27- 4-60	104
	662	Armée	27- 4-60	104
	403	Transporteurs routiers	27- 4-60	106
	764	Fonds national de solidarité.....	8- 6-60	285-286
	1005	Colonies de vacances.....	4- 9-60	1191
	1254	Fonctionnaires	14-12-60	2359
Mme CREMIEUX (Suzanne).....	1072	Enseignement	4- 9-60	1187-1188
	931	Main-d'œuvre étrangère	4- 9-60	1194
	1224	Armée	9-11-60	1486

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
D				
Etienne DAILLY	528	Forêt de Fontainebleau.....	3- 2-60	10
	383	Mur du son - Dynamiterie.....	3- 2-60	11
	484	Mur du son.....	3- 2-60	12
	525	Fonctionnaires	3- 2-60	17
	555	Circulation routière	3- 2-60	18
	571	Postes et télécommunications.....	3- 2-60	19
	575	Postes et télécommunications.....	3- 2-60	19
	509	Allocation logement	3- 2-60	20
	523	Fonds national de solidarité.....	3- 2-60	20
	556	Circulation routière	3- 2-60	21 - 22
	631	Sécurité sociale	17- 3-60	58
	572	Impôts	17- 3-60	63
	624	Allocation logement	17- 3-60	67
	703	Pollution des eaux.....	27- 4-60	90
	645	Armée	27- 4-60	90 - 91
	754	Enseignement	27- 4-60	95
	597	Plus-values	27- 4-60	96
	614	Collectivités locales	27- 4-60	100-101
	667	Fonctionnaires	27- 4-60	101
	725	Fonctionnaires	27- 4-60	102-103
	687	Sécurité sociale	27- 4-60	105
	729	Circulation routière	27- 4-60	107
	668	Impôts	29- 4-60	114
	709	Mesures de sécurité.....	13- 5-60	203
	612	Sociétés de construction	19- 5-60	249
	762	Pavement	19- 5-60	249-250
	794	Aveugles de la Résistance	8- 6-60	283
	818	Collectivités locales	8- 6-60	287
	912	Combattants volontaires de la Résistance.....	22- 6-60	451
	612	Sociétés de construction	7- 7-60	772
	876	Allocations familiales	7- 7-60	772
	890	Fonctionnaires	8- 7-60	800
	948	Huissiers de justice	12- 7-60	833
	983	Allocations familiales	19- 7-60	939-940
	947	Baux ruraux	19- 7-60	940
	941	Mesures de sécurité	20- 7-60	1005
	918	Armée	26- 7-60	1158
	1062	Gibier	4- 9-60	1177
	1016	Fonctionnaires	4- 9-60	1179
	1041	Enseignement	4- 9-60	1182
	892	Impôts	4- 9-60	1183
	965	Forages pétroliers	4- 9-60	1185
	1022	Impôts	4- 9-60	1186-1187
	1023	Impôts	4- 9-60	1188-1189
	959	Forages pétroliers	4- 9-60	1189
	960	Forages pétroliers	4- 9-60	1189
	961	Forages pétroliers	4- 9-60	1189
	962	Forages pétroliers	4- 9-60	1189-1190
	963	Forages pétroliers	4- 9-60	1190
	967	Forages pétroliers	4- 9-60	1190
	1054	Chambres de commerce	4- 9-60	1190
	1061	Chasse	4- 9-60	1193
	1043	Sécurité sociale	4- 9-60	1195
	1092	Sécurité sociale	4- 9-60	1196
	686	Canots hors-bord	4- 9-60	1196
	1130	Pêche fluviale	5-10-60	1210
	964	Impôts	5-10-60	1214
	984	Zones de salaires	5-10-60	1214
	1120	Allocations familiales	5-10-60	1218-1219
	1129	Navigation fluviale	28-10-60	1411

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Etienne DAILLY (<i>suite</i>).....	917	Conseil d'Etat	9-11-60	1485
	1134	Constitution	9-11-60	1485
	1194	Collectivités locales	9-11-60	1487
	1245	Publicité foncière	27-11-60	2031
	1312	Fonctionnaires	14-12-60	2360-2361
Georges DARDEL	1166	Accords d'association	26-10-60	1378-1379
Léon DAVID	900	Vins	6- 7-60	711
	907	Centres de recherches nucléaires	5-10-60	1209
Gaston DEFFERRE	831	Allocation de maternité	8- 6-60	287-288
	854	Fonctionnaires	6- 7-60	710
	1185	Fonctionnaires	25-11-60	1946
Jean DEGUISE	468	Construction	3- 2-60	12- 13
	414	Circulation routière	3- 2-60	20
	862	Collectivités locales	15- 6-60	375-376
	1281	Impôts	27-11-60	2033
Jacques DELALANDE	526	Circulation routière	3- 2-60	21
	626	Domages de guerre	17- 3-60	59- 60
	511	Impôts	17- 3-60	62
	638	Successions	27- 4-60	103
	853	Impôts	7- 7-60	771
	1093	Impôts	4- 9-60	1188
Claudius DELORME	560	Caisses de crédit agricole	3- 2-60	11
	852	Centrales thermiques	24- 6-60	510
	561	Société d'intérêts collectifs agricoles.....	6- 7-60	710
Emile DUBOIS	498	Radiodiffusion-Télévision française	3- 2-60	17
	497	Collectivités locales	3- 2-60	17
	702	Armée	27- 4-60	91- 92
	722	Enseignement	27- 4-60	94- 95
	721	Sécurité sociale	29- 4-60	116
	743	Radiodiffusion-Télévision française	19- 5-60	249
	869	Licence de débit de boisson	6- 7-60	712
	868	Lutte contre l'alcoolisme	5-10-60	1218
Hector DUBOIS	1090	Impôts	4- 9-60	1189
René DUBOIS	508	Hassi-Messaoud	3- 2-60	16- 17
	1294	Enseignement	16-12-60	2409
Jacques DUCLOS	488	Fonctionnaires	17- 3-60	61
	529	Radiodiffusion-Télévision française	17- 3-60	64- 65
	690	Domages de guerre	27- 4-60	92
	710	Houillères des Cévennes	4- 5-60	139
	802	Fonctionnaires	22- 6-60	451
	747	Interventions d'autorités étrangères	1- 7-60	666
	871	Mutilés de guerre	8- 7-60	800
	873	Mutilés de guerre	19- 7-60	937
	1071	Tableau	4- 9-60	1175
	1094	Fonctionnaires	4- 9-60	1178
	1122	Presse	4- 9-60	1193
	1050	Réforme administrative	5-10-60	1217
	803	Fonctionnaires	14-10-60	1259
	1142	Allocations familiales	26-10-60	1378
642	Anciens combattants	16-11-60	1574	
872	Anciens combattants	16-11-60	1574	
Baptiste DUFEU	932	Coopérative de production agricole	6- 7-60	711
André DULIN	1127	Fuel-oils	5-10-60	1216

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Emile DURIEUX	559	Partis de marais	3- 2-60	18
	846	Comités médicaux	20- 7-60	1004
	989	Enseignement	4- 9-60	1181
	1038	Fonctionnaires	4- 9-60	1193-1194
Adolphe DUTOIT	712	Enseignement	27- 4-60	94
	713	Enseignement	27- 4-60	94
	691	Houillères du Nord	27- 4-60	99
	659	Congés payés	27- 4-60	105
	658	Enseignement	13- 5-60	203
	829	Radiodiffusion-Télévision française	8- 6-60	286
	828	Assurance obligatoire	15- 6-60	375
	1232	Enseignement technique	22-11-60	1778
	1231	Enseignement technique	24-11-60	1890
E				
Jean ERRECART	664	Viandes	27- 4-60	89
	1084	Impôts	5-10-60	1217
Yves ESTEVE	825	Impôts	23- 6-60	478
	889	Cinéma	12- 7-60	833
	1021	Société coopérative	5-10-60	1217
	1112	Notaires	5-10-60	1217
	1204	Lettre au Président de la République.....	28-10-60	1411
	1267	Indexations	1-12-60	2162
	1299	Lettre au Président de la République.....	7-12-60	2227
F				
Edgar FAURE	1076	Fonctionnaires	4- 9-60	1177-1178
André FOSSET	534	Fonctionnaires	3- 2-60	18
	494	Salaires	17- 3-60	61 - 62
	665	Fonctionnaires	27- 4-60	87
	640	Impôts	29- 4-60	114
	630	Enseignement	6- 5-60	156
	1026	Fonctionnaires	4- 9-60	1192
	1116	Régie autonome des transports parisiens.....	4-11-60	1446
	1192	Allocations familiales	9-11-60	1488
Jean-Louis FOURNIER	623	Greffiers	17- 3-60	65
	970	Coupes de bois	4- 9-60	1186
	1151	Sécurité sociale	19-10-60	1291
Charles FRUH	1056	Propriété commerciale	4- 9-60	1193
	1146	Baux commerciaux. Droits civils	19-10-60	1290
G				
Jacques GADOIN	637	Honoraires	27- 4-60	101
	714	Impôts	18- 5-60	221
	898	Propriété littéraire	4- 9-60	1174-1175
	1200	Infirmières	19-11-60	1711
Jean GANEVAL	1018	Armée	7-10-60	1227
Pierre GARET	609	Magistrats	27- 4-60	103
	727	Magistrats	4- 5-60	139
	955	Droits d'auteur	12- 7-60	832-833
	954	Impôts	4- 9-60	1185
	1089	Armée	7-10-60	1227-1228
	1397	Armée	17-12-60	2440

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Etienne GAY	570	Circulation routière	3- 2-60	22
Jean de GEOFFRE	480	Fonctionnaires	3- 2-60	15
	973	Impôts	4- 9-60	1186
Jean GEOFFROY	616	Collectivités locales	27- 4-60	90
	649	Enseignement	27- 4-60	94
	1024	Sapeurs-pompiers	4- 9-60	1191
	1035	Remembrement	14-10-60	1259-1260
	1203	Fonds de commerce	16-11-60	1575
Victor GOLVAN	417	Impôts	17- 3-60	60
	574	Volailles	17- 3-60	63
	682	Volailles	27- 4-60	98
	619	Hôpitaux et hospices	27- 4-60	103-104
	751	Aide sociale	4- 5-60	139
	770	Ouvriers d'état	11- 5-60	185-186
	678	Enseignement technique	18- 5-60	220-221
	1012	Fonctionnaires	5-10-60	1214
Lucien GRAND	974	Impôts	19- 7-60	939
Robert GRAVIER	490	Enseignement	4- 2-60	42
Léon GREGORY	443	Retraités	18- 5-60	220
	877	Enseignement	1- 7-60	666
Louis GROS	758	Enseignement	13- 5-60	203
	790	Fonctionnaires	20- 5-60	259-260
	776	Maroc	8- 6-60	281
	836	Maroc	23- 6-60	478
	835	Maroc	7- 7-60	770
	899	Maroc	8- 7-60	800
	985	Sécurité sociale	19- 7-60	940
	922	Maroc	4- 9-60	1184
	1019	Aide aux étrangers	4- 9-60	1186
Georges GUERIL	756	Fonctionnaires	29- 4-60	113-114
Mohamed GUEROUI	1008	Algérie	14-10-60	1258
Paul GUILLAUMOT	1113	Armée	4- 9-60	1180
Georges GUILLE	839	Vins	23- 6-60	476-477
	813	Vins	23- 6-60	478
Raymond GUYOT	576	Manifestations antisémites	27- 4-60	100
	1115	Etablissements dangereux	5-10-60	1217
H				
Roger du HALGOUET	1220	Armée	16-11-60	1574-1575
Yves HAMON	826	Fonctionnaires	22- 6-60	452
Jacques HENRIET	1078	Sécurité sociale	4- 9-60	1175-1176
	1079	Armée	5-10-60	1211
	1557	Hôpitaux et hospices	9-11-60	1487
	1270	Sécurité sociale	14-12-60	2361
	1311	Notaires	16-12-60	2409-2410
	1208	Hôpitaux et hospices	16-12-60	2410
	1385	Hôpitaux et hospices	16-12-60	2410
Emile HUGUES	532	Blés	17- 3-60	62- 63
	1107	Impôts	5-10-60	1215-1216

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
J				
Eugène JAMAIN	643	Impôts	27- 4-60	98
Léon JOZEAU-MARIGNE	739	Habitations à loyer modéré.....	27- 4-60	92
	1097	Collectivités locales	4- 9-60	1192
	1083	Publicité foncière	5-10-60	1215
Louis JUNG	1030	Allocations familiales	4- 9-60	1195
	1031	Enseignement	5-10-60	1213
K				
Paul-Jacques KALB	582	Impôts	27- 4-60	96
Michel KAUFFMANN	1263	Force de frappe atomique.....	9-11-60	1487
L				
Jean LACAZE	824	Voyageurs, Représentants, Placiers.....	8- 6-60	287
Jean de LACHOMETTE.....	720	Fonctionnaires	29- 4-60	113
Bernard LAFAY	646	Sécurité sociale	17- 3-60	56
	621	Postes et télécommunications.....	17- 3-60	65
	694	Musée d'art moderne.....	27- 4-60	87 - 88
	717	Organisation des Nations Unies.....	27- 4-60	88
	693	Sécurité sociale	27- 4-60	98
	663	Gaz de Lacq.....	27- 4-60	99
	673	Maladies professionnelles	27- 4-60	105
	692	Sécurité sociale	27- 4-60	105-106
	688	Pharmacie	29- 4-60	115-116
	781	Complément de rémunération.....	18- 5-60	222
	780	Catastrophe d'Agadir	8- 6-60	281
	779	Légion d'honneur	8- 6-60	282-283
	821	Habitations à loyer modéré.....	8- 6-60	284
	842	Sécurité sociale	15- 6-60	375
	855	Impôts	23- 6-60	478
	811	Société des chantiers de l'Atlantique.....	24- 6-60	510
	1108	Chauffe-eau électrique	4- 9-60	1180
	1013	Fonctionnaires	5-10-60	1208
	1099	Organisation des Nations Unies.....	5-10-60	1209
	1329	Maroc	9-12-60	2302
Roger LAGRANGE	1163	Sécurité sociale	9-11-60	1487-1488
	1196	Sécurité sociale	9-11-60	1488
	1164	Armée	17-12-60	2440
Maurice LALLOY	428	Electrification rurale	17- 3-60	64
	539	Barrage de Chantecoq.....	17- 3-60	67
	653	Armée	27- 4-60	91
	685	Barrage de Chantecoq.....	27- 4-60	107
	592	Remembrement	4- 5-60	138
	726	Remembrement	8- 6-60	281-282
	755	Lait - Sucre.....	8- 6-60	284
	945	Impôts	19- 7-60	939
	724	Remembrement	5-10-60	1209
Marcel LAMBERT	1197	Pommes de terre.....	25-11-60	1946

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Guy de LA VASSELAIS.....	605	Armée	17- 3-60	59
	448	Fonds russes	27- 4-60	88
	743	Urbanisme	27- 4-60	92
	600	Beurres	27- 4-60	96
	602	Fromages	27- 4-60	96 - 97
	603	Lait	27- 4-60	97
	644	Tracteurs agricoles	27- 4-60	106
	840	Assurances sociales agricoles.....	9- 6-60	302
	940	Remembrement	4- 9-60	1176
	1048	Pêche fluviale	4- 9-60	1176-1177
	1055	Electrification rurale	4- 9-60	1177
	1104	Bovins	4- 9-60	1178
	1257	Armée	24-11-60	1889
	1283	Armée	17-12-60	2440
Arthur LAVY	512	Fonctionnaires	17- 3-60	56 - 57
Francis LE BASSER.....	706	Collectivités locales	29- 4-60	115
	772	Impôts	8- 6-60	286
	841	Réquisition de paiement.....	7- 7-60	770
	916	Enseignement	14- 7-60	914
	915	Fonctionnaires	26- 7-60	1158
	1046	Collectivités locales	4- 9-60	1191
	1047	Collectivités locales	4- 9-60	1191
	1143	Armée	26-10-60	1377-1378
	1190	Abattage d'animaux	4-11-60	1444
	1216	Fuel-oils	16-11-60	1575
	1243	Abattage d'animaux	1-12-60	2161
	1286	Expropriation	1-12-60	2162
	1217	Abattage d'animaux	8-12-60	2253-2254
	Edouard LE BELLEGOU	679	Impôts	11- 5-60
Jean LECANUET	580	Armée	3- 2-60	12
	495	Coupes de bois	3- 2-60	15 - 16
	684	Mesures de sécurité	27- 4-60	102
	923	Allocation logement	19- 7-60	937-938
	998	Enseignement	4- 9-60	1182
	943	Impôts	4- 9-60	1184
	1211	Impôts	10-11-60	1526
	Marcel LEGROS	481	Impôts	3- 2-60
	476	Viticulteurs	17- 3-60	61
	482	Impôts	17- 3-60	61
	Marcel LEMAIRE	674	Expropriation	27- 4-60
	675	Sapeurs-pompiers	27- 4-60	102
	738	Edifices religieux	29- 4-60	114
	737	Impôts	7- 7-60	770
	993	Impôts	4- 9-60	1186
	Etienne LE SASSIER-BOISAUNE.	681	Anciens combattants	27- 4-60
Paul LEVEQUE	732	Pêche fluviale	4- 5-60	138
	733	Pollution des eaux	18- 5-60	223
	937	Pêche fluviale	6- 7-60	711
	946	Impôts	4- 9-60	1184-1185
Waldeck L'HUILLIER	569	Collectivités locales	4- 2-60	43
	1052	Habitations à loyer modéré	5-10-60	1212
	1238	Fraudes électorales	1-12-60	2162
Robert LIOT	402	Impôts	3- 2-60	14
	549	Fonds national de solidarité.....	17- 3-60	66
	763	Impôts	18- 5-60	222
	792	Biens ruraux	9- 6-60	302

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Robert LIOT (<i>suite</i>).....	895	Publicité foncière	19- 7-60	938
	1017	Enseignement	4- 9-60	1182
	1136	Allocation vieillesse	5-10-60	1219
	1169	Chasse	9-11-60	1485
	1193	Transporteurs routiers	25-11-60	1947
	1198	Veuves de guerre.....	27-11-60	2033
Jean-Marie LOUVEL	740	Aide sociale	6- 5-60	156
	860	Aide sociale	22- 6-60	452
	921	Enseignement	26- 7-60	1158
M				
Roger MARCELLIN	774	S. N. E. C. M. A.....	14- 7-60	913
	1131	Armée	5-10-60	1211-1212
	1159	Avocats	26-10-60	1378
	1154	Algérie	4-11-60	1444
Jacques MARETTE	453	Fermeture d'usine	3- 2-60	16
Georges MARIE-ANNE	977	Armée	4- 9-60	1179-1180
	981	Armée	5-10-60	1210
	1123	Armée	5-10-60	1211
	1014	Construction	5-10-60	1212
	1015	Allocation logement	5-10-60	1212
André MAROSELLI	1051	Impôts	4- 9-60	1187
	1059	Suppléant de député.....	4- 9-60	1191-1192
	992	Mineurs de Ronchamp.....	4- 9-60	1194
	1137	Magistrats	7-10-60	1228
	1144	Magistrats	7-10-60	1228
	1195	Marchés publics	10-11-60	1525
	1246	Collectivités locales	22-11-60	1778
	1249	Impôts	9-12-60	2301
Louis MARTIN	416	Armée	3- 2-60	11 - 12
	913	Collectivités locales	26- 7-60	1159
Pierre MATHEY	1170	Impôts	10-11-60	1525
Jacques de MAUPEOU.....	1101	Monuments historiques	27-11-60	2032
Jacques MENARD	1266	Postes et télécommunications.....	19-11-60	1711
	1310	Enseignement	24-11-60	1890
Roger MENU	748	Impôts	11- 5-60	187
	935	Impôts	4- 9-60	1184
	1011	Sociétés à succursales multiples.....	4- 9-60	1195
	1073	Fonctionnaires	5-10-60	1214-1215
André MERIC	1124	Collectivités locales	28-10-60	1411
	832	Fonctionnaires	9-12-60	2301
	1191	Enseignement	14-12-60	2359-2360
Léon MESSAUD	541	Lait	27- 4-60	88 - 89
	466	Experts comptables	23- 6-60	477-478
Pierre METAYER	506	Permis de conduire.....	3- 2-60	21
	507	Enseignement	27- 4-60	93
	1082	Enseignement - Armée.....	4- 9-60	1182
Paul MISTRAL	587	Logement des étudiants.....	17- 3-60	59
	548	Voyageurs, Représentants, Placiers.....	17- 3-60	66
	636	Impôts	18- 5-60	221
	933	Impôts	8- 7-60	800
	1114	Impôts	5-10-60	1216

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Marcel MOLLE	881	Greffiers	14- 7-60	914
	1034	Sapeurs-pompiers	4- 9-60	1191
	1075	Sécurité sociale	4- 9-60	1195-1196
	1321	Sécurité sociale	7-12-60	2228
Claude MONT	848	Impôts	7- 7-60	770
	939	Impôts	8- 7-60	800
	849	Impôts	5-10-60	1213
René MONTALDO	1000	Lait	5-10-60	1208
André MONTEIL	750	Magistrats	13- 5-60	203
	718	Fonctionnaires	13- 5-60	203
	749	Magistrats	18- 5-60	222
	791	Chambres d'agriculture	8- 6-60	282
	677	Fonctionnaires	5-10-60	1213
Gabriel MONTPIED	978	Sécurité sociale	19- 7-60	940
	1153	Armée	9-11-60	1486
Léopold MOREL	578	Sécurité sociale	17- 3-60	67
Roger MOREVE	819	Indexations	18- 5-60	222
	1119	Collectivités locales	5-10-60	1216
Léon MOTAIS DE NARBONNE..	1025	Impôts	4- 9-60	1187
N				
Louis NAMY	606	Habitations à loyer modéré.....	17- 3-60	59
	944	Algérie	12- 7-60	833
	1173	Habitations à loyer modéré.....	9-11-60	1486-1487
	1172	Habitations à loyer modéré.....	22-11-60	1778
	1189	Impôts	27-11-60	2032-2033
Charles NAVEAU	558	Fonctionnaires	3- 2-60	11
	588	Salaire différé	17- 3-60	57
	808	Armée	17- 6-60	420
	966	Coopératives laitières	4- 9-60	1176
	1135	Beurres	5-10-60	1210
	1081	Impôts	5-10-60	1215
	1215	Chasse	9-11-60	1486
	1178	Armée	27-11-60	2031
1214	Impôts	27-11-60	2033	
Jean NAYROU	434	Fonctionnaires	3- 2-60	9
	810	Fonctionnaires	22- 6-60	452
	809	Fonctionnaires	14-10-60	1259
	1206	Fonctionnaires	25-11-60	1947
	1248	Fonctionnaires	9-12-60	2301
François de NICOLAY.....	419	Armée	3- 2-60	12
	586	Algérie	8- 6-60	281
Jean NOURY	449	Impôts	3- 2-60	15
	768	Fonctionnaires	4- 5-60	139
P				
Gaston PAMS	823	Sécurité sociale	4- 9-60	1194
	1155	Vins - Jus de raisin.....	26-10-60	1377
	1255	Sécurité sociale	24-11-60	1890-1891
François PATENOTRE	891	Enseignement	14- 7-60	913

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Pierre PATRIA	531	Guinée	3- 2-60	8 - 9
	680	Adductions d'eau	27- 4-60	90
	847	Enseignement	4- 9-60	1180-1181
Paul PAULY	566	Habitations à loyer modéré	3- 2-60	13
	145	Impôts	17- 3-60	60
	625	Impôts	27- 4-60	97
	863	Fonds national de solidarité	8- 6-60	288
Henri PAUMELLE	639	Impôts	27- 4-60	97- 98
	888	Impôts	8- 7-60	800
Marc PAUZET	451	Impôts	3- 2-60	15
Paul PELLERAY	553	Fonctionnaires	3- 2-60	7
	437	Tracteurs agricoles	3- 2-60	20 - 21
	1029	Fonctionnaires	14-10-60	1258-1259
	1128	Armée	14-10-60	1259
	1265	Aliments du bétail	25-11-60	1946-1947
Lucien PERDEREAU	647	Fonctionnaires	27- 4-60	87
	648	Impôts	11- 5-60	186
	815	Collectivités locales	8- 6-60	287
	814	Cadastre	23- 6-60	478
	1213	Collectivités locales	10-11-60	1526
Hector PESCHAUD	1273	Loyers	27-11-60	2031-2032
Guy PETIT	820	Maroc	8- 6-60	286
	986	Enseignement	4- 9-60	1181
	1179	Circulation routière - Fonds spécial d'investis- sement routier	22-11-60	1779
	1251	Collectivités locales	27-11-60	2033
	1348	Sécurité sociale	15-12-60	2394
Gustave PHILIPPON	615	Fonctionnaires	17- 3-60	56
Paul PIALES	617	Enseignement technique	27- 4-60	93
	538	Cinéma	27- 4-60	100
	914	Armée	4- 9-60	1179
Jules PINSARD	598	Impôts	27- 4-60	96
	1103	Assurance maladie	5-10-60	1218
	1262	Habitations à loyer modéré	22-11-60	1778
	1261	Collectivités locales	27-11-60	2033
Auguste PINTON	527	Collectivités locales	3- 2-60	17 - 18
	562	Médecins du travail	17- 3-60	66
	563	Médecins du travail	17- 3-60	66 - 67
	564	Fonctionnaires	27- 4-60	95
	632	Transports routiers de voyageurs	8- 6-60	288
	440	Impôts	7- 7-60	770
	850	Impôts	7- 7-60	770-771
	929	Fonctionnaires	19- 7-60	939
	928	Fonctionnaires	26- 7-60	1159
	1132	Loyers	19-10-60	1291
	Alain POHER	731	Syndicats de communes	27- 4-60
730		Sociétés immobilières de construction	17- 6-60	419
Michel de PONTBRIAND	524	Indexations	3- 2-60	16
	604	Allocation logement	27- 4-60	103
	735	Cadastre	11- 5-60	187
	870	Production animale	6- 7-60	710-711
	1032	Baux ruraux	4- 9-60	1192-1193
	1109	Fonctionnaires	5-10-60	1209
	1226	Pari mutuel	19-11-60	1710
	1295	Marge de portage	7-12-60	2227
	1351	Fonctionnaires	15-12-60	2394

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Georges PORTMANN	611	Transporteurs routiers	8- 6-60	288
	610	Indemnité d'éviction	19- 7-60	938
	936	Enseignement	5-10-60	1212-1213
Marcel PRELOT	551	Fonctionnaires	3- 2-60	16
Henri PRETRE	1290	Impôts	9-12-60	2302
R				
Etienne RABOUIN	568	Vétérinaires	17- 3-60	57
	958	Impôts	4- 9-60	1185
	988	Cadastré	4-11-60	1445
Mlle RAPUZZI (Irma).....	496	Rentes sur l'Etat.....	17- 3-60	62
	634	Collectivités locales	27- 4-60	101
Joseph RAYBAUD	874	Fonctionnaires	22- 6-60	452
	952	Fonctionnaires - Retraités.....	26- 7-60	1159
	951	Régie municipale d'électricité.....	26- 7-60	1160
	798	Fonctionnaires	14-10-60	1259
	1202	Fonds de garantie automobile.....	1-12-60	2162
Etienne RESTAT	415	Impôts	3- 2-60	14
	1324	Fonds national de solidarité.....	14-12-60	2361
Paul RIBEYRE	515	Vins	3- 2-60	9
	516	Lavande	3- 2-60	9
	517	Châtaignes	3- 2-60	9
	519	Epizooties	3- 2-60	10
	546	Fonctionnaires	3- 2-60	10
	522	Impôts	4- 2-60	42
	518	Viticulteurs	17- 3-60	57
	622	Châtaignes	17- 3-60	58
	424	Châtaignes	17- 3-60	60
	520	Direction générale des impôts.....	17- 3-60	62
	545	Chute hydroélectrique de Beauchastel.....	17- 3-60	64
	550	Chute hydroélectrique de Beauchastel.....	17- 3-60	64
	545	Chute hydroélectrique de Beauchastel.....	27- 4-60	89
	521	Châtaignes	8- 6-60	284-285
	1036	Allocation vieillesse	4- 9-60	1174
	1003	Bouilleurs de cru.....	5-10-60	1214
	1040	Tourisme	5-10-60	1219-1220
	1041	Primes spéciales d'équipement.....	7-10-60	1228
	1002	Primes spéciales d'équipement.....	4-11-60	1445
	1039	Radiodiffusion-télévision française	16-11-60	1575
1088	Sahara	22-11-60	1778	
1209	Châtaignes	8-12-60	2253	
1307	Tourisme	10-12-60	2332	
1256	Châtaigniers	14-12-60	2360	
1328	Allocation vieillesse	16-12-60	2410	
Eugène ROMAINE	771	Collectivités locales	9- 6-60	301-302
	896	Impôts	4- 9-60	1183-1184
Alex ROUBERT	875	Cadastré	7- 7-60	771
	1183	Impôts	10-11-60	1525
Georges ROUGERON	503	Propriétés rurales	3- 2-60	9
	502	Enseignement	3- 2-60	13- 14
	504	Radiodiffusion-télévision française	3- 2-60	17
	505	Vins	3- 2-60	19- 20
	573	Algérie	17- 3-60	58- 59
	783	Pensions	8- 6-60	283
	784	Enseignement	8- 6-60	284
	786	Sécurité sociale	8- 6-60	287

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
Georges ROUGERON (<i>suite</i>)	787	Circulation routière	9- 6-60	303
	972	Assurance sociale agricole	6- 7-60	711
	926	Bergen-Belsen	6- 7-60	712
	925	Chasse à courre	12- 7-60	833
	927	Maroc	14- 7-60	913
	1065	Enseignement	4- 9-60	1182
	1066	Enseignement	4- 9-60	1182
	971	Fonctionnaires	4- 9-60	1186
	1063	Aide sociale	4- 9-60	1192
	1068	Collectivités locales	4- 9-60	1192
	1067	Criminalité	5-10-60	1217
	1069	Sanatoriums	5-10-60	1218
	788	Immondices	5-10-60	1219
	1064	République fédérale allemande	10-11-60	1525
	1285	Criminalité	7-12-60	2228
S				
François SCHLEITER	719	Prisons	29- 4-60	115
	760	Impôts	18- 5-60	221
	1165	Loyers	14-12-60	2360
René SCHWARTZ	695	Collectivités locales	6- 5-60	156
Charles SINSOUT	1007	Armée	5-10-60	1210-1211
Edouard SOLDANI	761	Enseignement	9- 6-60	302
	596	Fonctionnaires	22- 6-60	451
Robert SOUDANT	412	Essence détaxée	3- 2-60	14
	618	Indexations - Pneumatiques	8- 6-60	285
Charles SURAN	510	Sécurité sociale	3- 2-60	20
	736	Fonctionnaires	27- 4-60	92
T				
Edgar TAILHADES	530	Habitat rural	3- 2-60	10
	777	Armée	8- 6-60	283
	976	Collectivités locales	26- 7-60	1160
	1234	Chasse	19-11-60	1710-1711
Gabriel TELLIER	968	Impôts	4- 9-60	1185
	969	Impôts	4- 9-60	1185-1186
René TINANT	629	Impôts	27- 4-60	97
	800	Fonds national de vulgarisation du progrès agricole	8- 6-60	262
	799	Exploitations agricoles	9- 6-60	302
	897	Amendements calcaires	6- 7-60	711
	1141	Blé	19-10-60	1290
	1140	Tracteurs agricoles	26-10-60	1378
	1199	Exploitations agricoles	9-11-60	1485-1486
Jean-Louis TINAUD	186	Impôts	27- 4-60	95
	822	Impôts	7- 7-60	770
	990	Impôts	26- 7-60	1159
Ludovic TRON	500	Impôts - Immeubles	3- 2-60	16
	651	Impôts	11- 5-60	186
	843	Impôts	17- 6-60	420
	995	Calamités publiques	4- 9-60	1190-1191
	994	Impôts	5-10-60	1214

NOMS de MM. les Sénateurs.	NUMERO de la question.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DEBATS	
			DATE	PAGES
V				
Camille VALLIN	590	Armée	17- 3-60	59
	766	Déportés politiques	8- 6-60	282
	861	Tribunaux paritaires	9- 6-60	303
	838	Association diocésaine de Lyon.....	29- 6-60	597
	1186	Fonctionnaires	10-11-60	1525
	1045	Tracts	16-11-60	1574
	1272	Centrale thermique	7-12-60	2227
Emile VANRULLEN	669	Armée	27- 4-60	91
	1044	Enseignement	5-10-60	1208-1209
Jacques VASSOR	795	Dommages de guerre.....	8- 6-60	283
	1118	Viandes	5-10-60	1209-1210
	1105	Algérie	4-11-60	1445
	1106	Madagascar	7-12-60	2227
	1302	Impôts	9-12-60	2301
Fernand VERDEILLE	584	Hôtel Majestic	17- 3-60	56
	583	Impôts	17- 3-60	64
	595	Radiodiffusion - télévision française	17- 3-60	65
	656	Radiodiffusion - télévision française	27- 4-60	100
	585	Impôts	11- 5-60	186
	1148	Impôts	14-10-60	1259
Jean-Louis VIGIER	1239	Indexations	22-11-60	1778
Pierre de VILLOUTREYS.....	812	Collectivités locales	8- 6-60	286
W				
Paul WACH	493	Allocation logement	3- 2-60	12
	492	Dommages de guerre.....	3- 2-60	13
	894	Impôts	8- 7-60	800
	893	Impôts	19- 7-60	938
Raymond de WAZIERES.....	698	Fonctionnaires	27- 4-60	87
Y				
Joseph YVON	700	Impôts	18- 5-60	221
	701	Impôts	18- 5-60	221
Z				
Modeste ZUSSY	757	Caisses de secours minières.....	19- 5-60	249
	1060	Sapeurs-pompiers	4- 9-60	1192

SÉNAT

TABLE ANALYTIQUE DES QUESTIONS ORALES

de l'année 1960.

A

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION. — Voir : Algérie.

ACTIFS SIDERURGIQUES. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire respecter les engagements pris envers les Alliés par M. A. Krupp von Bohlen, de vendre ses actifs sidérurgiques.*

Affaires étrangères. — M. André Armengaud. J. O. Débats du 7 décembre 1960 (p. 2217-2218).

ADDUCTIONS D'EAU

Raisons pour lesquelles la circulaire ministérielle du 12 février 1960 a aggravé le taux de réduction des subventions accordées pour travaux d'alimentation en eau potable.

Agriculture. — M. Joseph Raybaud. J. O. Débats du 15 juin 1960 (p. 337-338).

Au sujet des longs délais apportés à l'instruction des projets d'adduction d'eau, des inconvénients qui en résultent, et des mesures qu'il conviendrait de prendre pour y porter remède.

Santé publique et population. — M. Marcel Molle. J. O. Débats du 22 juin 1960 (p. 426-427).

AIDE AUX AGRICULTEURS. — Voir : Calamités agricoles.

AIDE SOCIALE. — *Des personnalités susceptibles d'être appelées à la présidence des commissions cantonales d'admission à l'aide sociale.*

Santé publique et population. — M. Etienne Dailly. J. O. Débats du 29 juin 1960 (p. 546-547).

ALCOOL VINIQUE

De la possibilité de remplacer les prestations d'alcool vinique établies par le décret du 16 mai 1959 par des mesures plus adaptées aux conditions réelles, et moins coûteuses pour les finances publiques.

Agriculture. — M. Roger Menu. J. O. Débats du 11 mai 1960 (p. 163-164).

De la possibilité de modifier le décret du 16 mai 1959 en vue de supprimer les prestations d'alcool vinique dans les cas où celles-ci se révèlent comme une tracasserie onéreuse pour le producteur et également pour l'administration.

Agriculture. — M. Charles Durand. J. O. Débats du 11 mai 1960 (p. 163-164).

ALGERIE

Au sujet des livraisons d'armes faites par un Etat étranger aux rebelles algériens, et des mesures prises par le Gouvernement français pour lutter contre ce ravitaillement.

Premier ministre. — M. René Dubois. J. O. Débats du 27 avril 1960 (p. 75-76).

Au sujet de la précarité des services de protection civile en Algérie, en particulier des services d'incendie, et des mesures qu'il conviendrait de prendre en vue de leur complète réorganisation.

Premier ministre. — M. Abdelkrim Sadi. J. O. Débats du 4 mai 1960 (p. 122-123).

Conditions dans lesquelles est intervenue la décision d'interdire le congrès national pour la paix en Algérie.

Intérieur. — M. Raymond Guyot. J. O. Débats du 20 juillet 1960 (p. 945-946).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre un terme aux accidents de la circulation en Algérie qui constituent un pourcentage considérable dans la statistique des décès des militaires.

Armées. — M. Jacques Henriot. J. O. Débats du 12 octobre 1960 (p. 1234-1235).

De l'opportunité d'étendre à l'Algérie les dispositions de l'art. 11 de la loi n° 54-817 du 14 août 1954 qui permettent aux entreprises de déduire du montant de leur bénéfice imposable les versements qu'elles ont effectués à titre de dons et legs de caractère philanthropique.

Premier ministre. — M. Laurent Schiaffino. J. O. Débats du 16 novembre 1960 (p. 1542-1543).

Voir également : Impôts.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Conditions dans lesquelles est intervenu le relèvement de 7 p. 100 du taux des allocations familiales servies dans le département de la Martinique.

Travail. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 13 juillet 1960 (p. 840-841).

Voir également : Foyers ouvriers.

ALLOCATION-LOGEMENT

Délai dans lequel le Gouvernement compte déposer le projet de loi tendant à maintenir le bénéfice de l'allocation-logement aux ménages ayant un enfant âgé de plus de cinq ans et de moins de dix ans.

Santé publique et population. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 18 mai 1960 (p. 208-210).

ALLOCATION LOGEMENT (suite).

Date à laquelle le Gouvernement compte déposer le projet de loi ajustant les taux des allocations compensatrices de loyers avec les hausses dont ceux-ci ont fait l'objet depuis quelque temps.

Premier ministre. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 13 juillet 1960 (p. 836-837).

ALLOCATION SCOLAIRE. — De la possibilité de simplifier la procédure actuellement en vigueur pour l'attribution des crédits de l'allocation scolaire.

Education nationale. — M. Fernand Verdeille. J. O. Débats du 19 octobre 1960 (p. 1269-1271).

ALLOCATION AUX VIEUX TRAVAILLEURS

*Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre l'allocation spéciale aux vieux travailleurs en concordance avec l'augmentation du coût de la vie.

Premier ministre. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats du 6 juillet 1960 (p. 678-695).

Mesures que compte prendre le Gouvernement à l'occasion du budget de 1961 pour ajuster au coût de la vie l'allocation aux vieux travailleurs salariés et l'allocation supplémentaire.

Travail. — M. Paul Pauly. J. O. Débats du 16 novembre 1960 (p. 1543-1544).

AMENDEMENTS CALCAIRES. — De l'opportunité qu'il y aurait à faire bénéficier tous les départements français, et non seulement une partie d'entre eux, des subventions pour amendements calcaires.

Agriculture. — M. Emile Durieux. J. O. Débats du 11 mai 1960 (p. 165-166).

ANCIENS COMBATTANTS

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour rétablir dans leurs droits à la retraite les anciens combattants et tenir les engagements pris officiellement à leur égard.

Anciens combattants. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats du 26 octobre 1960 (p. 1354-1359).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour le rétablissement de la retraite des anciens combattants sans discrimination à l'égard de tous ceux qui en bénéficiaient ou qui pouvaient y prétendre avant le 30 décembre 1958.

Anciens combattants. — M. Georges Marrane. J. O. Débats du 26 octobre 1960 (p. 1354-1359).

'ARDECHE. — Voir : Zones critiques.

ARMEE

De la possibilité de considérer comme étant en situation d'activité un soldat du contingent décédé en métropole des suites de maladie ou accident survenus en service commandé.

Armées. — M. Robert Soudant. J. O. Débats du 12 octobre 1960 (p. 1235-1236).

Mesures que compte prendre le Gouvernement au sujet de l'incorporation des étudiants en médecine sursitaires.

Armées. — M. Georges Portmann. J. O. Débats du 7 décembre 1960 (p. 2206).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour éviter que soit dissous l'entrepôt de l'armée de l'air n° 608 à Toulouse.

Armées. — M. André Méric. J. O. Débats du 7 décembre 1960 (p. 2206-2207).

ASSAINISSEMENT. — Voir : Distributions d'eau.

ASSOCIATION DIOCESAINE DE LYON. — Au sujet de la validité de la garantie financière donnée à l'association diocésaine de Lyon par le Conseil général du Rhône.

Intérieur. — M. Camille Vallin. J. O. Débats du 16 novembre 1960 (p. 1546-1548).

ATHLETES FRANÇAIS. — Voir : Jeux olympiques.

AUTOROUTES. — Raisons pour lesquelles aucune doctrine de financement ne paraît avoir été admise par le ministre des finances en matière de construction d'autoroutes.

Finances. — M. Auguste Pinton. J. O. Débats du 4 mai 1960 (p. 120-121).

*Question orale avec débat.

B

BACCALAUREAT. — Voir : Enseignement.

BANANES. — Mesures prises par le Gouvernement depuis le 1^{er} mars 1960 pour protéger la production nationale des Antilles françaises contre la concurrence des bananes en provenance de Guinée.

Premier ministre. — M. Lucien Bernier. J. O. Débats du 6 juillet 1960 (p. 671-672).

BARRAGES. — De l'opportunité d'envisager l'installation d'un dispositif d'alerte de nature à préserver par tous les moyens la sécurité des populations des communes situées en aval des barrages.

Intérieur. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 4 mai 1960 (p. 124-125).

BASSIN HOULLER D'AUVERGNE. — Mesures que compte prendre le Gouvernement pour régler le problème social et humain que posera la réalisation du projet de réduction annuelle des extractions dans le bassin houiller d'Auvergne.

Industrie. — M. Michel Champleboux. J. O. Débats du 19 octobre 1960 (p. 1267-1268).

BETAIL. — Mesures que compte prendre le Gouvernement pour s'opposer énergiquement à l'effondrement des cours du bétail à la production.

Agriculture. — M. Charles Durand. J. O. Débats du 9 novembre 1960 (p. 1450-1451).

BLE. — Au sujet de l'évaluation exagérée de la récolte de blé de 1959 et des conséquences qu'elle a eues sur la fixation du prix du quintal de blé.

Agriculture. — M. Emile Durieux. J. O. Débats du 8 juin 1960 (p. 268).

BOISSONS NATIONALES. — Voir : Radiodiffusion-Télévision française.

C

CAISSES DES ECOLES. — Voir : Enseignement.

CAISSES D'EPARGNE

Conditions dans lesquelles ont été abaissés les taux d'intérêt servis d'une part aux caisses d'épargne par l'Etat, et d'autre part aux particuliers par la Caisse Nationale d'Epargne.

Finances et affaires économiques. — M. Pierre Garet. J. O. Débats du 14 décembre 1960 (p. 2334-2336).

Répercussions de l'abaissement du taux d'intérêt des caisses d'épargne, en particulier sur le taux d'intérêt et le montant total des prêts susceptibles d'être consentis aux collectivités locales par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Finances et affaires économiques. — M. Paul Ribeyre. J. O. Débats du 14 décembre 1960 (p. 2837, 2838).

CALAMITES AGRICOLES

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux cultivateurs, et notamment aux viticulteurs de Provence, dont les récoltes ont été détruites par les gelées de fin avril 1960.

Agriculture. — M. Léon David. J. O. Débats du 11 mai 1960 (p. 166-167).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux exploitants sinistrés à la suite des dégâts causés aux vignobles, aux cultures fruitières et maraîchères par les gelées survenues récemment dans le département des Bouches-du-Rhône.

Agriculture. — M. Gaston Defferre. — J. O. Débats du 11 mai 1960 (p. 166-167).

CALAMITES AGRICOLES (suite).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux viticulteurs sinistrés par les récentes gelées et tempêtes de grêle.

Finances. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats du 8 juin 1960 (p. 263-265).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux viticulteurs sinistrés par les récentes gelées et tempêtes de grêle.

Finances. — M. Michel Kistler. J. O. Débats du 8 juin 1960 (p. 263-265).

Dispositions que le Gouvernement compte prendre pour assurer la protection indispensable des exploitations agricoles contre les calamités atmosphériques, et en particulier, de l'opportunité qu'il y aurait à créer une caisse nationale contre les calamités agricoles.

Agriculture. — M. Marcel Brégègère. J. O. Débats du 8 juin 1960 (p. 266-267).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux viticulteurs sinistrés à la suite des récentes gelées.

Agriculture. — M. Georges Guille. J. O. Débats du 8 juin 1960 (p. 269).

Au sujet des dégâts considérables occasionnés dans la région du Sud-Ouest par les pluies diluviennes, les gelées et la grêle; des mesures que le Gouvernement compte prendre pour venir en aide aux agriculteurs sinistrés, et en particulier en vue de la création d'une caisse des calamités agricoles.

Premier ministre. — M. Restat. J. O. Débats du 15 juin 1960 (p. 339-340).

Au sujet des dommages subis par les collectivités publiques et les particuliers à la suite des calamités atmosphériques qui ont frappé les départements du Sud-Ouest, et des diverses mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux sinistrés.

Intérieur. — M. Abel Sempé. J. O. Débats du 15 juin 1960 (p. 340-341).

Au sujet des dommages considérables causés à plusieurs communes du département de la Creuse par des orages de grêle, et des mesures diverses que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux sinistrés.

Premier ministre. — M. Eugène Romaine. J. O. Débats du 15 juin 1960 (p. 341).

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des viticulteurs victimes des fortes gelées intervenues dans de nombreux départements au printemps 1960.

Agriculture. — M. André Dulin. J. O. Débats du 13 juillet 1960 (p. 838-839).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux nombreux agriculteurs et viticulteurs de la région de Muret-Villefranche (Haute-Garonne) dont les récoltes ont été détruites par une violente tornade.

Agriculture. — M. André Méric. J. O. Débats du 19 octobre 1960 (p. 1272-1273).

Voir également : Impôts. — Oléiculteurs.

CANCER. — De la répartition entre l'Etat et les collectivités locales des dépenses de lutte contre le cancer.

Santé publique et population. — M. Edouard Le Bellegou. J. O. Débats du 18 mai 1960 (p. 207-208).

CELLULOSE. — Voir : Pollution de l'atmosphère. — Pollution des eaux.

CENTRE D'APPRENTISSAGE DE NICE. — Raisons qui retardent la construction du centre d'apprentissage de jeunes filles F. 1138 à Nice.

Education nationale. — M. Joseph Raybaud. J. O. Débats du 19 octobre 1960 (p. 1268-1269).

CHAMBRES D'AGRICULTURE. — Dispositions que compte prendre le Gouvernement pour respecter la liberté des chambres départementales d'agriculture en ce qui concerne la fixation de leurs besoins financiers.

Finances. — M. Joseph Raybaud. J. O. Débats du 6 juillet 1960 (p. 673-674).

CHARBONNAGES DE FRANCE. — Raisons pour lesquelles les Charbonnages de France ont été autorisés à émettre un emprunt public.

Finances et affaires économiques. — M. Vincent Delpuech. J. O. Débats du 15 juin 1960 (p. 334-335).

CHATAIGNES. — De l'opportunité qu'il y aurait à ramener à un niveau raisonnable le tonnage minimum imposé aux producteurs pour leur permettre de bénéficier de la prime à l'exportation.

Agriculture. — M. Paul Ribeyre. J. O. Débats du 14 décembre 1960 (p. 2341-2343).

CIDRE. — Des diverses mesures susceptibles d'entraîner l'accroissement de la consommation du cidre.

Secrétaire d'Etat aux finances. — M. Yves Estève. J. O. Débats du 16 novembre 1960 (p. 1541-1542).

CIMETIERES FRANÇAIS. — Conditions dans lesquelles ont eu lieu les négociations avec la République populaire du Nord Viet-Nam concernant le transfert des cimetières français du Tonkin.

Affaires étrangères. — M. Léon Motais de Narbonne. J. O. Débats du 19 octobre 1960 (p. 1265-1266).

COLLECTIVITES LOCALES

Des diverses mesures à mettre en application en vue de la remise en valeur des petites communes rurales qui ont tendance à se dépeupler.

Finances et affaires économiques. — M. Paul Ribeyre. J. O. Débats du 12 octobre 1960 (p. 1232-1233).

De la possibilité de modifier la législation actuellement en vigueur en ce qui concerne le versement, par les communes, des contributions nécessaires aux retraites de leurs anciens agents auxiliaires.

Intérieur. — M. Marcel Audy. J. O. Débats du 19 octobre 1960 (p. 1265).

De la possibilité pour les collectivités locales, en conséquence de l'abaissement du taux d'intérêt servi aux déposants des caisses d'épargne, de bénéficier à leur tour de prêts à taux réduit.

Finances et affaires économiques. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 14 décembre 1960 (p. 2336-2337).

Voir également : Caisses d'épargne. — Tourisme.

COLONIES DE VACANCES. — Raisons pour lesquelles les organismes chargés d'organiser les colonies et les camps de vacances ne rencontrent pas les facilités indispensables à leur bon fonctionnement, notamment en matière d'encadrement.

Education nationale. — M. Waldeck L'Huillier. J. O. Débats du 12 octobre 1960 (p. 1239-1240).

COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE. — Voir : Marché commun.

COMPAGNIE DES HAUTS FOURNEAUX DE GIVORS. — Au sujet de la situation de la Compagnie des hauts fourneaux de Givors, menacée de fermeture, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre à cette entreprise de surmonter la crise de trésorerie qu'elle traverse actuellement.

Industrie. — M. Camille Vallin. J. O. Débats du 15 juin 1960 (p. 335-337).

CONSEIL D'ETAT. — De l'opportunité de rendre publics les avis du Conseil d'Etat.

Premier ministre. — M. Pierre Marcilhacy. J. O. Débats du 16 mai 1960 (p. 206-207).

CONSTITUTION. — De l'opportunité qu'il y aurait de soumettre prochainement au Parlement une loi organique sur la séparation des pouvoirs législatif et réglementaire.

Premier ministre. — M. Edouard Le Bellegou. — J. O. Débats du 27 avril 1960 (p. 74-75).

D

DECENTRALISATION. — Voir : Enseignement supérieur. — Radiodiffusion-Télévision française.

DECHETS RADIOACTIFS

*De l'opportunité de différer l'exécution du projet d'immersion dans la Méditerranée des déchets radioactifs de l'usine atomique de Marcoule.

Premier ministre. — M. Alex Roubert. — J. O. Débats du 4 novembre 1960 (p. 1428-1441).

*De l'opportunité de différer l'exécution du projet d'immersion dans la Méditerranée des déchets radioactifs de l'usine atomique de Marcoule.

Premier ministre. — M. Joseph Raybaud. J. O. Débats du 4 novembre 1960 (p. 1428-1441).

*En vue de la destruction des déchets radioactifs de l'usine atomique de Marcoule, de l'opportunité d'envisager d'autres solutions que celle de leur immersion dans la Méditerranée.

Premier ministre. — M. Emile Hugues. J. O. Débats du 4 novembre 1960 (p. 1428-1441).

*Au sujet de l'immersion des résidus atomiques dans certains fleuves français, et en particulier dans la Seine et dans le Rhône.

Premier ministre. — M. Edouard Bonnefous. J. O. Débats du 4 novembre 1960 (p. 1428-1441).

DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER. — Voir : Licences d'importation. — Services de conditionnement.

DEPOPULATION. — Voir : Radiodiffusion-Télévision française.

DEPOT PETROLIER DE MOUREPIANE. — De l'urgente nécessité de prendre toutes dispositions utiles pour que le dépôt pétrolier de Mourepiane fasse l'objet de mesures de sécurité et de protection extrêmement strictes.

Industrie. — M. Gaston Defferre. J. O. Débats du 4 mai 1960 (p. 126-128).

DIABETIQUES. — Voir : Fonction publique.

DISTRIBUTIONS D'EAU. — Du montant des travaux de distributions d'eau urbaines et d'assainissement, réalisés depuis 1945, et des projets à réaliser au cours des quatre prochaines années.

Intérieur. — M. Joseph Raybaud. J. O. Débats du 19 octobre 1960 (p. 1263-1265).

DISTRICT DE PARIS. — De l'opportunité qu'il y aurait à abroger les ordonnances relatives aux districts urbains et au district de Paris.

Intérieur. — M. Waldeck L'Huilier. J. O. Débats du 7 décembre 1960 (p. 2210-2212).

E

EAUX. — Voir : Cellulose. — Distributions d'eau. — Pollution des eaux de la Seine. — Pollution des rivières.

ENSEIGNEMENT

*Politique que le Gouvernement entend suivre en matière de ramassage scolaire.

Education nationale. — M. Edgar Pisani. J. O. Débats du 15 juin 1960 (p. 342-356).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que cessent dans l'avenir les conditions déplorables où se sont trouvés placés un certain nombre de candidats au baccalauréat dans la région parisienne, du fait de leur éloignement de l'établissement où ils furent convoqués pour subir les épreuves de cet examen.

Education nationale. — M. Adolphe Chauvin. J. O. Débats du 13 juillet 1960 (p. 841-842).

*Question orale avec débat.

Au sujet des incidences du décret du 12 septembre 1960 sur le statut des caisses des écoles.

Education nationale. — Mme Renée Dervaux. J. O. Débats du 7 décembre 1960 (p. 2207-2208).

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. — Des raisons pour lesquelles il serait opportun de mettre en œuvre, sur le plan universitaire, des mesures tendant à la décentralisation de l'enseignement supérieur.

Education nationale. — M. Bernard Lafay. J. O. Débats du 11 mai 1960 (p. 160-162).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE. — Mesures que compte prendre le Gouvernement en vue d'éviter pour les prochaines années scolaires la pénurie de locaux dans les établissements de l'enseignement technique.

Education nationale. — M. Adolphe Chauvin. J. O. Débats du 26 octobre 1960 (p. 1364-1366).

ETUDIANTS EN MEDECINE. — Voir : Armée.

EXPORTATIONS

Au sujet du freinage des exportations que risque de provoquer l'instruction n° 105-III D. I adressée aux directions départementales des contributions indirectes.

Finances et affaires économiques. — M. Antoine Courrière. J. O. Débats du 16 novembre 1960 (p. 1538-1539).

EXPROPRIATION

Au sujet du décret d'application de l'ordonnance du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Justice. — M. Jacques Delalande. J. O. Débats du 27 avril 1960 (p. 71-72).

F

FIEVRE APHTEUSE. — Au sujet de la circulation de certains bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse.

Agriculture. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 20 juillet 1960 (p. 944).

FONCTION PUBLIQUE. — De la possibilité d'harmoniser, en fonction des progrès médicaux de ces dernières années, les règles appliquées aux diabétiques en ce qui concerne leur accès à la fonction publique.

Ministre délégué auprès du Premier ministre. — M. Roger Menu. J. O. Débats du 6 juillet 1960 (p. 669-670).

FONCTIONNAIRES

Des répercussions que peut avoir la décision d'arrêter le recrutement des agents de travaux des Ponts et Chaussées sur la nécessité urgente d'entretenir le réseau routier national et départemental.

Travaux publics et transports. — M. Jean Nayrou. J. O. Débats du 22 juin 1960 (p. 424-425).

Au sujet des fonctionnaires victimes du régime de Vichy, et des mesures que compte prendre le Gouvernement pour que réparation leur soit accordée.

Premier ministre. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 22 juin 1960 (p. 427-428).

Du nombre de fonctionnaires français détachés dans les diverses organisations internationales et des indemnités supplémentaires qui leur seraient accordées.

Affaires étrangères. — M. Marius Moutet. J. O. Débats du 19 octobre 1960 (p. 1266).

Raisons pour lesquelles n'ont pas encore été pris la plupart des arrêtés d'assimilation et les décrets d'application prévus par la loi du 4 août 1956 concernant la liquidation des pensions de retraite des fonctionnaires français du Maroc.

Affaires étrangères. — M. Louis Gros. J. O. Débats du 9 novembre 1960 (p. 1450).

FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE. — *De la nécessité de modifier dans un sens plus équitable les circulaires d'application de la loi n° 56-639 du 30 juin 1956 portant institution d'un fonds national de solidarité.*

Travail. — M. Jacques Delalande. J. O. Débats du 4 mai 1960 (p. 125).

***FORETS.** — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre à la forêt de jouer le rôle qui lui revient dans l'économie générale, et pour procéder à une réforme profonde des modalités de gestion du domaine forestier.*

Agriculture. — M. Edgard Pisani. J. O. Débats du 20 juillet 1960 (p. 957-978).

FOYERS OUVRIERS. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer aux foyers ouvriers une augmentation de 20 p. 100 de l'ensemble des prestations familiales, et l'attribution des allocations familiales à partir du premier enfant.*

Travail. — M. Adolphe Dutoit. J. O. Débats du 26 octobre 1960 (p. 1351-1352).

FRONT DE LIBERATION NATIONALE. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre fin à l'activité des réseaux de soutien du F. L. N. en métropole.*

Intérieur. — M. Claude Dumont. J. O. Débats du 8 juin 1960 (p. 271).

G

GELEES. — Voir : *Calamités agricoles.*

GRAISSE DE BALEINE. — Voir : *Importations.*

GRELE. — Voir : *Calamités agricoles.*

GUADELOUPE. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour amener la caisse centrale de coopération économique à revenir sur sa décision d'exiger de certaines communes du département de la Guadeloupe le remboursement des dettes contractées par cette ancienne colonie.*

Finances et affaires économiques. — M. Lucien Bernier. J. O. Débats du 16 novembre 1960 (p. 1539-1541).

GUINEE. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer en Guinée la protection des ressortissants français.*

Affaires étrangères. — M. Pierre Marilhac. J. O. Débats du 6 juillet 1960 (p. 668-669).

H

HABITATIONS A LOYER MODERE. — *Raisons pour lesquelles les offices d'habitations à loyer modéré ne peuvent bénéficier des prêts spéciaux du Crédit foncier.*

Finances et affaires économiques. — M. Léon Jozeau-Marigné. J. O. Débats du 12 octobre 1960 (p. 1233-1234).

I

IMPORTATIONS. — *Conséquences de l'arrêté du 7 janvier 1959 fixant à 18.000 tonnes le contingent de graisse et d'huile de baleine admissible en suspension de droits de douane d'importation.*

Finances et affaires économiques. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 4 mai 1960 (p. 121).

IMPORTATIONS FRAUDULEUSES. — Voir : *Vins.*

*Question orale avec débat.

IMPOTS

Au sujet des dispositions à prendre en faveur des jeunes appelés ayant servi en Algérie au-delà de la durée légale et à qui, une fois rentrés dans leur foyer, l'administration des finances réclame le paiement de leurs impôts.

Finances et affaires économiques. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 4 mai 1960 (p. 121-122).

Mesures que compte prendre le Gouvernement en faveur des cultivateurs du Pas-de-Calais victimes de la sécheresse de 1959, en ce qui concerne notamment le paiement de l'impôt qui leur est réclamé au titre des bénéfices agricoles de cette même année.

Finances. — M. Emile Durieux. J. O. Débats du 6 juillet 1960 (p. 672-673).

Mesures fiscales que compte prendre le Gouvernement en faveur des agriculteurs sinistrés qui ne pourront payer leurs impôts à la date prévue.

Finances et affaires économiques. — M. Abel Sempé. J. O. Débats du 9 novembre 1960 (p. 1452-1453).

INCENDIES DE FORETS. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour préserver des incendies les collines boisées de Provence.*

Agriculture. — M. Léon David. J. O. Débats du 19 octobre 1960 (p. 1271-1272).

INDICE DES PRIX. — *De la part des produits agricoles dans l'indice des prix.*

Finances et affaires économiques. — M. Emile Durieux. J. O. Débats du 11 mai 1960 (p. 158-159).

***INDUSTRIE CHARBONNIERE FRANÇAISE.** — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour sauvegarder l'industrie charbonnière française, et faire droit aux revendications des mineurs concernant leurs salaires ainsi que les mesures de sécurité à prendre dans l'exercice de leur travail.*

Industrie. — M. Jean Bardol. J. O. Débats du 22 juin 1960 (p. 429-445).

INSTRUMENTS DE MESURE. — *De la situation du service des instruments de mesure et des dispositions envisagées pour lui permettre d'accomplir pleinement sa mission.*

Industrie. — M. Jacques Marette. J. O. Débats du 27 avril 1960 (p. 72-74).

J

JEUX OLYMPIQUES

Mesures envisagées pour permettre aux athlètes français de figurer honorablement aux prochains Jeux Olympiques de 1964.

Education nationale. — M. Edouard Bonnefous. J. O. Débats du 26 octobre 1960 (p. 1359-1364).

Des programme, plan, et crédits prévus par le Gouvernement pour que les athlètes français puissent remporter des succès dignes de leur valeur aux prochains Jeux Olympiques de 1964.

Education nationale. — M. Georges Marrane. J. O. Débats du 26 octobre 1960 (p. 1359-1364).

L

LAOS. — *Au sujet de l'arrestation d'un certain nombre de personnalités politiques du Laos, et des mesures que le Gouvernement français compte prendre pour faire respecter par le Gouvernement du Laos les engagements pris lors de la conférence de Genève.*

Affaires étrangères. — M. Jacques Duclos. J. O. Débats du 8 juin 1960 (p. 265-266).

*Question orale avec débat.

***LIAISONS AERIENNES INTERIEURES.** — *De la situation actuelle des liaisons aériennes intérieures, et des mesures envisagées pour donner au réseau français le même développement que dans certains pays étrangers.*

Travaux publics et transports. — M. Auguste Pinton.
J. O. Débats du 15 juin 1960 (p. 357-362).

LIBERATION DES ECHANGES. — *Textes législatifs ou réglementaires sur lesquels se fonde l'administration des affaires économiques pour estimer que les mesures de libération des échanges ne sont pas applicables dans le département de la Martinique.*

Finances et affaires économiques. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 12 octobre 1960 (p. 1230-1231).

LICENCES D'IMPORTATION. — *De l'opportunité de confier la délivrance des licences d'importation au préfet assisté d'un comité technique d'importation, de manière à associer les ressortissants de la profession aux responsabilités de la conduite des affaires économiques des départements d'outre-mer.*

Finances et affaires économiques. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 12 octobre 1960 (p. 1231-1232).

LIVRAISONS D'ARMES. — Voir : Algérie.

LIVRE FONCIER. — *Au sujet des intentions du Gouvernement en ce qui concerne le maintien du livre foncier et des services de l'enregistrement dans les chefs-lieux de canton de l'Est.*

Justice. — M. René Jager. J. O. Débats du 20 juillet 1960 (p. 950-952).

LUTTE CONTRE LA DEPOPULATION. — Voir : Radiodiffusion-Télévision française.

M

MAIS

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour élever au niveau de 1959 l'utilisation de la dernière récolte de maïs, et assurer aux producteurs la sécurité qui leur est due.

Agriculture. — M. Abel Sempé. J. O. Débats du 11 mai 1960 (p. 164-165).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer un écoulement normal de la production du maïs de la présente campagne au prix garanti de 3.565 anciens francs le quintal.

Agriculture. — M. Abel Sempé. J. O. Débats du 26 octobre 1960 (p. 1369-1370).

Mesure que compte prendre le Gouvernement en vue d'augmenter l'utilisation industrielle du maïs métropolitain.

Agriculture. — M. Jean Errécart. J. O. Débats du 14 décembre 1960 (p. 2343).

MARCHE COMMUN. — *Au sujet du contrôle des assemblées parlementaires quant à l'application des traités de Rome, et de la politique économique française en matière de marché commun.*

Finances et affaires économiques. — M. André Armand. J. O. Débats du 15 juin 1960 (p. 330-334).

MARGARINE

De l'utilité qu'il y aurait à interdire l'addition à la margarine de substances chimiques et aromatiques.

Santé publique et population. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 26 octobre 1960 (p. 1366-1367).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour faire respecter la loi concernant l'aromatization de la margarine.

Agriculture. — M. Michel Yver. J. O. Débats du 14 décembre 1960 (p. 2338-2339).

MAROC. — Voir : Prestations familiales. — Fonctionnaires.

MARRONS — Voir : Châtaignes.

MARTINIQUE. — Voir : Libération des échanges.

MILITAIRES VICTIMES D'ACCIDENT. — Voir : Algérie.

MINEURS. — *Mesures qu'il conviendrait de prendre pour compenser le préjudice subi par les mineurs mis à la retraite d'office.*

Industrie. — M. Léon David. J. O. Débats du 16 novembre 1960 (p. 1544-1546).

N

NOUVEAU FRANC. — *Du coût de la transformation des anciens francs en nouveaux francs et du profit que cette opération financière a rapporté au Trésor.*

Finances. — M. Charles Naveau. J. O. Débats du 9 novembre 1960 (p. 1451-1452).

O

OLEICULTEURS. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer le paiement rapide des primes promises aux oléiculteurs sinistrés par suite du gel de 1956.*

Finances et affaires économiques. — M. Edouard Le Bellegou. J. O. Débats du 20 juillet 1960 (p. 945).

ORGANISATION DE COOPERATION ECONOMIQUE ET DE DEVELOPPEMENT. — *De l'opportunité qu'il y aurait pour le Gouvernement à proposer qu'un lien parlementaire soit établi entre l'Organisation de coopération économique et de développement d'une part, et l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, d'autre part.*

Affaires étrangères. — M. Marius Moutet. J. O. Débats du 7 décembre 1960 (p. 2216-2217).

ORGANISATIONS INTERNATIONALES. — Voir : Fonctionnaires.

P

POLLUTION DE L'ATMOSPHERE. — *Des mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la pollution de l'atmosphère provoquée, dans la vallée de la Garonne, par les émanations de l'usine de cellulose de Saint-Gaudens.*

Santé publique et population. — M. Charles Suran. J. O. Débats du 18 mai 1960 (p. 208).

POLLUTION DES EAUX. — *Des mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la pollution des eaux provoquée, dans la vallée de la Garonne, par les émanations de l'usine de cellulose de Saint-Gaudens.*

Agriculture. — M. Charles Suran. J. O. Débats du 8 juin 1960 (p. 267-268).

POLLUTION DES EAUX DE LA SEINE. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour remédier à la pollution des eaux de la Seine, qui prend des proportions inquiétantes pour la santé des riverains.*

Intérieur. — M. Edouard Bonnefous. J. O. Débats du 20 juillet 1960 (p. 946-949).

POLLUTION DES RIVIERES. — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les rivières, navigables ou non, ne soient plus polluées par les déversements industriels ou autres.*

Intérieur. — M. Marius Moutet. J. O. Débats du 19 octobre 1960 (p. 1262-1263).

PONTS ET CHAUSSEES. — Voir : Fonctionnaires.

PORTS DE PLAISANCE. — Voir : Yachting.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS. — *Des inconvénients qui résultent pour les villes de province de la fermeture des guichets postaux le samedi à seize heures.*

Postes et télécommunications. — M. Jean Brajeux. J. O. Débats du 22 juin 1960 (p. 425-426).

*Question orale avec débat.

PRESTATIONS FAMILIALES

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour venir en aide aux Français du Maroc dont les prestations familiales, déjà très inférieures à celles de la métropole, ont encore été réduites au début de l'année 1960.

Premier ministre. — M. Louis Gros. J. O. Débats du 20 juillet 1960 (p. 949-950).

Voir également : Foyers ouvriers.

***PRIMES D'EQUIPEMENT.** — Mesures que compte prendre le Gouvernement pour accroître à l'avenir le volume global des primes d'équipement à attribuer, et pour procéder à une répartition plus rationnelle de ces primes.

Finances et affaires économiques. — M. Marc Desaché. J. O. Débats du 20 juillet 1960 (p. 978-980).

PRODUCTION FRUITIERE. — Au sujet des préjudices importants subis par certaines coopératives à la suite des retards dans l'acheminement par la S. N. C. F de la production fruitière de l'Ardèche.

Travaux publics et transports. — M. Paul Ribeyre. J. O. Débats du 20 juillet 1960 (p. 952-953).

PRODUITS AGRICOLES. — Voir : Indice des prix.

PUBLICITE ROUTIERE. — Au sujet de la date à laquelle sera pris le décret d'application de l'art. VI de la loi de finances concernant la question de la publicité routière.

Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles. — M. Yvon Coudé du Foresto. J. O. Débats du 13 juillet 1960 (p. 837-838).

R**RADIODIFFUSION-TELEVISION FRANÇAISE**

De la possibilité, lors de l'établissement des programmes de télévision, de réserver une place importante au problème de la décentralisation et de la lutte à mener contre la dépopulation de certains départements français.

Information. — M. Paul Ribeyre. J. O. Débats du 12 octobre 1960 (p. 1236-1237).

Raisons pour lesquelles les antennes de la R. T. F. ont été mises à la disposition d'un condamné à mort ayant bénéficié de la grâce présidentielle.

Information. — M. Pierre Marclhacy. J. O. Débats du 12 octobre 1960 (p. 1237).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour permettre à toutes les boissons nationales, notamment au vin et au jus de raisin, de bénéficier à la télévision de la même publicité que le cidre doux et le jus de pomme.

Information. — M. Jean Périquier. J. O. Débats du 9 novembre 1960 (p. 1453-1454).

RAMASSAGE SCOLAIRE. — Voir : Enseignement.

RAPPROCHEMENT FRANCO-VIETNAMIEU. — Au sujet des perspectives favorables d'un rapprochement économique et culturel franco-vietnamien.

Finances. — M. Léon Motais de Narbonne. J. O. Débats du 4 mai 1960 (p. 119-120).

RECLASSEMENT DES CADRES. — De la possibilité d'instituer des mesures réglementaires d'emploi obligatoire en vue du reclassement des cadres âgés.

Travail. — M. André Armengaud. J. O. Débats du 26 octobre 1960 (p. 1350-1351).

REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS

Conditions dans lesquelles des sanctions ont été prises contre divers agents de la R. A. T. P.

Travaux publics et transports. — M. Georges Dardel. J. O. Débats du 29 juin 1960 (p. 547-549).

*Question orale avec débat.

Des textes légaux en vertu desquels ont été prises des sanctions contre certains agents de la R. A. T. P., et des mesures que compte prendre le ministre des travaux publics et des transports pour rapporter ces sanctions.

Travaux publics et transports. — M. Georges Marrane. J. O. Débats du 29 juin 1960 (p. 547-549).

RESSORTISSANTS FRANÇAIS. — Voir : Guinée.

RETRAITES. — Voir : Allocation aux vieux travailleurs. — Collectivités locales. — Fonctionnaires. — Traitements.

S

SALAIRES. — Voir : Allocation aux vieux travailleurs. — Traitements.

SECURITE SOCIALE

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour assurer la mise en application des récentes dispositions permettant le remboursement effectif à 80 p. 100 des dépenses médicales des assurés sociaux.

Travail. — M. Camille Vallin. J. O. Débats du 15 juin 1960 (p. 341-342).

Mesures que compte prendre le Gouvernement pour que les droits des organismes élus soient respectés conformément aux revendications unanimes des organisations syndicales et des organismes de sécurité sociale.

Travail. — M. Adolphe Dutoit. J. O. Débats du 6 juillet 1960 (p. 674-675).

SERVICES DE CONDITIONNEMENT. — Au sujet du projet envisagé de transformer en service d'Etat les services départementaux de conditionnement fonctionnant actuellement dans les départements d'outre-mer.

Agriculture. — M. Georges Marie-Anne. J. O. Débats du 13 juillet 1960 (p. 839-840).

SINISTRES. — Voir : Calamités agricoles.

STATUT DU FERMAGE. — Au sujet des réactions provoquées dans le monde rural par les recommandations du « Comité Rueff » relatives au statut du fermage.

Agriculture. — M. Octave Bajeux. J. O. Débats du 14 décembre 1960 (p. 2339-2341).

SUBVENTIONS. — Voir : Amendements calcaires.

SUICIDES D'ENFANTS. — Des raisons pour lesquelles l'article 39 ter de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, proscrivant la publicité, sous quelque forme que ce soit, des suicides d'enfants, est inappliquée.

Justice. — M. Pierre Marclhacy. J. O. Débats du 4 mai 1960 (p. 123-124).

SURSITAIRES. — Voir : Armée.

T

TAUX D'INTERET. — Voir : Caisses d'épargne.

TAUX D'INTERET USURAIERE. — De la définition du taux d'intérêt usuraire et du nombre d'actions judiciaires engagées au cours de l'année 1959 contre des prêteurs réclamant des taux usuraires.

Finances et affaires économiques. — M. Bernard Chochoy. J. O. Débats du 14 décembre 1960 (p. 2336-2337).

TERRORISME. — Au sujet de l'intensification du terrorisme F. L. N. en métropole et des dispositions envisagées pour que les moyens en effectifs et en matériel soient adaptés aux circonstances.

Intérieur. — M. Bernard Lafay. J. O. Débats du 8 juin 1960 (p. 269-271).

TONKIN. — Voir : *Cimetières français.*

TOURISME. — *Des diverses mesures à prendre en vue de développer le tourisme social et familial, en particulier dans les communes économiquement faibles définies par l'article 3 du décret n° 49-1197 du 24 août 1949.*

Travaux publics et transports. — M. Paul Ribeyre. *J. O. Débats* du 12 octobre 1960 (p. 1237-1239).

***TRAITEMENTS.** — *Mesures que compte prendre le Gouvernement pour mettre les traitements et salaires en concordance avec l'accroissement du coût de la vie.*

Premier ministre. — M. Antoine Courrière. *J. O. Débats* du 6 juillet 1960 (p. 678-695).

TRAITES DE ROME. — Voir : *Marché commun.*

U

UNIVERSITE DE HUMBOLDT. — *Raisons pour lesquelles des universitaires français n'ont pas été autorisés à participer aux cérémonies en l'honneur du 150^e anniversaire de l'Université de Humboldt.*

Education nationale. — M. Roger Garaudy. *J. O. Débats* du 7 décembre 1960 (p. 2208-2210).

V

VEUVES DE SALARIES. — *Au sujet de la situation douloureuse au point de vue social des veuves de salariés et des mesures qu'il conviendrait de prendre pour y porter remède.*

Travail. — M. René Tinant. — *J. O. Débats* du 4 mai 1960 (p. 126).

*Question orale avec débat.

VINS

Au sujet de la situation des vins du hors quantum à la fin de la campagne.

Agriculture. — M. Jean Périquier. *J. O. Débats* du 29 juin 1960 (p. 549-550).

Mesures de contrôle que compte prendre le Gouvernement pour éviter les importations frauduleuses de vin.

Premier ministre. — M. Jean Bène. *J. O. Débats* du 6 juillet 1960 (p. 670-671).

Eléments qui ont servi au Gouvernement pour fixer seulement à 525 francs le prix de campagne du vin de consommation courante.

Agriculture. — M. Jean Périquier. *J. O. Débats* du 26 octobre 1960 (p. 1368-1369).

VITICULTEURS SINISTRES. — Voir : *Calamités agricoles.*

Y

YACHTING. — *De la politique poursuivie en matière d'encouragement au yachting et d'équipement des ports de plaisance en Méditerranée.*

Travaux publics et transports. — M. Joseph Raybaud. *J. O. Débats* du 26 octobre 1960 (p. 1352-1354).

Z

ZONES CRITIQUES. — *Des raisons pour lesquelles il y aurait lieu d'admettre le département de l'Ardèche au bénéfice de la législation sur les zones critiques.*

Finances et affaires économiques. — M. Paul Ribeyre. *J. O. Débats* du 11 mai 1960 (p. 159-160).

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

de MM. les Sénateurs auteurs des questions orales au cours de l'année 1960.

Noms de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DÉBATS	
		DATE	PAGES
A			
André ARMENGAUD.....	Marché commun.....	15- 6-60	330-334
	Reclassement des cadres.....	26-10-60	1350-1351
	Actifs sidérurgiques.....	7-12-60	2217-2218
Marcel AUDY.....	Collectivités locales.....	19-10-60	1265
B			
Octave BAJEUX.....	Statut du fermage.....	14-12-60	2339-2341
Jean BARDOL.....	Industrie charbonnière française.....	22- 6-60	429-445
Jean BENE.....	Vins	6- 7-60	670-671
Lucien BERNIER.....	Bananes	6- 7-60	671-672
	Guadeloupe	16-11-60	1539-1541
Edouard BONNEFOUS.....	Pollution des eaux de la Seine.....	20- 7-60	946-949
	Jeux Olympiques.....	26-10-60	1359-1364
	Déchets radioactifs.....	4-11-60	1428-1441
Jean BRAJEUX.....	Postes et télécommunications.....	22- 6-60	425-426
Marcel BREGEGERE.....	Calamités agricoles.....	8- 6-60	266-267
C			
Michel CHAMPLEBOUX.....	Bassin houiller d'Auvergne.....	19-10-60	1267-1268
Adolphe CHAUVIN.....	Enseignement	13- 7-60	841-842
	Enseignement technique.....	26-10-60	1364-1366
Bernard CHOCHOY.....	Allocation logement.....	18- 5-60	208-210
	Allocation logement.....	13- 7-60	836-837
	Taux d'intérêt usuraire.....	14-12-60	2336-2337
	Collectivités locales.....	14-12-60	2336-2337
Yvon COUDE DU FORESTO.....	Publicité routière.....	13- 7-60	837-838
Antoine COURRIERE.....	Calamités agricoles.....	8- 6-60	263-265
	Traitements. — Allocation aux vieux travailleurs..	6- 7-60	678-695
	Anciens combattants.....	26-10-60	1354-1359
	Exportations	16-11-60	1538-1539
D			
Etienne DAILLY.....	Aide sociale.....	29- 6-60	546-547
Georges DARDEL.....	Régie autonome des transports parisiens.....	29- 6-60	547-549
Léon DAVID.....	Calamités agricoles.....	11- 5-60	166-167
	Incendies de forêts.....	19-10-60	1271-1272
	Mineurs	16-11-60	1544-1546

NOMS de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DÉBATS	
		DATE	PAGES
Gaston DEFFERRE.....	Dépôt pétrolier de Mourepiane.....	4- 5-60	126-128
Jacques DELALANDE.....	Calamités agricoles.....	11- 5-60	166-167
Vincent DELPUECH.....	Expropriation.....	27- 4-60	71-72
Mme Renée DERVAUX.....	Fonds national de solidarité.....	4- 5-60	125
Marc DESACHE.....	Charbonnages de France.....	15- 6-60	334-335
René DUBOIS.....	Enseignement.....	7-12-60	2207-2208
Jacques DUCLOS.....	Primes d'équipement.....	20- 7-60	978-980
André DULIN.....	Algérie.....	27- 4-60	75-76
Claude DUMONT.....	Laos.....	8- 6-60	265-266
Charles DURAND.....	Fonctionnaires.....	22- 6-60	427-428
Emile DURIEUX.....	Calamités agricoles.....	13- 7-60	838-839
Adolphe DUTOIT.....	Front de Libération nationale.....	8- 6-60	271
	Alcool vinique.....	11- 5-60	163-164
	Bétail.....	9-11-60	1450-1451
	Indice des prix.....	11- 5-60	158-159
	Amendements calcaires.....	11- 5-60	165-166
	Blé.....	8- 6-60	268
	Impôts.....	6- 7-60	672-673
	Sécurité sociale.....	6- 7-60	674-675
	Foyers ouvriers.....	26-10-60	1351-1352
E			
Jean ERRECART.....	Maïs.....	14-12-60	2343
Yves ESTEVE.....	Cidre.....	16-11-60	1541-1542
G			
Roger GARAUDY.....	Université de Humboldt.....	7-12-60	2208-2210
Pierre GARET.....	Caisses d'épargne.....	14-12-60	2334-2336
Louis GROS.....	Prestations familiales.....	20- 7-60	949-950
Georges GUILLE.....	Fonctionnaires.....	9-11-60	1450
Raymond GUYOT.....	Calamités agricoles.....	8- 6-60	269
	Algérie.....	20- 7-60	945-946
H			
Jacques HENRIET.....	Algérie.....	12-10-60	1234-1235
Emile HUGUES.....	Déchets radioactifs.....	4-11-60	1428-1441
J			
René JAGER.....	Livre foncier.....	20- 7-60	950-952
Léon JOZEAU-MARIGNE.....	Habitations à loyer modéré.....	12-10-60	1233-1234
K			
Michel KISTLER.....	Calamités agricoles.....	8- 6-60	263-265
L			
Bernard LAFAY.....	Enseignement supérieur.....	11- 5-60	160-162
Edouard LE BELLEGOU.....	Terrorisme.....	8- 6-60	269-271
	Constitution.....	27- 4-60	74-75
	Cancer.....	18- 5-60	207-208
	Oléiculteurs.....	20- 7-60	945
Waldeck L'HUILLIER.....	Colonies de vacances.....	12-10-60	1239-1240
	District de Paris.....	7-12-60	2210-2212

Noms de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DÉBATS	
		DATE	PAGES
M			
Pierre MARCILHACY.....	Suicides d'enfants.....	4- 5-60	123-124
	Conseil d'Etat.....	18- 5-60	206-207
	Guinée.....	6- 7-60	668-669
	Radiodiffusion-Télévision française.....	12-10-60	1237
Jacques MARETTE.....	Instruments de mesure.....	27- 4-60	72-74
Georges MARIE-ANNE.....	Services de conditionnement.....	13- 7-60	839-840
	Allocations familiales.....	13- 7-60	840-841
	Libération des échanges.....	12-10-60	1230-1231
	Licences d'importation.....	12-10-60	1231-1232
Georges MARRANNE.....	Régie autonome des transports parisiens.....	29- 6-60	547-549
	Anciens combattants.....	26-10-60	1354-1359
	Jeux Olympiques.....	26-10-60	1359-1364
Roger MENU.....	Alcool vinique.....	11- 5-60	163-164
	Fonction publique.....	6- 7-60	669-670
André MERIC.....	Calamités agricoles.....	19-10-60	1272-1273
	Armée.....	7-12-60	2206-2207
Marcel MOLLE.....	Adductions d'eau.....	22- 6-60	426-427
Léon MOTAIS DE NARBONNE.....	Rapprochement franco-vietnamien.....	4- 5-60	119-120
	Cimetières français.....	19-10-60	1265-1266
Marius MOUTET.....	Pollution des rivières.....	19-10-60	1262-1263
	Fonctionnaires.....	19-10-60	1266
	Organisation de coopération économique et de développement.....	7-12-60	2216-2217
N			
Charles NAVEAU.....	Importations.....	4- 5-60	121
	Impôts.....	4- 5-60	121-122
	Fièvre aphteuse.....	20- 7-60	944
	Margarine.....	26-10-60	1366-1367
	Nouveau franc.....	9-11-60	1451-1452
Jean NAYROU.....	Barrages.....	4- 5-60	124-125
	Fonctionnaires.....	22- 6-60	424-425
P			
Paul PAULY.....	Allocations aux vieux travailleurs.....	16-11-60	1543-1544
Jean PERIDIER.....	Vins.....	29- 6-60	549-550
	Vins.....	26-10-60	1368-1369
	Radiodiffusion-Télévision française.....	9-11-60	1453-1454
Auguste PINTON.....	Autoroutes.....	4- 5-60	120-121
	Liaisons aériennes intérieures.....	15- 6-60	357-362
Edgard PISANI.....	Enseignement.....	15- 6-60	342-356
	Forêts.....	20- 7-60	957-978
Georges PORTMANN.....	Armée.....	7-12-60	2206
R			
Joseph RAYBAUD.....	Adductions d'eau.....	15- 6-60	337-338
	Chambres d'agriculture.....	6- 7-60	673-674
	Distribution d'eau.....	19-10-60	1263-1265
	Centre d'apprentissage de Nice.....	19-10-60	1268-1269
	Yachting.....	26-10-60	1352-1354
	Déchets radioactifs.....	4-11-60	1428-1441
Etienne RESTAT.....	Calamités agricoles.....	15- 6-60	339-340
Paul RIBEYRE.....	Zones critiques.....	11- 5-60	159-160
	Production fruitière.....	20- 7-60	952-953
	Collectivités locales.....	12-10-60	1232-1233
	Radiodiffusion-Télévision française.....	12-10-60	1236-1237
	Tourisme.....	12-10-60	1237-1239
	Caisses d'épargne.....	14-12-60	2337-2338
	Châtaignes.....	14-12-60	2341-2343
Eugène ROMAINE.....	Calamités agricoles.....	15- 6-60	341
Alex ROUBERT.....	Déchets radioactifs.....	4-11-60	1428-1441

Noms de MM. les Sénateurs.	RUBRIQUE sous laquelle se trouve énoncé le texte de la question dans la table analytique.	J. O. DÉBATS	
		DATE	PAGES
S			
Abdelkrim SADI.....	Algérie	4- 5-60	122-123
Laurent SCHIAFFINO.....	Algérie	16-11-60	1542-1543
Abel SEMPE.....	Maïs	11- 5-60	164-165
	Calamités agricoles.....	15- 6-60	340-341
	Maïs	26-10-60	1369-1370
	Impôts	9-11-60	1452-1453
Robert SOUDANT.....	Armée	12-10-60	1235-1236
Charles SURAN.....	Pollution de l'atmosphère.....	18- 5-60	208
	Pollution des eaux.....	8- 6-60	267-268
T			
René TINANT.....	Veuves de salariés.....	4- 5-60	126
V			
Camille VALLIN.....	Compagnie des Hauts Fourneaux de Givors.....	15- 6-60	335-337
	Sécurité sociale.....	15- 6-60	341-342
	Association diocésaine de Lyon.....	16-11-60	1546-1548
Fernand VERDEILLE.....	Allocation scolaire.....	19-10-60	1269-1271
Y			
Michel YVER.....	Margarine.....	14-12-60	2338-2339